

هكذا من لا يصل

Sans Visa : Quai des bouquins

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14819 - 7 F

SAMEDI 19 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La tourmente sur les marchés européens et le référendum sur le traité de Maastricht

## Le dépit de M. Major

La tempête monétaire provoquée-t-elle une nouvelle brouille germano-britannique? On le croirait à entendre fuier de Londres les reproches contre la Bundesbank, jugée responsable de la plongée spectaculaire de la livre sterling. Les Allemands ont cependant réagi avec modération à ces récriminations, qui obéissent largement à des considérations intérieures. On comprend bien, à Bonn, à quel point la dévaluation forcée de la livre sterling est fâcheuse pour M. John Major, lequel déclarait il y a une semaine qu'une telle mesure constituerait une trahison de l'avenir. Cruellement démenti par les faits, le gouvernement britannique doit offrir un bouc émissaire à son opinion publique.

Un peu comme les Allemands, et à la différence des Français, les Britanniques sont attachés à la tenue de leur monnaie, comme s'il s'agissait d'un reste de la splendeur impériale passée. Si les milieux économiques ont bien mesuré que la vigueur exemplaire du franc français avait été plutôt renforcée par des dévaluations successives, dans les milieux politiques, une dévaluation de la livre sterling est encore ressentie comme une humiliation.

Cela explique l'intensité du dépit britannique. Pour autant, le procès n'est pas complètement infondé : tout en jouant le jeu du mécanisme de change européen qui obligeait la Bundesbank à voler au secours du sterling, les banquiers de Francfort ont estimé que la sortie de la livre du SME (sa dévaluation) était la seule issue possible. De là à manquer d'empressement pour la défendre...

CERTES, le « couple » germano-britannique a une longue histoire, marquée par des épisodes difficiles. On se rappelle les relations plutôt fraîches qu'entretenaient M<sup>rs</sup> Thatcher et le chancelier Kohl au moment de l'unification allemande et la grande méfiance de la « Dame de fer » à l'égard de ce qu'elle considérait comme une tendance « historique » de l'Allemagne à vouloir dominer l'Europe.

M. John Major, qui appartient à une autre génération, a su opérer un rapprochement avec le chancelier, même si des ombres demeurent, comme la décision de Bonn de se retirer du projet d'événement de concert européen (EPA), qui fut très mal accueillie en Grande-Bretagne. Le premier ministre britannique ne saurait oublier que l'Allemagne l'a aidé à obtenir des conditions particulièrement avantageuses à Maastricht : le choix du moment pour rejoindre l'union monétaire, et une exemption sur les dispositions sociales du traité.

Le procès d'intention visant la Bundesbank constitue, d'autre part, une arme à double tranchant : il donne des arguments aux eurosceptiques du Parti conservateur, pour qui les « monnaies froides » de Francfort préfigurent ceux de la future banque centrale européenne. Sauf à lui imputer une forte dose de machiavélisme, M. Major ne peut être soupçonné de vouloir renforcer ces partisans d'un relâchement des liens entre la Grande-Bretagne et l'Europe. Il faudra donc, passé ce moment d'émotion, que son gouvernement revienne à un ton plus serein envers les Allemands.

M0147 - 0919 0 - 7.00 F

## Les autorités monétaires tentent d'enrayer la spéculation

A l'avant-veille du référendum français sur le traité de Maastricht et après la tourmente qui a gravement affecté le système monétaire européen, M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, reprenant une proposition italienne, a souhaité la convocation d'un conseil européen « le plus tôt possible ». Les autorités monétaires tentent d'organiser la lutte contre la spéculation, qui s'est étendue à d'autres monnaies faibles du SME (le punt irlandais et la couronne danoise).

Vendredi matin 18 septembre, alors que le taux de l'argent au jour le jour était monté un moment à Paris à plus de 20 %, le franc se tenait bien, notamment vis-à-vis du deutschemark.

Lire aussi

- L'honneur de la France par l'abbé PIERRE
- Le grand dessein de Henri IV par JEAN-PIERRE FAYE
- Le 20 septembre par les amis de Jean Monnet page 2
- Changes et échanges par PATRICK JARREAU
- Un entretien avec M. Philippe Herzig
- Questions autour d'un traité par PAUL FABRA
- La majorité des grands patrons se sont engagés pour la ratification par MICHEL NOBLECOURT
- Un point de vue d'Antoine Wacziarg page 3 à 6
- Agriculture, danger par PHILIPPE LEMAITRE page 7
- A l'est : de l'indifférence à l'inquiétude par JEAN-BAPTISTE NAUDET, MARTIN PUCHTA et YVES-MICHEL ROLS
- Un entretien avec l'ancien chef de gouvernement polonais, M. Tadeusz Mazowiecki page 8

## Le franc et l'ombre du « non »

par François Renard

Si le « non » l'emportait dimanche soir 20 septembre, le franc serait probablement dévalué. La question se poserait alors de savoir si une résistance efficace pourrait être opposée à la spéculation, qui s'est attaquée à la livre puis à la livre sterling avec le succès qu'on sait, puisque les banques centrales ont dû capituler en peu de jours.

Mais, cette fois, c'est la survie même du système monétaire européen qui dépendrait de l'évolution du franc.

Au ministère de l'économie et des finances, on se montre serein - ou on affecte de l'être - méfiant en avant le fait que le franc, désormais monnaie forte, a passé pour la première fois avec succès l'épreuve du feu depuis la fin du contrôle des changes et la liberté rendue aux mouvements de capitaux. Cela grâce aux performances réalisées par la France dans le domaine économique et financier : inflation ramenée en dessous de 3 %, commerce extérieur excédentaire, déficit budgétaire encore « raisonnable » à l'échelle européenne.

Pourquoi attaquer la monnaie d'un pays aussi vertueux, une monnaie au surplus protégée par

des taux d'intérêt élevés? Car, si cela était, quelle entre monnaie trouverait grâce aux yeux des marchés? Aucune, dans l'état actuel des choses, l'Allemagne connaissant depuis la réunification des déséquilibres importants, de ses finances publiques notamment.

Les événements qui suivraient la semaine prochaine une victoire du « non » pourraient cependant être plus dramatiques. La spéculation, souvent, tient peu compte des données économiques fondamentales du pays, se contentant de jouer sur un rapport de forces quand celui-ci semble favorable aux marchés.

Avec l'équivalent de 100 milliards de francs, il est possible de faire sauter une monnaie, comme on vient de le voir avec la lire et la livre. Il suffit pour cela d'emprunter des capitaux dans la monnaie attaquée et de les vendre à la limite de sa parité pour racheter plus bas lorsque la monnaie aura été contrainte de flotter ou que sa parité aura été modifiée.

Lire la suite, les articles de nos correspondants à Londres, Madrid et Rome et le billet d'ERIK IZRALEWICZ page 17

## Les enjeux du « oui »

par Jacques Lesourne

MASQUÉ pendant des années par un consensus de surface tel le feu qui couve sous la cendre, le débat sur l'Europe vient, dans les dernières semaines, d'exploser au milieu de la société française, divisant les peris, les familles, les amis, et c'est la tête pleine du choc des idées, du heurt des arguments, de la fureur des passions, que les Français front voter le 20 septembre. Mais peut-être certains d'entre eux voudront-ils s'accorder avant d'entrer dans l'isolement ultime instant de réflexion. Ils découvriront alors que le référendum cache trois enjeux derrière son unique question.

Il s'agit tout d'abord d'accepter ou de refuser un traité. Ce traité est à la fois complexe et simple. Complexe, il ne pouvait pas ne pas l'être, car il résulte d'une

libre négociation entre douze gouvernements démocratiquement élus et aborde des sujets difficiles, nouveaux et divers. Ceux qui se gaussent de la rédaction du texte feraient bien de procéder au préalable à une lecture attentive du *Journal officiel*. Les lois françaises sont-elles si limpides, elles qui sont écrites dans une langue réputée lumineuse par des parlementaires et des fonctionnaires censés la maîtriser?

Mais si la forme du traité est complexe, sa substance, en revanche, est beaucoup plus simple. Elle se résume en fait à deux propositions :

— Les pays membres décident d'instaurer au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1999 une monnaie unique.

Lire la suite page 5

## Bosnie : la conférence de Genève



Lire nos informations page 9

## Michel Leiris

Journal  
1922-1989

Edition présentée et annotée par Jean Jamin.



nr

GALLINARD

## Brouillards algériens

En mal de crédibilité, le pouvoir s'appête à ouvrir un dialogue politique et à présenter un « programme de sortie de crise »

ALGER

de notre envoyé spécial

« OAS » : ces initiales ont repris. L'été meurtrier que vient de vivre l'Algérie et qui a atteint son paroxysme, le 26 août, dans l'aéroport de la capitale où une bombe a tué au hasard dix personnes - peut-être davantage - replonge bon nombre d'Algériens quelque trente ans en arrière, leur rappelant les terribles violences qui ont précédé l'indépendance (1). L'histoire paraît se répéter avec de tout autres acteurs.

La nouvelle armée secrète n'est pas - tant d'en faut - sous commandement unique, même si toutes ses composantes ont en commun le souci de déstabiliser le pouvoir. L'hebdomadaire *Algérie actualité* le soulignait récemment dans un éditorial coiffé du sigle « OAS » : « Grands trafiquants, intégristes en croisade et dignitaires déchus se retrouvent, tous, dans la même tranchée à défendre les mêmes intérêts. »

Si les plus exaltés des islamistes ont allumé la mèche de la violence, ils ne semblent plus la maîtriser totalement. Ils évitent de signer attentats et sabotages, entretenant un doute qui,

croient-ils, est à même de servir leur cause. Une chose est sûre : le démantèlement de « groupes armés », voire de maquis intégristes, revendiqué par le pouvoir, n'a pas eu pour effet de « terroriser les terroristes ». Bien au contraire, l'assassinat de membres des forces de l'ordre est devenu quasi quotidien, et d'autres agents de l'Etat - magistrats, écoles, syndicalistes - sont maintenant pris pour cibles. Encore faut-il ajouter à cette néoologie, les victimes de la bombe de l'aéroport d'Alger...

Bon nombre d'assassinats s'apparentent à des règlements de comptes personnels et visent des serveurs du pouvoir jugés trop zélés, qu'ils se soient ostensiblement illustrés dans la mise au pas des « barbus » ou résillement engagés dans le « chèque aux ripoux ». Ainsi de ce commandant du groupement de gendarmerie d'El Tarf, à la frontière avec la Tunisie, tué à Alger alors que, selon ses proches, il tentait de tirer au clair une affaire de corruption dans laquelle était impliqué son frère, ex-directeur régional des douanes.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 10

(1) L'Organisation armée secrète (OAS) - dont l'ancien chef militaire, Pierre Scudéry, vient de mourir (*le Monde* du 17 septembre), avait été créée en 1961 pour tenter d'empêcher la fin de l'Algérie française, par tous les moyens, notamment celui du terrorisme.

## Découverte génétique

Une spectaculaire avancée française dans le décodage de l'identité humaine.

Lire page 13 l'article de JEAN-YVES NAU

## Irlandais de Vincennes

Paul Barril perd son procès contre « le Monde »

Lire page 11 l'article de MAURICE PEYROT

Le sommaire complet se trouve en page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 160 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 NKR; Pays-Bas, 2,75 F; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA, 1,00 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.



ici MAASTRICHT!  
LES EUROPEENS  
PARLENT AUX EUROPEENS!



# LE RÉFÉRENDUM SUR

Débats

## L'honneur de la France

par l'abbé Pierre

**J**e ne peux pas, dans mon amour de la France (pour laquelle j'ai su risquer plus ma vie que tel qui se drape à toute heure dans des drapeaux tricolores, mais pour la défense duquel drapeau il e en la dévotion de toujours arriver en retard)... Je ne peux pas, dans mon amour de la France, me taire à la veille d'un vote que je crois acte ou de vaillance sudicienne, ou de ces prudences qui droguent la patrie.

Prêtre j'ai à témoigner d'absolu. Ce n'est pas d'absolu que je parle ici. Homme j'ai à témoigner dans la plus grave relativité de toutes les décisions humaines.

Quatre-vingts ans de ma vie m'ont donné l'évidence que filles et garçons de France piétinent, dégoûtés de n'avoir, ouverts à eux, ni projets ni rêves passionnants. Et là-dessus, la drogue moiste et tue.

Ce vote de dimanche prochain, on lui propose trois principales critiques, les seules sérieuses je crois.

1) Le traité ne serait pas assez social. Soyons sérieux. La France se traîne avec deux millions et demi

de familles mal logées, et quatre cent mille couche-dehors, et c'est pire en Angleterre... Le traité nous ferait être plus forts, et c'est de nous que dépendra que cette force soit d'abord au service des souffrants.

2) On nous parle de souveraineté qui se trouverait mutilée. On est la souveraineté? Lorsqu'une décision des producteurs de pétrole fait l'OPÉP et lance dans le chômage des millions d'Européens? Où est la souveraineté lorsque de grands débiteurs - Mexique, Brésil, Argentine, sans parler du pire, les États-Unis - s'ils décidaient ensemble de faire la grève de leurs dettes, fendraient s'écrouler toute l'économie mondiale.

3) On nous dit qu'on sera asservi à l'Amérique. C'est tant qu'on reste isolés qu'on est tout petit devant elle. C'est quand on sera ensemble que l'on pourra lui parler d'égal à égal et même plus, alors seulement deviendront possibles les actions de secours, forçant la paix, en Yougoslavie, Somalie, Liban...

Les savants statisticiens nous disent qu'un pourcentage très gros de Français ne savent quoi voter et pourraient s'abstenir; or c'est de ceux-ci que dans cette affaire tout dépend. Pour l'honneur de la France, face au monde, vous qui doutez osez voter «oui»; et au moins aller déposer un bulletin même blanc. Il ne faut pas que puisse être publié demain à la face du monde que le quart, et plus, des Français e préféré aller à la pêche plutôt que de regarder en face l'avenir.

### Oser le «oui»

Toute l'histoire humaine est recherche des peuples vers du UN. Tragiquement, cela d'ordinaire se fait en trois phases :

1) Un tyran;  
2) A sa première défaillance, une libération (et je sais ce que cela coûte);  
3) A peine chassée l'unité, haie parce qu'elle était contrainte, le

nostalgie apparaît de ce qu'elle avait de positif et on cherche démocratiquement, dans un libre consentement (et c'est ce que cherche l'Europe d'aujourd'hui), on cherche à se donner librement tous les avantages du UN.

Après Maastricht, il y aura beaucoup à faire, faire renaitre les syndicats qui déprimeraient, et les partis qui ne savent plus de quoi vivre.

Je ne peux m'empêcher de dire que si à l'Elysée, au Palais-Bourbon, à Matignon, l'alternance s'était déjà faite, quand j'écoute les arguments du «non», il m'est impossible de ne pas penser : «ils sont si fragiles, que les partisans du «non», s'ils étaient déjà venus au pouvoir, de toutes leurs forces et convictions, crieraient : votez «oui».

Alors, oubliant l'Elysée et Matignon, osez en foule le «oui».

En démocratie, l'opinion, c'est le pouvoir. Qu'elle fasse voir, de façon éclatante, face au monde qui nous regarde, que la France est encore, et pour toujours, patrie de l'audace.

## Pour un «oui» raisonné

**L**e tour pris par la campagne référendaire tend à donner le pas aux impulsions passionnelles sur l'argumentation permettant d'établir de manière objective le refus ou l'adhésion.

Résumant toute démarche raisonnée, si nous sommes favorables à l'adhésion, c'est parce que le traité, en dépit de la complexité inhérente à ce genre de texte et à la lisibilité souvent maladroite de certaines de ses dispositions, corrige sur de nombreux points les imperfections des mécanismes communautaires tels que révélés par l'expérience et conforte la démarche des pères fondateurs de l'Europe et de tous leurs successeurs qui a consisté à construire un ensemble dont le volontarisme est le ciment et la diversité des composantes la richesse.

Au nombre des progrès que le traité porte en germe, trois nous sont apparus déterminants :

• Le premier concerne la démocratisation des institutions et de leur fonctionnement.

Le reproche formulé, et pas toujours sans raison, à l'égard des appareils bruxellois est leur penchant technocratique. Or, contrairement à ce qu'avancent les partisans du «non», le traité, loin d'encourager ce penchant, le contrecarre. C'est ainsi qu'il renforce les pouvoirs du Conseil au sein duquel chefs d'Etat et de gouvernement définissent les orientations de la politique communautaire et les objectifs qui lui sont assignés. Parallèlement, il instaure le système dit de la «codécision» qui fait sortir le Parlement européen de son rôle, jusqu'ici consensuel, pour l'investir, dans de nombreux domaines, de pouvoirs délibératifs.

Si on rapproche cette valorisation, de la décision prise par notre Parlement, lors de la récente réforme constitutionnelle, de débats préalablement à un examen par les parlementaires européens de projets considérés comme majeurs, on ne peut manquer d'en déduire que les élus, aux deux niveaux, disposent, désormais, non seulement d'un droit de regard sur ce qui se fait mais d'un droit de proposition voire d'ajout ou de suppression de ce qui doit se faire.

Enfin, toujours au crédit des progrès démocratiques, il y a lieu de porter l'introduction dans le traité du principe dit de «subsidiarité». Ce terme étonnant, exprime l'idée de bon sens - pas toujours honorée dans le passé, faute de caractère contraignant - selon laquelle les décisions doivent se prendre au niveau territorial le plus pertinent : européen, national ou régional suivant le cas.

La mise en œuvre de ce principe devrait avoir pour conséquence de promouvoir «à Bruxelles» de la tentation de confondre l'accessoire et l'essentiel. Les régions y trouveront matière à renforcer leur poids décisionnel : ce qui va dans le sens de notre politique de décentralisation et de l'aspiration des milieux socio-économiques à des prises de décision, au plus près des lieux où s'exercent leurs activités et leurs responsabilités.

Un deuxième progrès touche à l'économie, surtout en raison de l'avenement programmé d'une monnaie unique.

Il est curieux de constater que la réalisation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, du marché unique qui tend à la dimension d'un Océan de la liberté d'entreprendre et de circuler, propre à notre marché intérieur, ait

été saluée, de manière quasi unanime, comme un sursaut salutaire, alors que des réserves se manifestent pour substituer à la mosaïque de nos monnaies - dominées, de fait, par le mark - une monnaie dont les règles seront définies collectivement.

Deux avantages majeurs devraient cependant retarder l'adhésion.

L'un concerne les économies qu'elle permettra, aux Européens, de réaliser, en supprimant les frais de change sur les transactions et les échanges effectués, à l'intérieur du territoire communautaire, aussi bien par les particuliers que par les entreprises.

Le montant de ces économies a été évalué à environ 130 milliards de francs par an. Qui ne voit le parti susceptible d'être tiré de ces économies, si leur montant se transforme en investissements dans la recherche, la modernisation, la promotion commerciale et par effets induits améliore l'emploi et le pouvoir d'achat.

Enfin, une monnaie européenne unique et forte, par voie de conséquence, de la force d'un marché de 350 millions de consommateurs contrecarrait la suprématie du dollar.

Un troisième progrès touche aux aspects sociaux.

La lecture du traité fait apparaître que, si pour progresser dans certains domaines, la majorité qualifiée est substituée à l'unanimité, celle-ci, par contre, demeure la règle concernant des sujets qui nous tiennent à cœur tels que la Sécurité sociale, la protection sociale des travailleurs, la représentation collective et de circonscriptions de leurs intérêts ou les conditions

d'emploi des immigrés extra-communautaires.

Cela veut dire en clair que nos acquis sociaux ne pourront en aucune manière être remis en cause; que, en revanche, ils tireront vers le haut les régimes des pays les moins favorisés et que, ce faisant, les travailleurs de ces pays verront leur sort amélioré; et même temps que, les disparités de charges s'atténuant, la compétitivité de nos entreprises en sortira renforcée.

C'est en raison de ces perspectives et de ces atouts qu'une réponse positive nous paraît correspondre à l'intérêt bien compris de notre pays parce qu'affirmant son rôle en Europe, il lui permet de conquérir de peser sur les destins du monde.

Emile Artigiani de Casanova, président de l'Institut de développement Georges Beauchamp, vice-président du Conseil économique et social Gilberte Beaux, membre du Conseil économique et social

Jacques Benoit, président de la Compagnie nationale du Rhône Pierre Bracquas, membre de la Commission nationale informatique et liberté Guy Brana, membre du Conseil économique et social

Pierre Cormorèche, vice-président du Conseil économique et social Roger Courbey, président de la section des finances du Conseil économique et social.

La République européenne

C'est à ce document, paru pour la première fois en 1962 et enveloppé d'étrange - car Sully le fait imprimer presque clandestinement, - que vont se référer successivement Leibniz, Rousseau, Bentham, Kant, Saint-Simon. De tous, le double écrit de Jean-Jacques - un *Projet* et un *Jugement* - conçu après 1756 à l'empeigne, au moment de sa passion pour Sophie d'Houdetot, est ce qu'il y a de plus fort. «Jamais projet plus grand, plus beau, plus utile n'occupa l'esprit humain que celui d'une paix universelle entre tous les peuples de l'Europe.» Les avantages qui en résulteraient, reprend le citoyen de Genève, «pour chaque peuple et pour toute l'Europe, sont immenses, clairs, incontestables; on ne peut rien de plus solide et de plus exact...»

Et voici la grande prédiction rousseauiste : «Rétablir la République européenne d'un seul jour, c'est en assez pour la faire durer éternellement.» Cette perspective sera expérimentalement vérifiable, «tant chacun trouverait par l'expérience son profit particulier dans le bien commun.»

Pourtant les entraves et les fureurs ne vont pas manquer, annonce Rousseau, pour imposer à la République européenne de voir le jour. «Qu'on juge comment les princes peuvent recevoir une proposition qui choque directement ce qu'il nomme leurs «maximes fondamentales», et qui prennent prétexte des trois moites soulignées par lui-même en son texte : «à bon public, du bonheur des sujets, de la gloire de la nation...» Quant au peuple, au public, «il ne voit pas qu'il n'y a rien d'impossible dans ce projet, sinon qu'il soit adopté par

RAYMONDE DURY  
Chef de la délégation du Parti socialiste belge du Parlement européen, membre de la commission des affaires étrangères et responsable du groupe des droits de l'homme

«Le grand dessein d'Henri IV»

par Jean-Pierre Faye

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

## «Le grand dessein d'Henri IV»

par Jean-Pierre Faye

**L**a vivacité des débats autour du traité de l'Union européenne me remet en mémoire un document méconnu et qui prend aujourd'hui un relief singulier, le livre trentième des Mémoires de Sully. Dont je lis le chapitre de 1786, à Liège, passé à la veille de la Révolution et de la Déclaration des droits de l'homme.

«Où l'on expose le projet politique communément appelé le grand dessein d'Henri IV.» Par Sully, principal ministre d'Henri le Grand. Continuiste, sans le savoir, du projet du roi de France, Georges Podiébrad, qui préparait en 1464 une «Communauté» européenne, qu'il appelait *Universitas*.

On aimerait aujourd'hui réentendre des arguments comme ceux de Sully : «Les Français n'ont plus rien à désirer... que d'employer leur puissance à tenir l'Europe en paix.» Telle est l'entreprise conçue entre 1600 et 1610 par celui que l'on nommera le «Rassembleur de la France» ou le «bon Henri» : instituer les conditions d'une paix irréversible, au moins dans une partie du monde, plus célèbre en ce siècle par les guerres mondiales qu'elle a déchaînées, à partir des guerres civiles européennes. Le remède d'Henri le Grand, c'est l'Europe réunie.

Bien entendu, ajoute cet auteur : «Je me donne bien que ce projet sera regardé d'abord comme une de ces magnifiques chimères... auxquelles se livre un esprit ardent des idées singulières.» Ceux qui en jugent ainsi ne peuvent être selon lui que «cette sorte de gens à qui la première impression d'une imagination prévenue tient lieu de règle». Lui-même reconnaît avoir écouté à peine son ami Henri, quand celui-ci lui parla d'un système politique par lequel on pouvait conduire toute l'Europe comme une famille. Ensuite, ce qu'il s'agissait d'établir, ce fut «l'unité qui en résultait pour toute l'Europe». Et, admet-il, «je me sentis persuadé que le dessein d'Henri le Grand était tout ensemble juste dans son principe, possible et même facile en toutes ses parties, et infiniment glorieux dans tous ses efforts».

Le savoir de ce propos ne doit pas voiler leur précision. Il est impressionnant de lire que Sully, au nom d'Henri, fa jusqu'à Douvres consulter Elisabeth la Grande, qui aurait annoté de sa main une esquisse du *Projet politique*.

La République européenne

C'est à ce document, paru pour la première fois en 1962 et enveloppé d'étrange - car Sully le fait imprimer presque clandestinement, - que vont se référer successivement Leibniz, Rousseau, Bentham, Kant, Saint-Simon. De tous, le double écrit de Jean-Jacques - un *Projet* et un *Jugement* - conçu après 1756 à l'empeigne, au moment de sa passion pour Sophie d'Houdetot, est ce qu'il y a de plus fort. «Jamais projet plus grand, plus beau, plus utile n'occupa l'esprit humain que celui d'une paix universelle entre tous les peuples de l'Europe.» Les avantages qui en résulteraient, reprend le citoyen de Genève, «pour chaque peuple et pour toute l'Europe, sont immenses, clairs, incontestables; on ne peut rien de plus solide et de plus exact...»

Et voici la grande prédiction rousseauiste : «Rétablir la République européenne d'un seul jour, c'est en assez pour la faire durer éternellement.» Cette perspective sera expérimentalement vérifiable, «tant chacun trouverait par l'expérience son profit particulier dans le bien commun.»

Pourtant les entraves et les fureurs ne vont pas manquer, annonce Rousseau, pour imposer à la République européenne de voir le jour. «Qu'on juge comment les princes peuvent recevoir une proposition qui choque directement ce qu'il nomme leurs «maximes fondamentales», et qui prennent prétexte des trois moites soulignées par lui-même en son texte : «à bon public, du bonheur des sujets, de la gloire de la nation...» Quant au peuple, au public, «il ne voit pas qu'il n'y a rien d'impossible dans ce projet, sinon qu'il soit adopté par

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»

«Le grand dessein d'Henri IV»



**ICI MAASTRICHT!  
LES EUROPÉENS  
PARLENT AUC EUROPÉENS!**

taires « scandaleux » attribuent « la tempête monétaire » à l'incertitude sur le résultat du référendum français. « On veut affoler les Français, » lance l'écrivain. J'appelle cela de la propagande. » Son em, M. Jean-Pierre Chevènement, affirmait cependant, vendredi, sur RFI, que « cette campagne des partisans du « oui » [lui] paraît avoir fait long feu ». Pour M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « l'adoption du traité de Maastricht, qui exige entre autres que tous les pays se plient à une discipline monétariste, va aggraver cette crise ».

**L**ES partisans du «nui» assurent du contraire. Le SME «arrive au bout de sa propre logique», a expliqué M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, jeudi, sur RMC. «Il faut passer à une autre étape si l'on veut préserver les équilibres en Europe, il faut aller plus loin dans l'union monétaire», a-t-il ajouté. Pour le secrétaire général de la même formation, M. Alain Juppé, qui participait

**PATRICK JARREAU**

## RELEORT

Il est poli, mais point trop n'en faut. A Versailles, «une ville où l'on sait mieux qu'ailleurs ce que sont les mauvais traitements», M. Philippe Séguin s'est fâché rudement. Le député RPR des Vosges, qui animait jeudi 17 septembre sa quarante et unième et avant-dernière réunion publique en faveur du «non» à Maastricht, a sèchement pris à partie le premier ministre, M. Pierre Berégovoy, en reprochant de «faire dériver le débat référendaire» et de mettre en cause «la sincérité du scrutin» en liant la bonne tenue du franc à un succès du «cni».

nageuses de l'Est : dopé aux anabolisants». Quant aux actuelles agitations monétaires, elles ne sont que la « terrible condamnation de toute la politique » du premier ministre.

Et ce n'est pas tout : ratifier Maastricht, relève M. Segnin, « est encore s'interdire tout déficit budgétaire à l'avenir. La salle en tremble. Peu importe finalement que, quelques minutes auparavant, retrouvant ses vieux réflexes de 1981 à 1983, elle se fiffle le même déficit, dès lors qu'il était socialiste. Une heure d'explications de texte les a convaincus : on peut tout de même pas voter « oui » un texte qui contraindrait le gouvernement de demain à mener la politique que prônée par M. Bérégovoy ou M. Balladur.

**P. R.-E**

**MARSEILLE**

MM. Nicolas Sarkozy, Alain Madelin et André Santini ont mesuré, jeudi 18 septembre à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), la difficulté de faire campagne pour le « oui » à Maastricht dans ce département tant le conseil général est « tenu » par M. Charles Pasqua, l'un des chefs de file du « non » dans l'opposition parlementaire. De nombreux sièges de la grande salle du palais des congrès sont restés inoccupés, mais l'assistance, malgré tout, a vibré aux accents unitaires développés par les orateurs du RPR et de l'UDF.

Tout à tour, M. Sarkozy, député des Hauts-de-Seine, ministre de Neuilly, secrétaire général adjoint du RPR, député de la 10<sup>e</sup> circonscription, député d'Ille-et-Vilaine, vice-président de l'UDF, ont affirmé ensuite leur volonté de combattre les socialistes et de préserver l'union de l'opposition, en stigmatisant l'implication des députés du «*gauche*» dans les familles politiques estimant être dans «*la tradition gaulliste*», car «*c'est voir l'avenir et pas le passé, c'est être entreprenant et pas flicieux, c'est être visionnaire et pas réactionnaire*», M. Sarkozy a assuré que «*la gauche n'est pas une religion, elle ne se mesure pas à l'outrance avec laquelle on se signe de certains arguments*». Au vu de la jeune rivalité de M. Pasqua a soulève à plusieurs reprises l'enthousiasme de son audien-

de notre correspondant régional

A trois jours du scrutin, on attendait de M. Charles Pasqua, jusqu'au 17 septembre, à Marseille, une sorte de point d'orgue de sa campagne. Mais après une trentaine de meetings tenus dans toute la France, ajoutés à ses nombreuses autres obligations de co-chef de file du «mou», le sénateur de la Seine-Maritime, paraît épuisé, fatigué, s'est cantonné dans une intervention plutôt aride. Accompagné par le ministre de l'Énergie, le député-maire de Nice, de M. Michel Poniatowski, sénateur (PR) du Val-d'Oise, mais aussi du général Lacaze, ancien chef d'état-major des armées, député européen (CNI), M. Pasqua n'a pu que réitérer ses thèmes : la nécessité d'une crise du Système monétaire européen.

« Il m'a un sacré culot, s'est-il exclamé, tous ceux qui prétendent que cette crise est la preuve qu'il faut une monnaie unique... La crise du SME n'est bien la démonstration de qu'en voulant faire converger de force les économies, on provoque des crises majeures parce que parfois, on ne peut payer les dettes, on ne peut pas augmenter le chômage le prix de cette convergence. On a bloqué le SME en vue de la monnaie unique. Résultat : c'est la crise monétaire. Si on avait la monnaie unique, on ne pourrait plus rétrograder les devises, alors il y aurait une déflation, synonyme au lieu d'être une

management. Le sénateur des Hauts-de-Seine a également légué les dispositions du traité concernant l'interdiction faite à la Banque centrale européenne et aux banques centrales d'Etats membres de financer les déficits publics. « C'est tout notre système de protection sociale, a-t-il dit, qui dépendrait sur les marchés financiers aux taux d'intérêt qu'un imaginaire quand on connaît les critères qu'ils retiennent ces marchés. (...) Voilà la logique de Maastricht ! Et on ose appeler cela l'Europe sociale ! C'est le plus gros mensonge de ce traité qui ne manque pourtant pas ! (...) Il faut que les Français s'en rendent compte.

Si nos régimes sociaux, si nos régimes de retraite, si notre assurance chômage sont en déficit dans cinq ans (...), nous serons à la merci des marchés internationaux pour les financer. (...) Que vient faire l'Europe là-dans? On voit ce vers quoi Maastricht nous conduit directement. Ce sera l'abîme de toutes les irresponsabilités, l'effacement de toutes les démissions!

Auparavant, M. Poniatovski avait estimé, à propos des sondages nombreux réalisés dans la dernière semaine de la campagne, qu'il y a des Français initiés à certaines issues possibles et qui peuvent jouer en Bourse ».

**GUY PORTE**

Les signataires de l'appel pour un « non » de gauche à Maastricht, lancé par MM. Daniel Bensaïd, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), et Max Gallo, député européen socialiste proche de M. Jean-Pierre Chevènement, se sont réunis à Paris, jeudi 17 septembre, pour réaffirmer leur opposition au traité sur l'Union européenne.

Rappelant les conclusions pessimistes « des modèles du FMI, de l'OCDE et de la direction de la prévision en France » sur les conséquences des accords de Maastricht, M. Alain Lipietz, économiste et conseiller régional Vert d'Île-de-France, a analysé la crise que traverse le système monétaire européen en estimant que la fixation des parités monétaires au sein de la monnaie unique prévue par Maastricht figerait définitivement les pays dont la monnaie est évaluée au-dessous du point de parité compétitive. M. Lipietz a cité la déflationnisme allemand comme exemple de monnaie unique « forte et élastique ».

Devant environ un millier de personnes, les natateurs, parmi lesquels figuraient MM. Anicet Le Pars, communiste refondateur, René Dumont, candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974, Albert Levy, membre de la présidence du MRAP, et l'écrivain Gilles Perrault, ont plaidé pour « un « non » ouvert, européen, internationaliste et écologiste » après avoir reçu le soutien d'un député danois, M. Jens-Peter Bonde.

M. Gallo a justifié son choix en indiquant que « la majorité de la population active est pour le « non », les salariés, les ouvriers, les paysans ». « Ces « non »-là, ils sont les nôtres, ne les laissons pas récupérer » par les responsables de droite hostiles au traité, s'est-il exclamé. M. Gallo a ajouté que si le « oui » l'emporte, ce sera la victoire d'un « carcan libéral » et d'« un établissement de droite confondu avec l'établissement des socialistes gouvernementaux ».

MM. Dainnat et Le Pors s'en sont pris également au monétarisme dont la philosophie inspire, selon eux, la politique de Maastricht, qui consiste, a dit M. Le Pors, en « la construction progressive d'un super-Etat, qui sera un nouveau moyen de coercition des peuples ».

Revenant sur la diversité des sensibilités représentées au sein de l'appel contre Maastricht, M. Bessaid a enfin expliqué qu'il souhaitait voir se créer, après cette campagne référendaire, « une dynamique unitaire pour reconstruire une gauche plus digne de son nom après ce qu'elle a subi ».

**G. P.**

Les élections auront lieu le dimanche 20 septembre, par scrutin public, et par « non » à la question posée. Le scrutin sera ouvert à l'adresse suivante : *Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République autorisant le ratification du traité sur l'Union européenne?* Ce projet de loi est ainsi libellé : *Est autorisée la ratification du traité sur l'Union européenne conclu entre le Royaume de Belgique, le Royaume du Danemark, la République fédérale allemande, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Portugal, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande le 22 mars 1992, et le traité conclu du Nord, signé à Maastricht le 7 février 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi.*

Laurent Cohen-Tanugi

# L'EUROPE EN DANGER

Fayard

252  
98 F

**LAURENT  
COHEN-TANUGI**  
*Une réflexion de fond  
en forme d'avertissement  
sur un enjeu aussi  
fondamental  
que mal  
compris.*

**FAYARD**









TRENDUM SUR

temps de s'écrire

Le Monde

BULLETIN D'ABONNEMENT

EMMENT

هكذا من الإصحاح

# LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

## Un entretien avec M. Philippe Herzog

« Mon « non » est indissociable d'un engagement en faveur d'une autre union européenne » nous déclare le chef de file des économistes du PCF

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du Parti communiste, chef de file des économistes du PCF, se prononce pour le « non », mais souhaite que, si celui-ci l'emporte, les partisans et les adversaires du traité se réunissent pour construire une autre union européenne.

« Vous préconisez un « pacte démocratique » pour après-référendum. Que voulez-vous dire ?

« La campagne du référendum a créé une situation nouvelle en offrant l'occasion d'éveiller les consciences et de mobiliser durablement les Français sur les enjeux de la construction européenne. Je pense que nous devons prendre l'engagement de la prolonger pour ouvrir une perspective concrète de changement en France et en Europe. Cela exige de dépasser la mentalité camp contre camp, d'ouvrir le débat et de rendre le conflit constructif.

« Si le « oui » l'emporte, et si le traité de Maastricht est effectivement mis en œuvre avec les critères monétaires et financiers inscrits dans l'Union monétaire, je crains que nous ne débouchions sur une crise plus profonde encore. L'aggravation du chômage et des tensions sociales accentueront les replis nationalistes et intégristes. Il faudra donc lutter pour imposer d'autres critères, d'autres méthodes de direction, renégocier les traités.

« Si le « non » l'emporte, en principe le choc peut susciter l'effort de travailler à un meilleur cadre d'union. Mais ce n'est pas du tout évident. Il serait irresponsable de ne pas voir les dangers : non seulement une peine d'Europe, mais le recul de la volonté de construire une union, dont pourtant nous avons tant besoin.

« Si le choix du « non » présente de tels risques, pourquoi les prenez-vous, et quel ordre accordez-vous à votre proposition de « pacte démocratique » puisque le secrétaire général de votre parti, M. Georges Marchais, s'y oppose ?

« Je ne peux soutenir un projet dangereux dont la mise en œuvre aggraverait la crise de la société. Mais, à la différence des autres porteurs du « non », je ne dissuade pas les risques du « non » et je cherche à les traiter en créant une dynamique de travail sur l'Europe. Mon idée est potentiellement majoritaire dans la société : avec tous les « oui », mais et les « non », mais, un travail approfondi est possible. Je tends la main aux communistes : peut-être Georges Marchais la prendra-t-il un jour, aux sociaux-démocrates, aux Verts, aux gaullistes. Coopérer sans se renier, en respectant l'autre, c'est l'avenir. Les jeunes générations ne tolèrent plus de la démagogie et de la fermeture d'esprit, esprit de camp et guerre des camps.

Une victoire à la Pyrrhus

« Mais comment construire, selon vous, une nouvelle Union européenne et n'est-ce pas illusoire d'envisager une telle perspective en cas de victoire du « non » le 20 septembre ?

« Les potentiels de rencontre et de construction positive existent : les peuples, particulièrement du Sud, les Allemands dans leur majorité, les jeunes, tous sont pour une union européenne. Et, face à la crise mondiale, établir des accords de coopération est une nécessité pour ceux qui dirigent et qui gèrent. Mais le problème est celui de la classe politique et du mouvement social.

« L'incapacité de la plupart des « non » à porter une dynamique constructive est évidente. Mais souvent les dirigeants du « oui » font preuve d'une incroyable difficulté à se remettre en cause. Ils se crispent. La peur est dangereuse. S'ils gagnent, leur victoire sera à la Pyrrhus. Ils devront bouger. Nous avons un formidable travail à faire pour que au-delà de cette campagne, nous soyons capables de nous rencontrer et nous tourner vers les autres peuples. Je refuse profondément de nourrir la crise morale et les clivages que porte la société française.

« Une union politique, cela exige de forger des ambitions communes des peuples, d'associer des nations en les respectant : tout reste à faire. Une union monétaire et économique, c'est un impératif pour une nouvelle croissance et la création d'emplois. Mais le projet de Maastricht, parce qu'il accentue les facteurs d'inflation boursière et de déflation salariale que nous connaissons depuis plus de dix ans, ne

répond pas à cette exigence. Établir des règles de service public, une fiscalité contre les gâchis spéculatifs, une politique commune face au dollar, au yen, et non assujettie au mark, des accords de coopération industrielle, sociale et écologique : tout reste à faire.

« Cette union doit être ouverte à l'Est et au Sud. Son édification exige des institutions nouvelles, des pouvoirs d'intervention et de contrôle non seulement au « sommet », mais à la base, pour les syndicats et les élus locaux et régionaux.

« Les pratiques de camps et d'alliances pour faire bloc, et sans clarification réelle des projets, c'est de la vieille politique. Dans la situation présente, les « non » de différentes sensibilités, sauf l'extrême droite, et les « oui », sauf les libéraux réactionnaires, devraient assumer la responsabilité d'un dialogue constructif. Si le « non » l'emporte, il faut immédiatement mettre en place une table ronde des dirigeants du pays, pour suivre la consultation des gens, mettre en œuvre des mesures pour l'emploi et contre la spéculation, faire systématiquement appel aux mécanismes de coopération dans le système monétaire européen et lancer clairement le signal : la France devra se prononcer ardemment pour travailler à une union européenne et donc prendre l'initiative de proposer la négociation de nouveaux accords.

### Pour un dialogue ouvert

« En cas de victoire du « oui », quelles seront, à votre avis, les urgences ?

« Si le « oui » l'emporte, le premier devoir d'un démocrate sera de prendre en compte les préoccupations sociales et démocratiques exprimées par les partisans du « non ». Un dialogue rigoureux et ouvert doit s'établir non seulement sur le terrain dans toute la société, mais aussi entre le peuple et les

## La solitude de M. Noir

LYON

de notre bureau régional

M. Michel Noir le répète à chacune de ses conférences de presse, à chacune de ses interventions télévisées ou radio-diffusées : il est bien membre de l'opposition. Comme si, presque deux ans après sa démission du RPR, il tenait à donner des gages de son engagement politique, à afficher cette attitude peu facile que lui reprochent certains de ses anciens compagnons.

Parfois, pour se faire bien comprendre, il utilise des formules. L'empêchement, c'est-à-dire, « Depuis onze ans de socialisme », dit-il, « j'ai été l'adversaire », et il lance, l'autre soir, au cours d'un meeting à Lyon, aux côtés du consensus député RPR de Savoie, M. Michel Barrier. C'est la seule vraie estrade de la campagne à laquelle il ait participé l'ancien ministre du gouvernement de Jacques Chirac. Et ce à l'invitation de la section lyonnaise du Forum européen.

Pourtant le maire de Lyon avait pris, fin juillet, l'initiative d'inviter à dix-huit ex-quartiers du RPR et de l'UDF pour leur proposer une grande réunion publique en faveur du « oui », dont il prévoyait le lieu, le Zénith de Paris, et la date, le 17 septembre. Le 2 septembre, ces mêmes quartiers se réunissaient à Givors (Oise). Sans M. Noir, qui n'était pas invité. « Quand une bonne idée est reprise, il faut s'en féliciter et

BRUNO CAUSSÉ

ici MAASTRICHT ! LES EUROPÉENS PARLENT AUX EUROPÉENS !



## Les enjeux du « oui »

Suite de la première page

Ceci afin d'accroître leur prospérité économique et de renforcer leur position vis-à-vis du dollar et du yen : cette décision suppose une réduction progressive du déficit budgétaire des États, mais elle laisse les dépenses entièrement libres du montant et de l'utilisation des prélèvements obligatoires.

« Les pays membres s'engagent à explorer de nouveaux champs de coopération : l'Europe sociale, l'Europe industrielle, une politique extérieure et de sécurité commune, une citoyenneté européenne limitée...

Est-il besoin de répéter que le traité ne contient aucun de ces événements inventés par certains des partisans du « non » pour effrayer les électeurs les moins avertis : gare à vos retraites, les impôts vont augmenter, ce sera le règne du marché, tout se décidera à Bruxelles, les étrangers seront maîtres chez nous, c'est le mort des paysans... Au lieu, au lieu ! La réalité est que le traité laisse l'avenir ouvert, il n'implique nullement une Europe fédérale, il est une étape sur la voie de la coopération européenne.

Néanmoins, le référendum français a transformé cette étape en un enjeu d'une tout autre ampleur. Un enjeu dramatique : faut-il poursuivre la construction de la Communauté européenne, l'œuvre maîtresse des générations de l'après-guerre, ou laisser cette construction se déliter ?

Lorsque les partisans du « non » affirment qu'en cas de rejet du traité il suffirait d'amender le texte et de partir sur d'autres bases pour élaborer l'Europe de leurs rêves, ils cachent sciemment la vérité ou affichent une inconscience d'apprenti sorcier.

Le « non » porterait un coup fatal à la construction européenne, car cette construction, encore fragile, tira comme un cycliste son équilibre de sa dynamique. Le scénario le plus probable ? Une Europe aboulique régressant au niveau d'une zone de libre-échange capitaliste. Une Europe aux ordres du président des États-Unis et terrain de chasse privilégiée des firmes américaines et japonaises.

Il faut le dire en pesant sur les mots : un « non » au référendum

serait pour la France et l'Europe la plus grande catastrophe depuis les désastres engendrés par l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Les partisans du « non », qui ont en grand nombre contribué à la renaissance d'une Europe de paix et de prospérité, devraient craindre que leurs descendants ne leur reprochent un jour d'avoir handicapé leur futur.

MAIS aujourd'hui le débat européen dévoile un troisième enjeu : il est devenu le révélateur d'une culture plus intime. En occupant le pays en deux, de l'extrême gauche à l'extrême droite à travers toutes les formations politiques, il s'est approprié sans que les partisans du « oui » ou du « non », tout à leurs arguments, s'en soient pleinement rendus compte, et au détriment de la diversité de l'un et de l'autre camp : deux France, une France de la peur, de la préservation des corporatismes, du rejet de l'autre, de l'indifférence au monde, et une France confiante, ouverte sur l'extérieur, convaincue que les réponses du passé ne conviendront pas à un vingt et unième siècle où huit à dix milliards d'hommes seront à quelques heures les uns des autres.

Ce n'est pas un hasard si les écologistes se sont divisés entre ceux qui prônent la préservation dans le futur du patrimoine de l'humanité, d'autres ne s'intéressent qu'au maintien de l'environnement d'aujourd'hui. Aussi le référendum pose-t-il implicitement cette question à chacun des électeurs : à laquelle de ces deux France vous sentez-vous appartenir ?

Certaines seront peut-être surprises que, dans les enjeux du scrutin, le nom de M. Mitterrand n'ait pas été évoqué. La raison en est simple : les élections législatives auront lieu dans quelques mois, et M. Mitterrand, qu'on le souhaite ou non, quittera son poste dans trois ans au plus tard. Or, dimanche, c'est sur un quart de siècle au moins que le scrutin engagera l'avenir de la France. Et, pour la première fois peut-être dans l'histoire, nos bulletins de vote décideront du destin de tous les Européens.

JACQUES LESOURNE

## M. Le Penec : les DOM-TOM sont engagés dans « la voie d'un partenariat constructif »

M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, nous a déclaré, jeudi 17 septembre, à propos de la campagne outre-mer : « La solidarité européenne vis-à-vis de l'outre-mer n'est pas un vain mot. Grâce au travail de longue haleine mené par le gouvernement et par les responsables locaux, les départements d'outre-mer ont bénéficié depuis cinq ans d'un doublement des interventions financières des grands fonds européens. Le traité de Maastricht et ses dispositions tendent à rattraper les retards régionaux de développement en sont un

page supplémentaire. Les territoires et les collectivités territoriales bénéficient, pour leur part, d'une décision d'association qui leur accorde d'importants avantages commerciaux et financiers sans remettre en cause leur organisation spécifique. Le respect des particularismes est d'ailleurs aujourd'hui l'un des maîtres-mots de l'Europe dans ses relations avec l'outre-mer. L'adoption en 1989 du programme d'orientations spécifiques pour les départements d'outre-mer, le programme POSEI-DOM, revêt à cet égard un caractère historique.

« Contrairement à certaines craintes exprimées il y a quelques années, les progrès de la construction européenne n'ont pas remis en cause la décentralisation poussée dont bénéficient les collectivités locales d'outre-mer. Bien au contraire. Les élus des DOM-TOM ont trouvé à Bruxelles des partenaires particulièrement attentifs aux projets régionaux. C'est donc sur la voie d'un partenariat confiant et constructif que se sont engagés durablement l'Europe et l'outre-mer français. »

## BANGKOK 3580 F

- AJACCIO 750 F
- MALTE 990 F
- ISTANBUL 990 F
- NEW YORK 1990 F
- DAKAR 2370 F
- LES ANTILLES 2710 F
- LA REUNION 3910 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS  
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.  
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après les marchés flottants ou les rivières à dos d'éléphant, poser vos bagages dans une chambre calme ne vous coûtera pas plus cher qu'un lifting pour votre shar pei.\*

\* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 5 990 F.  
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64



ici MAASRICHT!  
LES EUROPEENS  
PARLENT AUX EUROPEENS!



## LE RÉFÉRENDUM SUR

Alors que beaucoup de dirigeants de PME y sont défavorables

# La majorité des grands patrons se sont engagés pour la ratification

Ils sont partout. Ils occupent le terrain. Dans les débats autour du référendum sur la ratification du traité de Maastricht, ce sont eux qu'on voit le plus après les hommes politiques. Bref, les patrons des grandes entreprises françaises, conscients de l'importance de l'enjeu économique du traité, font campagne, en majorité pour le «oui». Au-delà des prises de position plus institutionnelles, comme celles, à titre personnel, de M. François Perrot, président du CNPF, ou de M. Lucien Rebutel, président de la CGPME, favorables à la ratification, les patrons multiplient entretiens et articles et, pour certains, participent même à des réunions publiques.

A l'Institut de l'entreprise, le 8 septembre, plusieurs grands dirigeants ont présenté un manifeste pour le «oui», signé par une centaine d'entre eux, comme M. Antoine Riboud, président de BSN, M. Michel Pébereau, président du Crédit commercial de France, ou M. Bertrand Collomb, président-directeur général de Lafarge-Coppée. Au Comité national pour le «oui», présidé par M. Hélène Carrère d'Encausse et soutenu par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, on recense entre quatre-vingts et cent chefs d'entreprise, venant en majorité du secteur privé, auxquels s'ajoutent dans les comités départementaux des patrons de PME et des présidents de chambres de commerce et d'industrie.

Depuis les élections législatives de 1978, jamais l'engagement des patrons dans une consultation politique n'a été aussi important. Il y a

quatorze ans, il s'agissait pour la plupart d'entre eux de dénoncer les «dangers» économiques du programme commun de gouvernement de l'union de la gauche, fondé sur une volonté de «rupture» avec le capitalisme. Ils s'étaient donc fortement mobilisés, beaucoup plus que pour l'élection présidentielle de 1981. En revanche, ils ne s'étaient pas impliqués dans les campagnes référendaires de 1969 - sur la transformation du Sénat - et de 1972 - sur l'élargissement de l'Europe. «On n'a jamais vu une telle mobilisation patronale, souligne un conseil en communication, mais jamais aussi le clivage n'a été aussi fort. Les grands patrons sont plutôt tous pour mais les PME sont plutôt toutes contre. En province, les gros bataillons de PME sont contre, par une sorte de réaction postindustrialiste, contre le CNPF, contre le pouvoir socialiste, contre la droite, contre tout le reste.»

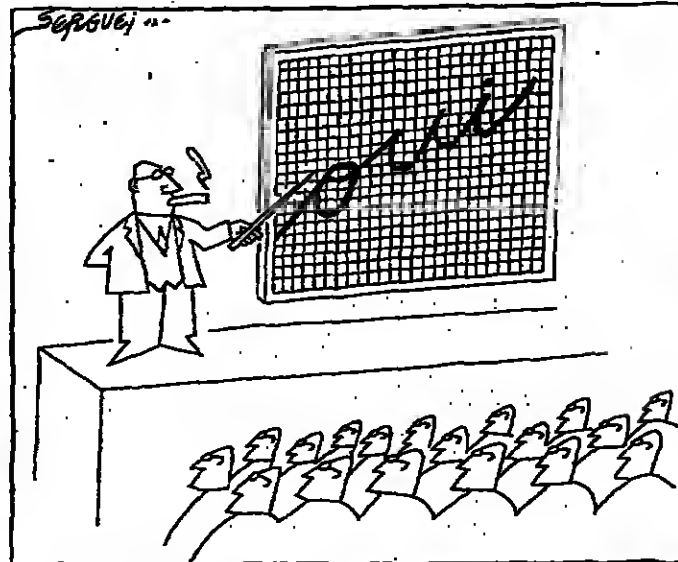
### A côté des politiques

En majorité pour le «oui» au référendum du 20 septembre, les patrons de grandes entreprises s'engagent d'une manière exceptionnelle mais selon des formes diverses. Certains cultivent une certaine discrétion, comme M. Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain, qui, pour l'essentiel, s'est contenté de s'exprimer à l'Institut de l'entreprise. «Il n'appartient à aucun comité national en faveur du oui», précise-t-on à Saint-Gobain. M. Antoine Riboud, en participant à des émissions de télévision et de radio ou encore au lancement de la campagne du Mouvement européen. Mais, indique-t-on à BSN, il est resté à l'écart des réunions publiques en province et n'a pas adhéré à des comités politiques pour bien montrer que c'est «comme homme d'entreprise» qu'il soutient le traité de Maastricht.

D'autres défenseurs du «oui» se sont montrés très actifs, comme la trentaine de membres de l'association Entreprises et Cités co-fondée par M. Jean-René Fourtou, président-directeur général de Rhône-Poulenc, et M. Claude Bédar, président-directeur général d'Axa. C'est la montée du «non» dans les sondages, au cours de l'été, qui a poussé M. Bédar et M. Fourtou à se mobiliser et à entreprendre une campagne médiatique, tout en s'abstenant de participer à des réunions publiques. «M. Fourtou s'est engagé dans cette campagne, assure-t-on chez Rhône-Poulenc, comme il ne l'a fait pour aucune autre cause. Mais il n'a pas battu l'étranger en province, pensant que l'intérêt des chefs d'entreprise est de jouer à côté des politiques et non pas avec eux.» De même s'est-il interdit, au départ de la plupart des patrons, toute expression sur Maastricht dans son entreprise.

Battu l'étranger, d'autres patrons l'ont fait, comme M. Michel Albert, président des AGF. Membre du Comité national pour le «oui», du Comité pour l'Europe de M. Elisabeth Guigou, du Mouvement européen, M. Albert s'est engagé très fortement, inquiet de la montée du «non». «Il a travaillé beaucoup la province», dit-on aux AGF, «néanmoins pas à porter la contradiction lors de débats publics, notamment sur sa terre natale de Vendée, qui est aussi celle de... M. Philippe de Villiers. Il a ainsi participé, le 4 septembre, à une réunion publique à La Roche-sur-Yon, avec en particulier le concours d'un autre patron de Maastricht, M. Didier Pincen-Vallée, président-directeur général de Schneider, à l'initiative de l'association Europe au présent.

Si d'autres patrons, comme M. Michel Leclerc ou M. Gilbert Trigano, président-directeur général du Club Méditerranée, se sont beaucoup dépensés pour le «oui»,



d'autres, moins nombreux ou moins présents médiatiquement, se sont faits les avocats du «non», comme M. Jean-Louis Giral, président de Desquenois et Giral (travaux publics). Le plus célèbre est évidemment M. Jacques Calvet, le président de PSA dont l'engagement public contre Maastricht, rappelé-t-on au siège du groupe, remonte à mars. M. Calvet a donné de nombreuses interviews - notamment à la télévision et à la radio - et articles. Mais tout en portant le fer contre Maastricht au-delà du strict terrain économique, il s'est abstenu, indique-t-on chez PSA, à plusieurs reprises.

Le patron de PSA, qui aura soixante et un ans le 19 septembre, a refusé de participer à des meetings politiques, «même s'il a été très sollicité par des hommes politiques» et si son combat relève des spéculations sur son éventuelle carrière politique. Il n'a pas cherché à organiser un regroupement de chefs

d'entreprise pour le «non». «Cela ne l'a pas effleuré», assure-t-on chez PSA. Enfin, il s'est abstenu de toute expression à travers les canaux internes à son entreprise, contrairement à ce qu'il avait fait lorsqu'il s'était engagé contre l'accord CEE-Japon - il est vrai principalement économique - sur les importations d'automobiles japonaises.

M. Pierre Suard, président-directeur général d'Alcatel-Alsthom, est apparu lui aussi comme un défenseur du «non» même s'il s'est bécoté de multiplier les interventions. Au siège d'Alcatel-Alsthom, on s'efforce de mettre les choses au point : «Il a formulé, en se fondant sur son expérience de chef d'entreprise, des critiques contre le traité de Maastricht mais il n'a pas appelé à voter «non». Jeudi 17 septembre sur Europe 1, M. Suard a tenu à préciser son message : «Je n'ai jamais dit dans quel sens j'allais voter dimanche.

pour la raison très simple que nous ne faisons pas de politique dans les affaires...»

Parfois moins secrets que M. Suard, certains grands patrons se sont, en revanche, distingués par leur silence. Il co est ainsi des dirigeants de l'audiovisuel public ou encore de M. Francis Bouygues. Chez des dirigeants d'entreprises nationalisées, certains silences ne passent pas inaperçus comme celui de M. Alain Gomez, président-directeur général de Thomson, qui, à aucun moment, ne s'est exprimé publiquement sur Maastricht. «Dans son entreprise, par rapport à ses équipes, dit-on chez Thomson, et alors qu'il y a des débats, il ne veut pas avoir l'air de donner une ligne de conduite en exprimant ses positions personnelles.» Le président de Pechiney, M. Jean Gandois, a observé la même réserve, «en considérant que le débat avait pris une tournure de plus en plus politique.»

Pourtant si M. Charles Pasqua a fustigé l'engagement des chefs d'entreprises nationalisées au sein du Comité national pour le «oui», d'autres hommes politiques, pourtant favorables à Maastricht, pensent que les patrons en ont «peut-être un peu trop fait», selon la formule d'un ancien ministre de M. Chirac. Ce fort engagement leur fait courir un double risque.

D'abord, celui d'accroître le clivage avec des dirigeants de PME souvent inquiets ou hostiles. Ensuite, celui d'alimenter les réticences de leurs propres salariés dès lors qu'ils n'auraient pas été convaincus eux-mêmes des bienfaits du traité de Maastricht. Mais il n'y a pas d'engagements sans risques.

MICHEL NOBLECOURT

### EN BREF

Le Conseil constitutionnel juge irrecevables les requêtes de MM. Lederman (PC) et Caladagès (RPR). Le Conseil constitutionnel a jugé irrecevables, mardi 15 septembre, les requêtes présentées par MM. Charles Lederman, sénateur (PC) du Val-de-Marne, et Michel Caladagès, sénateur (RPR) de Paris, contre certains documents électoraux adressés aux électeurs qui constituent, selon eux, «un véritable appel en faveur du oui au référendum et mettent en cause la sincérité du scrutin» (Le Monde des 13-14 septembre). Le Conseil constitutionnel a estimé que, conformément à une jurisprudence constante, ses attributions ont un caractère purement consultatif pour l'organisation des opérations de référendum et qu'il ne peut statuer, en l'espèce, sur la qualité de ces documents. Sur les contestations relatives à leur déroulement, après le scrutin.

M. Alain Pöcher se prononce pour le «oui» à Maastricht. M. Alain Pöcher, président du Sénat, a déclaré à l'ACP, mercredi 16 septembre, que le traité de Maastricht «s'inscrit dans la continuité de la construction européenne» et qu'il «a été le fruit d'un accord à deux, mais réflexion sur l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui ne conduit à voter dans ce sens et à recommander aux Français et aux Français de faire de même», explique M. Pöcher.

Le vice-président de l'Association des élus originaires du Maghreb votera «oui». M. Mustapha Kharmondi, vice-président de l'Association nationale des élus originaires du Maghreb (ANEMOM), conteste la prise de position en faveur du «oui» exprimée dans Le Monde du 11 septembre par M. Georges Morin, président de cette association. Il écrit dans un communiqué : «Comment appeler des citoyens à voter un traité qui menace leur propre citoyenneté, voire celle de toutes les populations immigrées? Comment ne pas s'inquiéter que, derrière ce traité, se profile la conception ethno-culturelle de la nationalité qui imposera à la France l'homogénéité oblige - un code de la nationalité tournant le dos au droit du sol?»

M. Lindeberg (PS) réclame une meilleure coordination des partis socialistes européens. «Face aux enjeux européens, les partis sont devenus des outils obsolescents», a estimé, jeudi 17 septembre, à Lyon, M. Gérard Lindeberg. Le

numéro deux du PS a déclaré que l'action de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne doit être renforcée pour «défendre des positions alternatives à la conception libérale de l'Europe», et qu'il fera des propositions dans ce sens lors du prochain congrès de cette structure, prévu en novembre à La Haye. Selon M. Lindeberg, cette «nécessaire recherche de coordination» doit être complétée, à l'échelle des régions d'Europe, par des «rencontres systématiques» entre les élus socialistes. (Corresp.)

Des professeurs de médecine pour le «oui». Une quarantaine de personnalités médicales, parmi lesquelles les professeurs Étienne Baulieu, Jean Bernart, Jean Dausset, Jean-Michel Dubernard, Louis René, Jacques Ruffié, Maurice Tubiana, se déclarent partisans du «oui». «La coopération en matière de santé et de recherche biomédicale, définie pour la première fois dans le cadre européen par le traité de Maastricht, est une chance unique que nous offre l'histoire. Les vent-ils. L'union renforcée permet à l'Europe de devenir une véritable puissance scientifique et technologique mondiale pouvant mieux rivaliser avec les États-Unis.»

Des scientifiques et ingénieurs de l'espace pour le «oui». À l'initiative de MM. Pierre Bauer, directeur de recherche, et Michel Blane, ingénieur en chef des télécommunications, une soixantaine de scientifiques et d'ingénieurs de l'espace, réunis à Washington à l'occasion du Congrès international de l'espace, se prononcent pour le «oui» au référendum. «L'émergence d'une science et d'une industrie spatiales construites à l'échelle de l'Europe, écrivent-ils, nous a permis d'être les partenaires d'abord modestes, puis de plus en plus prépondérants, des grandes puissances spatiales. (...) Dire «oui» au traité de Maastricht, c'est franchir une nouvelle étape dans cette dynamique de la construction européenne.»

Les vœux de M. von Weizsäcker. Le président allemand, M. Richard von Weizsäcker, a adressé à M. Mitterrand, mercredi 16 septembre, ses «vœux de prompt rétablissement». «Je suis fermement convaincu que la France, tout comme son président, sera à la hauteur des défis politiques des jours à venir», ajoute-t-il dans un message rendu public par la présidence à Bonn.

### La préparation des élections sénatoriales

#### Pyénées-Atlantiques : le maire de Biarritz sur orbite

BIARRITZ

de notre envoyé spécial

«Un sous-Durieux local». Telle était la cruelle philippique dont M. Michèle Alliot-Marie, la plus forte de la bataille des municipales anticipées de mars 1991, à Biarritz, l'avait gratifié. Coïncidence d'ouverture, il l'est assurément pour avoir pris langue jusqu'avec les nationalistes basques (les Abertzaleak). «Sous-quelque chose, il ne l'est plus vraiment depuis qu'il a conquis la cité des surfers. Quant à «local», il espère bien lui substituer un mandat national.

M. Didier Borotra rêve à voix haute du Palais du Luxembourg. Sa candidature jette une pincée de sel dans une campagne qui menaçait de s'échouer dans la routine. Les trois sénateurs sortants, MM. Auguste Cazalat (RPR), Franz Dubosq (RPR) et Jacques Moulet (UDF, rad.), n'étaient «a priori» guère menacés. Mais depuis qu'il s'est effacé en avril 1992 devant M. François Bayrou pour la présidence du conseil général, à l'issue d'une primaire au sein de l'UDF qui l'avait laissé un peu amer - M. Borotra ne jure plus que par le Sénat, au risque de semer le trouble dans un électeur qui ne comprend guère son empiètement à l'œil.

Et puis, la conjoncture n'est-elle pas idéale? Longtemps ennemis de la scène locale depuis la poussée gauchiste de 1958, les centristes tiennent aujourd'hui leur revanche en taillant régulièrement des croupiers au RPR sur la côte basque. Le soutien qu'ont témoigné à M. Borotra les quatre élus nationalistes du conseil municipal de Biarritz ne pourra qu'effacer son crédit dans les cercles basquistes, même s'il sera concurrencé sur

ce terrain par un candidat de sensibilité Abertzale, M. François Descoe.

Certes, Mais les Pyrénées-Atlantiques ne se résument pas au Pays basque. La ligne de partage entre le Béarn, protestant, adossé à la montagne, penchant plutôt à gauche et le Pays basque, catholique, balnéaire, tenu par la droite, crée de pesants micro-climats. La campagne que mène en sa faveur le Palais François Bayrou suffira-t-elle à combler les failles de M. Borotra en terre béarnaise, qui abrite à elle seule les deux tiers des grands électeurs? La tâche s'annonce ardue mais la dispersion des voix du Béarn entre ses trois principaux concurrents de droite, MM. Cazalat (Béarnais), Dubosq (basco-béarnais) et Moulet (béarnais), pourrait jouer en sa faveur.

Quoi qu'il en soit, le résultat du scrutin ne sera pas sans incidence sur la qualité des relations entre le Pays basque et le Béarn. Après l'avoir perdu en 1976, le Béarn vient de reconquérir la présidence du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise ne pourrait que s'aggraver au sein du conseil général, en y plaçant M. Bayrou. Du coup, les Basques font grise mine, d'autant que, la droite étant majoritaire chez eux, ils estiment naturel que le contrôle du Parlement de Navarre (nom du conseil général) leur revienne. M. Bayrou en est conscient qui multiplie les gestes de bonne volonté vis-à-vis du Pays basque. Mais si M. Borotra échouait cette fois à se glisser dans le «siège gagnant» des sénateurs, le malaise



# LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

## Agriculteurs, danger

Les paysans français, largement partisans du « non » pourraient être les principales victimes d'un rejet du traité

BRUXELLES  
(Correspondants européens)  
de notre correspondant

Les agriculteurs français risquent fort de compter parmi les principales victimes d'un rejet du traité de Maastricht. Parce qu'ils en sont intimement convaincus, les milieux communautaires, navrés de voir les campagnes françaises se mobiliser largement en faveur du « non », ont été réconfortés en prenant connaissance de la prise de position sans ambiguïté en faveur du « oui » que vient de redonner le club Demeter, ni s'agit pas de dirigeants du monde agricole, mais M. Henri de Benoist, le président de l'Association des producteurs de blé (APB), ou M. Philippe Menges, le dernier président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs).

La France a dû, à maintes reprises, batailler ferme pour appeler aux pays partenaires de la CEE la nécessité de garder une position solide dans les négociations de l'Uruguay Round. Affaiblie par le rejet d'un traité dont elle a été l'inspiratrice, elle éprouverait les plus grandes difficultés à empêcher que ces négociations soient conclues dans des termes proches de ce que réclament avec insistance les États-Unis.

Or quels sont les principaux objectifs américains dans ces négociations : contraindre l'Europe à moins exporter de céréales, sans pour autant réduire ses achats de PSC (les produits de substitution des céréales tel le corn gluten feed qui est un sous-produit du maïs), l'obliger à moins produire d'oléagineux (colza, tournesol...) pour qu'elle soit conduite à importer plus de soja.

en particulier, au soutien des marchés, au cours des cinq années à venir. Une majorité d'entre eux s'est prononcée pour la poursuite de l'effort consenti au cours de la période précédente, ce qui, compte tenu de la réduction progressive du nombre d'exploitants, donnerait une marge de manœuvre appréciable aux gestionnaires de la PAC.

Mais ce résultat n'est pas définitivement acquis : les Britanniques le contestent, faisant valoir que la réforme de la PAC, récemment décidée par le conseil des Douze, ne trouverait un véritable sens que si elle se traduisait par une diminution des dépenses agricoles. On peut penser qu'ils reviendront à la charge et seront alors mieux entendus en cas d'une victoire du « non », imparable, pour une bonne part, aux paysans français.

## Le retour des MCM

Les Français, qui, grâce à la politique agricole commune, ont pu considérablement développer leurs exportations agricoles (solde positif annuel entre 40 et 50 milliards de francs) comptent parmi les principaux bénéficiaires du Fonds européen agricole, le fameux Feoga. Cette situation devrait encore s'amplifier, compte tenu des mécanismes de soutien que prévoit la réforme de la PAC : le système de prime à l'hectare que celle-ci introduit, afin de compenser les baisses de prix, notamment dans le secteur des céréales, devrait lui être favorable, puisqu'elle dispose à elle seule du quart de la surface agricole utile de la CEE.



Face à de telles exigences, l'agriculture française est en première ligne et a un besoin vital de la solidarité de ses partenaires. Au bout du compte, même si c'est parfois en gagnant, ce soutien ne lui a, jusqu'ici, jamais fait défaut. Pour la suite, il vaudrait mieux que les partenaires de la France ne soient pas déçus par un vote négatif qui les interpréterait comme un rejet de l'aventure communautaire.

Pour les mêmes raisons (à savoir un recul quasi inévitable de son influence après un vote négatif qui serait perçu comme un défaut de cohérence), le gouvernement français, quel qu'il soit, aurait du mal à convaincre ses partenaires de la nécessité d'envisager avec prudence un nouvel élargissement de la Communauté et, surtout, l'établissement rapide de liens très intimes avec les pays de l'Est. Une telle évolution est souhaitée par certains États membres, au premier rang desquels le Royaume-Uni, ainsi que par les adversaires français du traité de Maastricht.

Or, en matière économique, nombreux sont les pays de l'Est qui aspirent vivement à l'ouverture des marchés des Douze et, en particulier, de leurs marchés agricoles. Une revendication qui n'a rien d'illegitime, mais dont les agriculteurs français pourraient faire les frais si Paris n'avait plus les moyens d'imposer qu'il y soit répondu de façon progressive, ordonnée, et en prenant les dispositions indispensables pour éviter que nos marchés se trouvent soudainement débordés.

Sur un plan intérieur, les perspectives ne sont guère plus riantes. C'est vrai, notamment, en matière budgétaire. Les Douze ont engagé le débat sur le montant de l'enveloppe à affecter à l'agriculture et,

Les désordres monétaires, dont on vient d'avoir un avant-goût, et qui ne manqueraient pas de se développer en cas de rejet du traité de Maastricht et d'abandon du programme d'Union économique et monétaire, entraîneraient inévitablement des distorsions en termes de prix et d'échanges agricoles. Les paysans français gardent encore un souvenir douloureux des difficultés rencontrées au cours des quinze années passées du fait des montants compensatoires monétaires (MCM).

Or les « MCM » sont en train de revenir et ils s'installent en force, pour longtemps, avec leur cortège d'injustices, si les Douze tournent le dos à la politique de stabilité monétaire, laquelle constitue la pierre angulaire du traité de Maastricht. L'inévitable réforme de la PAC, telle qu'on la connaît aujourd'hui, est peut-être imparfaite, mais sa mise au point n'est pas achevée et ses défauts peuvent être corrigés. C'est un travail d'ajustement qui est déjà en cours.

Rejeter le traité de Maastricht ne sera d'aucun effet sur la législation de l'Europe verte dont il ne traite pas. En revanche, alors que l'apport de l'Europe aux agriculteurs français, en termes de marchés et de soutien financier, demeure considérable, sans commune mesure avec ce que pourrait obtenir un gouvernement français isolé — un tel acte de défiance donnerait des arguments à ceux qui, au sein des Douze, estiment que l'agriculture française est une bien lourde croix. C'est sans doute ce que veut dire M. Luc Guyau, le président de la FNSEA, lorsqu'il invite ses mandants, bien trop timide, à ne pas cracher trop fort dans la soupe.

PHILIPPE LEMAITRE

## La consultation vue de l'étranger

### Le Portugal serait le plus grand perdant parmi les Douze si le « non » l'emportait en France

LISSBONNE

de notre envoyé spécial

L'Europe est belle, vue des rives du Tage. Elle a tant apporté, ces dernières années, au Portugal. Ici plus qu'ailleurs, on se réjouit donc de ses succès et l'on redoute ses échecs. Aussi l'hypothèse d'une victoire du « non » au référendum du 20 septembre suscite-t-elle une vive inquiétude à Lisbonne. Si le traité de Maastricht devait mourir avant terme, le Portugal serait sans doute, parmi les Douze, le plus grand perdant.

Alors qu'on lui fil des semaines la classe politique et la presse portugaise ont observé avec un intérêt accru la courbe des sondages en France, la moitié du « non » aura finalement incité le premier ministre, M. Cavaco Silva, à glisser publiquement la cause du « oui ». Refuser Maastricht, déclarait-il dans deux récentes interviews, serait « dramatique pour toute l'Europe » et « aurait naturellement des effets négatifs pour le Portugal ».

Pareil alarmisme s'explique aisément. Le Portugal bénéficie plus que d'autres des fameux « fonds structurels », ce pactole communautaire attribué aux régions européennes les plus pauvres. Il aura reçu de Bruxelles, à ce titre, près de 60 milliards de francs en quatre ans (1989-93). L'argent de l'Europe joue un rôle vital pour l'économie portugaise : il finance un tiers des investissements et génère 80 % de la croissance.

## Le « paquet Delors II »

Le Portugal a misé gros sur Maastricht. Il table sur l'adoption du « paquet Delors II » — dont le sort est étroitement lié au traité — et qui doublera les fonds structurels. En outre, il attend beaucoup de la création du Fonds de cohésion, décidé à Maastricht. Lisbonne sera l'un des principaux bénéficiaires de ce fonds, dont les financements doivent permettre de réduire les déséquilibres régionaux au sein de la Communauté.

Un « non » à Maastricht contraindrait le Portugal à des

révisions douloureuses. Il lui faudrait refondre son budget pour 1993, qui a déjà pris en compte les apports communautaires. Le coup d'arrêt porté à la construction européenne empêcherait l'économie portugaise de retrouver rapidement son second souffle à une période où les grands équilibres, moins prometteurs, obligent le gouvernement à une politique de rigueur : ralentissement de la croissance (2,5 %), chute de la production agricole, inflation difficile à maîtriser (9,2 %), hausse prévisible du chômage.

« Bon élève » de l'Europe, félicité par Bruxelles pour son sérieux et sa discipline, le Portugal a mis en œuvre en temps voulu, conformément aux engagements pris à Maastricht, les mesures de « convergence » économique qui lui permettront de rapprocher peu à peu de la moyenne européenne les chiffres de ses grands indicateurs : inflation, déficit budgétaire, dette publique. Ses efforts seraient bien mal récompensés, en cas d'échec de Maastricht. D'autant que le

credo européen du Portugal ne se réduit pas à la sauvegarde de ses intérêts bien compris. Il exprime aussi un profond désir d'ouverture et de modernité que la victoire du « non » ne manquerait pas de contrarier.

## Révision constitutionnelle

Comme la France, le Portugal s'apprête à réviser sa Constitution, pour la rendre compatible avec les exigences de l'Union européenne. Les deux amendements concernent le droit de vote des étrangers et la compétence de la Banque centrale. Ils devront être votés par les députés, à la majorité des deux tiers. La ratification du traité pourrait alors avoir lieu à l'Assemblée — le référendum étant anticonstitutionnel, sans doute dans la deuxième quinzaine d'octobre. A condition, bien sûr, que le « oui » l'emporte en France.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Tout en se disant « confiant » dans un résultat positif du scrutin

## Le ministre néerlandais des affaires étrangères envisage une « pause » dans l'intégration européenne

LEYDE

de notre correspondant

Quarante-huit heures après la reine Beatrix (voir ci-dessus), le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, a souligné, jeudi 17 septembre, que la France était le « oui » à Maastricht. Mais il a aussi souligné son espoir d'une double victoire. En premier lieu, tout en se disant « confiant » dans un résultat positif du référendum, il a qualifié celle-ci d'« indispensable » et précisé que le scrutin était attendu « avec la même attention ». En second lieu, il a émis le vœu que les Français approuvent Maastricht « pour de bonnes raisons », faisant implicitement référence à l'épouvantail des « démons allemands » planté dans le débat par certains hommes politiques de l'opposition. « Une approbation reposant sur la peur du futur n'est pas une victoire de bon pour l'Europe, et formerait une base très précaire pour une plus grande unité politique », a-t-il déclaré.

## Un optimisme mesuré

Le ministre néerlandais — qui assurait la présidence des Douze lors de la signature du traité de Maastricht — s'est gardé de faire assaut d'optimisme en cas de victoire du « oui » en France. Il a notamment rappelé que le « non »

danois « n'en serait pas pour autant anéanti » et s'est demandé si les autorités de Copenhague ne seraient pas contraintes « à pousser les autres États membres à renégocier le traité ». M. Van den Broek a répondu à sa propre question en notant le Danois, au pied du mur. « Si l'on ne veut pas participer à l'intégration politique, il ne doit pas on a plus vouloir la bloquer, a-t-il affirmé en substance.

Enfin, le chef de la diplomatie

néerlandaise a constaté que « l'Europe aura besoin de beaucoup de temps pour effectuer les pas en avant prévus par le traité de Maastricht » dans plusieurs domaines (intégration économique, coopération judiciaire, politique extérieure et de sécurité commune, entre autres). Il s'est dit convaincu que la date butoir de 1996, prévue pour prendre la mesure des progrès enregistrés par les Douze, se révélerait sans doute trop optimiste.

Aussi a-t-il conclu en employant un argument que oi les partisans du « oui » oi ceux du « non » n'ont invoqué en France : « Maastricht pourrait bien signifier une pause dans l'approfondissement de l'intégration (...). Il faudra peut-être attendre la prochaine génération politique pour que soit repris le fil de l'unification européenne ».

CHRISTIAN CHARTIER

## Le « oui » de la reine Beatrix

LA HAYE

de notre correspondant

Si elle était citoyenne française, la reine Beatrix des Pays-Bas voterait « oui » au référendum du dimanche 20 septembre.

Certes, le souverain néerlandais ne l'a pas dit en des termes aussi directs, mais elle a clairement indiqué, mercredi 15 septembre, le sens dans lequel elle espérait voir pencher la balance du scrutin.

« Exprimez ici le soutien et la confiance que le « oui » représente, afin que la France et les Pays-Bas, chacun dans le respect de ses traditions et de ses valeurs, puissent continuer, côte à côte avec les

autres États membres, à donner corps à l'Europe », a-t-elle déclaré à l'occasion du discours du Trône, traditionnellement présenté le troisième mardi de septembre.

## Une « consigne de vote » déguisée

Se départissant de la réserve qui prévaut actuellement dans les milieux gouvernementaux, où l'on ne dit qu'à mots couverts ce qu'on pense du référendum, la reine Beatrix a fait preuve d'une franchise d'autant plus étonnante que la Constitution et la pratique des institutions limitent sa liberté d'émettre un avis politique au plan

national et, a fortiori, au plan international.

Mais, outre que la première dame des Pays-Bas a, en l'occurrence, prononcé — et simultanément — un texte écrit par le chef du gouvernement, elle a pris soin de justifier son intérêt pour le scrutin français.

« Notre avenir est en Europe », a-t-elle précisé à l'intention de ceux de ses compatriotes qui, à l'instar du petit parti réformé GPV, réfractaire à l'idée européenne, viennent dans sa prise de position « une consigne de vote déguisée » abusive.

CHRISTIAN CHARTIER

## « Maastricht » : nom étrange, ville proche

Aux confins des Pays-Bas, de la Belgique, et de l'Allemagne, Maastricht est une ville-témoin de l'histoire européenne. C'est une fondation romaine, dont le nom est une déformation du latin *Trajectum ad Mosam* : le passage de la Meuse. Car Maastricht est une ville de la Meuse comme Dordrecht et Venlo. Elle se trouve sur la grande voie romaine de Boulogne à Cologne. Saint Servais y fonda un évêché en 382.

Après la chute de l'Empire romain, Maastricht fut intégrée dans le royaume franc (et cher à

M. Le Pen). Les Carolingiens étaient originaires de cette région et Charlemagne fit bâtir une résidence à Maastricht. Au Moyen Âge, Maastricht passa sous le double autorité des évêques de Liège et des ducs de Brabant.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, Maastricht fut rattachée aux Pays-Bas (Provinces-Unies). Elle fut prise par Louis XIV en 1673 (d'Arragnan mourut lors de ce siège). Prise par Kéiser en 1794, Maastricht fut annexée à la France et devint le chef-lieu de la Meuse intérieure. Par la suite, Maastricht redevint néerlandaise.

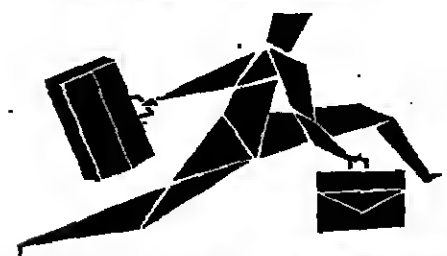
## Le Sénat italien ratifie le traité

Le Sénat italien a ratifié, jeudi 17 septembre, à une large majorité, le traité sur l'Union européenne. Le projet de ratification a été adopté par 176 voix contre 16 et une abstention. Le traité de Maastricht doit encore être soumis au vote de la Chambre des députés pour que la ratification de l'Italie soit définitive. — (AFP)

Les chefs de gouvernement italiens et allemand se concertent. — Le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, et le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, qui est arrivé jeudi 17 septembre en Italie, devaient se rencontrer vendredi matin à Florence, pour discuter, notamment, des perspectives et des problèmes de l'unification européenne. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Emilio Colombo et Klaus Kinkel, ont déjà eu un entretien jeudi. — (AFP)

LE PORTUGAL  
A PARTIR DE  
1570F A-R

Quand les prix atterrissent, les clients décollent.



\*Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1900 A/R au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignez-vous auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

AP AIR PORTUGAL  
chaque jour davantage



ici MAASTRICHT!  
LES EUROPEENS  
PARLENT AUX EUROPEENS!



# LE RÉFÉRENDUM SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

La consultation vue de l'étranger

## A l'Est : de l'indifférence à l'inquiétude

Les conséquences éventuelles pour les pays d'Europe de l'Est du traité d'Union européenne font partie du débat français sur Maastricht : pour les adversaires du traité, celui-ci risque de figer le cercle de l'Europe des riches aux dépens de son élargissement à l'Est ; les partisans du « oui » invoquent, au contraire, la nécessité de structures fortes pour relever la défi de cet élargissement. Le texte du

traité, soulignent-ils, dit explicitement que les accords d'association des pays de l'Est à la CEE préparent leur « adhésion ». Mais dans les pays concernés, absorbés par de dures réalités locales et dont l'association — à fortiori l'adhésion — est une hypothèse lointaine, les citoyens et les médias ont ignoré le débat. Du côté des responsables — du moins des occidentaux — du type de M. Mazowiecki, — on

semble avoir mis en sourdine les craintes que le traité d'union n'accentue la désaffection de la CEE à leur égard (le Monde du 9 septembre) : interlocuteurs privilégiés des dirigeants de l'Ouest, ces hommes qui rêvent d'Europe et veulent croire encore à ses promesses ont reçu des assurances que Maastricht favorisera l'« élargissement ».

BUCAREST  
PRAGUE, BUDAPEST  
de nos correspondants

« Maastricht ? Je suis contre. C'est un traité pour vous, ceux de l'Ouest. Ceux de l'Est restent de côté. Ils n'ont rien. On nous oublie. » M. Vasile Mocanu, technicien retraité, est probablement l'un des rares Roumains à avoir une opinion sur le traité. Comme à Moscou, la majorité des personnes interrogées dans les rues de Bucarest n'ont même pas entendu parler de Maastricht. L'Assemblée par une nouvelle hausse des prix, la population roumaine, comme la classe politique, semblent regarder avec une indifférence polie l'« autre partie » de l'Europe se préoccuper de l'avenir du traité, et non du sien. Les Polonais ont leurs graves, les Tchèques et Slovaques, leur angoissant processus de séparation. Tous ont le sentiment d'avoir été négligés par les bâtisseurs de la « maison commune » et les médias comme les politiques s'abstiennent de commentaires, comme s'ils ne voulaient pas flâcher les partisans d'une Europe qu'ils aspirent à rejoindre.

Aspiration qui ne fait pas, ou pas encore, la Communauté est perçue comme modèle de prospérité et de sécurité, alors les conflits se rapprochent, de la CEE à la Yougoslavie, mais elle est essentiellement émotive et les roulements de la Communauté peu connus. Dans ces pays où le débat sur Maastricht indiffère, l'opinion considère, au mieux, qu'il s'agit d'un problème « technique ».

En revanche, le cercle restreint de

hauts fonctionnaires et de dirigeants associés aux négociations avec Bruxelles attend avec une certaine anxiété le résultat du référendum français. « Je souhaite que le oui l'emporte », déclare à Budapest M. Endre Juhasz, chef de la délégation hongroise pour les affaires communautaires. « Si le traité de Maastricht est rejeté, ajoute-t-il, les pays de la Communauté vont inévitablement se replier sur eux-mêmes, ce qui risque de retarder la ratification des accords d'association avec la CEE. »

### D'abord l'association

Ces accords, laborieusement négociés pendant dix-huit mois, ont été conclus en décembre 1991 avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les négociations traitent encore avec Bucarest et Sofia, « très laborieusement », selon un délégué de Roumanie (où un des rares commentaires publiés sur Maastricht dit simplement que si l'accès au Marché unique est déjà chose ardue, l'entrée dans l'Europe de Maastricht sera pour Bucarest chose quasiment impossible).

Les accords, qui prévoient une libre circulation des biens dans dix ans, doivent théoriquement être ratifiés par la fin de l'année. Or le processus n'a pas encore commencé et le Parlement européen, qui en a donné le feu vert mercredi 16 septembre pour la Pologne et la Hongrie, en a exclu provisoirement la Tchécoslovaquie, pour cause d'éclatement en cours de la Fédération. Tout pourrait

être renvoyé aux calendes grecques en cas de crise communautaire : si le « non » l'emporte, « nous ne serions pas dans la meilleure position pour réaliser les accords d'association », plaident ainsi M. Bruno Durieux, ministre français délégué au commerce extérieur, en visite cette semaine en Tchécoslovaquie. M. Durieux a affirmé au Monde avoir « ressenti une grande inquiétude » chez ses interlocuteurs face à une possible victoire du « non » en France, qui réduirait la Communauté à une simple zone de libre-échange où l'Est « se trouverait face à un espace où la concurrence jouera sans que puissent se développer des politiques de coopération multilatérales ».

Le problème, c'est que l'ambition de l'Ouest à soutenir les nouvelles démocraties est mise en doute par ces derniers, où l'on réclame déjà, parfois, une renégociation des accords d'association pour obtenir une ouverture moins frileuse des marchés de la CEE. Même si, pour des experts comme M. Juhasz, l'essentiel est de consolider ce fragile acquis — « une base sur laquelle on peut travailler pour atteindre les objectifs, non pas de Maastricht, mais au moins du traité de Rome ».

### Un peu de crise à l'Ouest...

Car le désenchantement face à la réalité du protectionnisme européen, qui tend à recouvrir les États et la liberté de commerce, a conduit les communistes, atteints aussi les milieux dirigeants à l'Est, et pas seulement en Russie. Par une sorte de politique du

pire non avoué, on s'y prend parfois à espérer une victoire du « non » en France, c'est-à-dire à vouloir qu'un peu de crise à l'Ouest vienne rapprocher celui-ci de l'Est. Il ne faut pas aussi d'arguments de l'ultralibéralisme qui « si bien posés en terre ex-communiste : la droite taboue, par exemple, émet des réserves sur Maastricht et met l'accent sur les pouvoirs excessifs de la bureaucratie européenne, assimilée à l'appareil central de napoléon. Et le premier ministre Václav Klaus a publiquement estimé qu'il n'était pas souhaitable d'accélérer l'intégration à marche forcée de la Communauté ».

L'inquiétude de voir une Europe plus intégrée devenir encore plus exclusive, tout en restant impuissante à contenir une Allemagne qui continuerait à faire cavalier seul à l'Est, pousse aussi chez des commentateurs qui l'on ne peut soupçonner d'anti-occidentalisme, comme le Tchécoslovaque Martin Dáňa dans la revue *Respekt*. Le quotidien de Budapest, *Magyar Nemzet* craint, lui, que le consensus européen en Hongrie ne se brise lorsque l'opinion y prendra conscience de la barre trop haut placée de Maastricht et que le pays ne connaisse à son tour, « à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans certains pays de la CEE, les mouvements de rejet animés par les cercles nationalistes, l'extrême droite et les communistes orthodoxes ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET  
YVES-MICHEL RIOLS  
MARTIN PLICHTA

## Les députés européens sur le qui-vive

STRASBOURG

de notre correspondant

Étrange session du Parlement européen que celle qui s'est tenue cette semaine. Il n'était question que du référendum français et des craintes que susciterait une éventuelle victoire du « non », mais, en séance, le moindre allusion était malvenue. Il ne fallait surtout pas donner l'impression que les « étrangers » intervenaient dans la campagne française. Mieux encore : les points de l'ordre du jour susceptibles de gêner les partisans du « oui » ont été supprimés. La décision de tenir une session à Bruxelles sera prise en octobre : le débat sur les exportations de plutonium de la France a été ajourné à une date ultérieure.

A l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de l'Assemblée, M. Egon Klepach (chrétien-démocrate allemand, CDU), actuel président de l'hémicycle européen, a tout de même osé dire que « ceux qui réclamaient davantage de démocratie au niveau communautaire ne seraient pas les mêmes que ceux qui réclamaient le traité de Maastricht ». M. Jacques Delors, respectant l'extra-territorialité du Parlement, s'est appuyé sur une déclaration de 1953 de M. Paul-Henri Spaak, socialiste belge et premier président du Parlement, pour résumer l'« ingérence » : « Comme j'aurais aimé que figurent sur les tableaux d'affichage pour le référendum français ces paroles : Ne brisons pas notre élan, ne diminuons pas notre effort, ne faisons pas perdre de temps, nous poursuivons notre œuvre commune. Je vous le demande avec passion et confiance. »

### Amabilités pour la France

Certes, les parlementaires français, comme les socialistes et M. Yves Galland (radical vaioisien), président du groupe libéral, qui a dénoncé les « contre-vérités et mensonges » avancés lors de la campagne — se sont exprimés publiquement. Mais les adversaires de Maastricht ont soigneusement contourner l'écueil. Ce fut le cas de M. Christian Le Méhauté, le chef de file du RPR à Strasbourg et de M. René Piquet (PC), président de la Coalition des gauches. En revanche, les Droites européennes, présidées par M. Jean-Marie Le Pen, ont délégué M. Karel Dillen (Flams Blok, Belgique) pour délivrer le message de l'extrême droite : le souhait que « la France suive l'exemple des autres de construire une Europe noble, celle qui refuse d'être colonisée par l'Asie et l'Afrique ».

Les autres parlementaires non français sont partisans du « oui », à l'exception du libéral belge Jean Dehaene et de quelques Verts qui reprochent à la nouvelle Union de ne pas ouvrir franche-

ment les portes du fédéralisme. Mais tout redoutant la victoire du « non ». A telle enseigne qu'il y a bien longtemps que l'on n'avait pas entendu dans les couloirs du Palais de l'Europe des propos aussi éhémés à l'égard de la France et des Français. Pour M. Derek Fleg (conservateur britannique), le fer de lance de la lutte contre Strasbourg, « il est inconcevable que la France mange maintenant ses propres enfants ». « Car, a-t-il ajouté, qui a créé l'Europe communautaire sinon des Français comme Monnet et Schuman ? » M. Fernand Herman (démocrate-chrétien belge), lui aussi à la pointe du combat contre la capitale alsacienne, avance les mêmes arguments en ajoutant : « Je ne comprends pas que beaucoup dans le camp gaulliste puissent dire non alors qu'il n'y a aucune différence entre le plan Fouchet et Maastricht. »

### L'exemple de la CEE

Beaucoup sont également persuadés qu'un « non » français serait « un coup d'arrêt à la construction européenne », dit M. Willy De Clercq (libéral belge), comme se fut le cas après le vote négatif de l'Assemblée nationale sur le CEE pour ce qui est de la politique étrangère et de la sécurité commune. Sir Christopher Proust (conservateur britannique) ajoute : « Outre la stabilité politique se pose la question de la stabilité monétaire en des termes très simples : ou c'est l'Allemagne qui dirige l'économie de l'Europe ou ce sera l'Europe. »

En revanche, les députés européens sont partagés sur l'opportunité d'un référendum pour Maastricht. Du côté des chrétiens-démocrates allemands, on se déclare satisfait de la décision de M. François Mitterrand. « Pour la première fois en France, estime M. Otto von Habsburg (CSU), on discute sérieusement de l'Europe. » En croisant les doigts tout de même, il ajoute : « Même si le « non » l'emportait, on se rattrapera : voilà pourquoi les adversaires de Maastricht se font des illusions. » M. Antonio Capucho (libéral portugais) se réjouit aussi de l'initiative de l'Europe : « Le référendum a déjà eu le grand mérite d'avoir engagé un débat dont l'ampleur est sans commune mesure dans tout autre État membre. » Certains parmi les Verts et les socialistes sont gênés par les aspects politiques de la campagne. Ainsi, M. Wim van Velzen (socialiste néerlandais) s'insurge contre l'utilisation de l'Europe à des fins de politique intérieure. « Maastricht est un traité difficile à comprendre, même pour les spécialistes, précise le député néerlandais, et il est dangereux d'organiser un référendum sur des problèmes aussi complexes. »

MARCEL SCOTTO

## Un entretien avec M. Tadeusz Mazowiecki

« Tant sur le plan politique qu'économique, il faut que l'intégration progresse » nous déclare l'ancien chef du gouvernement polonais

M. Tadeusz Mazowiecki, qui fut le premier chef de gouvernement non communiste de la Pologne d'après-guerre et qui a lancé les négociations du traité d'association de son pays à la CEE, revient d'une mission d'enquête dans l'ex-Yougoslavie pour la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU : il se prononce pour un renforcement de l'intégration européenne.

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

« Quel est l'enjeu du référendum français pour un pays comme la Pologne ? »

— Au départ, notre souci était que la CEE s'élargisse. Ses représentants

nous avaient alors expliqué que l'approfondissement devait précéder l'élargissement et je me suis rangé à ce point de vue. A présent, je crains qu'une rupture du processus d'approfondissement nuise à l'élargissement. Au moment de l'unification de l'Allemagne, on nous a dit aussi : plus l'Allemagne sera intégrée à l'Europe, mieux ce sera pour toute l'Europe, les événements de ces dernières semaines en Allemagne de l'Est sont un signal de danger. Il y a aussi de l'efficacité des décisions européennes en Yougoslavie : j'ai vu voir combien il est difficile de coordonner les décisions européennes. Tant sur le plan politique qu'économique, il faut donc que l'intégration progresse.

— Il existe en Pologne un courant nationaliste anti-européen, voire anti-occidental. Pensez-vous que l'issue du référendum en

France puisse influencer sur ce courant ?

— Je ne vois pas l'intégration ni le traité de Maastricht comme une élimination des différences ou des identités nationales. Mais beaucoup de gens ont cette opinion. Et dans un pays comme le nôtre, qui vient juste de recouvrer son indépendance, cette peur peut être plus forte. Ce qui renforce aussi le point de vue anti-occidental en Pologne, c'est que, bien sûr, l'Europe aurait pu faire davantage.

— Lors de votre mission dans l'ex-Yougoslavie, votre expérience d'homme politique de l'Est et du communisme vous a-t-elle servi ? Pensez-vous qu'il y ait là une spécificité qu'un pays comme la Pologne puisse apporter à l'Europe ?

— J'ignore quelles étaient les intentions de ceux qui m'ont nommé, mais je dois dire que pour moi, cette

expérience me facilite la tâche. Des Occidentaux auraient peut-être plus de mal à percevoir certains problèmes sur place. Cela dit, la difficulté de cette mission voyageuse et l'intensité du problème dépassent mon expérience.

— On a beaucoup parlé de l'impuissance européenne face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Pensez-vous qu'une Europe intégrée aurait facilité le règlement du conflit ?

— L'impuissance n'est pas seulement le fait de l'Europe, mais de l'ensemble des organisations internationales. Il faut impérativement mieux coordonner les activités humanitaires. L'hiver arrive. Si on n'a pas liquidé les camps, tous ces gens mourront, tout simplement.

Propos recueillis par SYLVIE KAUFFMANN

## Espagne : le débat en France a réveillé l'opinion

MADRID

de notre correspondant

« L'Espagne est pour la ratification du traité de Maastricht et le ratifiera dans tous les cas », a assuré au début du mois de septembre, le ministre des affaires étrangères, M. Javier Solana, peu avant que le Parlement refuse d'utiliser la procédure d'urgence pour adopter ce texte. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, avait en effet demandé l'utilisation de cette procédure afin que la ratification ait lieu avant le 20 septembre pour, avait-il dit, « faire un geste envers l'opinion publique européenne et, en particulier, l'opinion française ». Les partisans de l'opposition ont refusé et le Parlement devrait normalement se prononcer à l'unanimité.

Le traité de Maastricht a l'approbation de la quasi-totalité des formations politiques à l'exception de la coalition de la Gauche unie (17 députés sur 350), qui réclame un référendum et une renégociation du texte. La réforme de la Constitution n'a été qu'une formalité dont se sont acquittés sans retarder les parlementaires. Le 27 août, le roi Juan Carlos et M. Gonzalez ont signé le texte définitif de la modification pour mettre en accord la « Carta Magna » espagnole (Constitution) avec le document de

Maastricht en ce qui concerne le droit de vote et d'éligibilité des ressortissants de la CEE vivant en Espagne.

Même si l'on se garde d'envisager publiquement les conséquences politiques et économiques d'un « non » en France, il est évident que c'est une hypothèse que l'on craint à Madrid : l'Europe — sur laquelle M. Gonzalez a tout mis et qui, jusqu'à présent, a été très bénéfique au développement du pays — serait du plomb dans l'ail.

### Prises de conscience

Le débat français n'a — et pour cause — pas entamé l'europhobie du pouvoir espagnol, mais il a été très largement suivi par les médias. Il a un peu réveillé une opinion publique peu préoccupée par ce traité, qui s'est demandé si, après tout, cela était bon pour l'Espagne, s'il ne fallait pas revoir les choses, repenser certains articles et organiser une référendum pour que les questions apparaissent au grand jour. Selon un sondage publié la semaine dernière, par l'hebdomadaire *Cambio 16*, 58 % des personnes interrogées sont favorables à un référendum. Le quotidien *El Mundo*, critique à l'égard du pouvoir socialiste, fait ouvertement campagne en faveur d'une consultation

populaire, jugée « indispensable » par le directeur, M. Pedro Ramirez, qui dénonce le « déficit démocratique ».

La coalition de la Gauche unie, dominée par le Parti communiste, a lancé également une campagne pour la tenue d'un référendum, car « le peuple doit se prononcer et savoir ». Maastricht divise néanmoins les rangs mêmes du PCE comme le syndicat des Commissions ouvrières. L'autre centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs (UGT), s'est prononcée pour un « oui critique » mais ne juge pas utile un référendum. L'opposition de droite n'est pas favorable à une consultation populaire, car, comme le dit M. José María Aznar, président du Parti populaire, « une telle convocation pourrait tromper l'opinion publique. Il faut dire « oui » à l'Europe et non au gouvernement ».

Quoi qu'il en soit, le président du gouvernement, M. Gonzalez, n'a jamais voulu et se refuse toujours à un référendum. Selon les sondages, le « oui » l'emporterait haut la main, mais à quel bon gréux un risque à jamais la grogne devant les sacrifices que la population va devoir consentir pour se mettre à la page européenne prenant le dessus devant la passivité actuelle ?

Certes, les rumeurs français ont suscité quelques questions ici et là. Des

voix se sont élevées en faveur d'une révision, d'une renégociation, pour un peu plus de souplesse, pour moins de bureaucratie, contre l'hégémonie allemande, contre les dictats de Bruxelles. La campagne référendaire française et son cortège de sondages ont engendré des inquiétudes et des prises de conscience. Un débat a pris corps sur les tenants et les aboutissants du traité, mais son ampleur est restée limitée.

Toutefois, l'opposition s'est insurgée quand M. Gonzalez s'est rendu à Strasbourg, le 2 septembre, pour participer à un meeting socialiste en faveur du « oui » (le Monde du 4 septembre). M. Aznar a insisté sur l'absence de « ridicules » du chef du gouvernement, « qui n'explique pas aux Espagnols la hausse des impôts et s'en va en France vanter les bienfaits de Maastricht ». M. Julio Anguita, chef de file des communistes, a qualifié ce déplacement de « triste et lamentable ». Pour remédier à cette lacune, le gouvernement a décidé d'intensifier sa campagne d'information sur Maastricht, notamment par la publication de déclarations et d'interviews de membres du gouvernement.

MICHEL BOLE-RICHARD

PARIS - NEW YORK A/R 2195 F

ACCESS  
voyages

Et dire que certains croient encore que nous n'allons qu'aux USA !!!

ACCESS est le spécialiste des vols réguliers à prix réduits sur 350 destinations

6, RUE PIERRE LESCOU, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 77  
OU DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION



هكذا من الامم

# ÉTRANGER

Alors que les combats se poursuivent en Bosnie-Herzégovine

## Le statut de la nouvelle Yougoslavie est en discussion à l'ONU et à Belgrade

De violents combats se sont déroulés jeudi 17 septembre à Sarajevo, notamment dans le secteur d'Ilidza, tenu par les Serbes, où les forces musulmanes ont tenté une percée, et dans plusieurs autres villes de Bosnie-Herzégovine. La radio bosniaque a de nouveau fait état de raids aériens serbes dans le nord-ouest de la République.

Cet accès de violence laissait mal augurer des négociations sur la Bosnie qui devaient avoir lieu à Genève vendredi dans le cadre de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie. La porte-parole de cette conférence, M. Fred Eckhardt, a annoncé que les dirigeants des trois communautés de Bosnie auraient des entretiens séparés avec les

médiateurs et ne s'assoieraient vraisemblablement pas à la même table.

A l'ONU, les représentants des Douze se sont réunis jeudi soir pour arrêter, à propos du statut de la nouvelle Yougoslavie dans les instances internationales, une position susceptible de recueillir notamment l'adhésion de la Russie, hostile à une éviction pure et simple. A Belgrade, le premier ministre, M. Milan Panic, a été la cible de nouvelles attaques après avoir déclaré que la nouvelle Yougoslavie ne pouvait prétendre succéder purement et simplement à l'ancienne fédération et devrait faire une demande d'admission aux Nations unies.

## Nouvelle tempête dans le camp serbe

BELGRADE

de notre correspondant

En proposant à son gouvernement, jeudi 17 septembre, de déposer une demande d'admission de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) aux Nations unies et « dans toutes les organisations internationales », le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, a déclenché une nouvelle tempête dans le camp serbe. Déterminés à préserver la continuité de la Yougoslavie et à hériter de son siège dans les institutions internationales, les alliés de M. Panic ont annoncé qu'ils allaient déposer une motion de censure au Parlement fédéral, où ils sont majoritaires, pour mettre fin au mandat du premier ministre yougoslave.

### Campagne de dénigrement

Afin d'éviter une nouvelle crise majeure au sein de la direction yougoslave, son président, M. Dobrica Cosic, a convoqué en fin de journée le Conseil d'Etat. A l'issue des débats, auxquels participaient les présidents de Serbie et du Monténégro, M.M. Slobodan Milosevic et Momir Bulatovic, et le chef de l'Etat-major des forces armées, M. Cosic a déclaré qu'il avait été convenu de laisser au premier ministre yougoslave « une marge de manœuvre » pour poursuivre sa politique de paix.

Le président yougoslave a également jugé « prématurées » les critiques du gouvernement de Serbie à l'égard de l'initiative de M. Panic. « Dans le but d'obtenir

la levée des sanctions [décrétées le 30 mai dernier par l'ONU contre la Serbie et le Monténégro], M. Panic a été contraint d'envisager de renoncer à la continuité de l'ex-Yougoslavie », a-t-il précisé.

La proposition de M. Panic a donné à M. Milosevic et à ses alliés, dont le leader ultranationaliste serbe Vojislav Seselj, une nouvelle occasion pour relancer la campagne de dénigrement contre le premier ministre yougoslave qu'ils accusent ouvertement de brader les intérêts de la Serbie et du peuple serbe. Comme le 4 septembre, lorsque les socialistes et les ultranationalistes serbes s'apprêtaient à voter une motion de censure contre M. Panic pour sa politique menée à la conférence internationale de Londres, le président Cosic a pris ouvertement la défense de son premier ministre.

L'intervention de M. Cosic et le soutien du Conseil d'Etat à la politique de M. Panic ont encouragé l'opposition serbe à déferler, plus énergiquement, les efforts du premier ministre, en alignant sur les milieux politiques monténégro-serbes favorables à la politique d'ouverture du premier ministre.

### Le soutien de la communauté internationale

Contrairement à ses prédécesseurs qui avaient proclamé le 27 avril la nouvelle Yougoslavie pour bénéficier de toutes les prérogatives de l'ancienne fédération, M. Panic s'est efforcé de se rendre à l'évidence. Le premier ministre yougoslave sait que la communauté internationale

déclara cet héritage à la Serbie et au Monténégro.

Il compte aussi sur le soutien des membres du Conseil de sécurité en contrepartie de sa « bonne conduite ». Mercredi soir, à son retour de Pékin et de Moscou, M. Panic avait indiqué avoir reçu du ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, les « assurances » que la Russie soutiendrait son initiative. Selon la presse belgradoise, Moscou avait précédemment consulté les Etats-Unis, officiellement favorables à l'extinction du droit de la nouvelle Yougoslavie d'hériter automatiquement du siège de l'ex-Etat yougoslave à l'ONU.

Le quotidien *Borbo* affirmait également dans son édition de vendredi que M. Milan Panic avait eu, lors de la session de jeudi du gouvernement fédéral, des entretiens téléphoniques avec M.M. Mitterrand et Engelberger, secrétaire d'Etat américain par intérim. Selon des sources officielles, M. Panic tenterait de convaincre les membres du Conseil de sécurité de maintenir le statu quo jusqu'à l'achèvement de son mandat, après les élections législatives anticipées prévues avant la fin de l'année.

Si la communauté internationale a besoin de M. Panic pour rétablir la paix dans l'ex-Yougoslavie, M. Panic a, lui, besoin d'un coup de pouce. Quelques succès diplomatiques lui permettraient en effet de marginaliser M. Milosevic et sa politique guerrière avant les élections.

FLORENCE HARTMANN

A l'issue de son dix-neuvième congrès

## L'Internationale socialiste a élu président M. Pierre Mauroy

Le dix-neuvième congrès de l'Internationale socialiste (IS), réuni à Berlin depuis mardi 15 septembre, s'est achevé, jeudi, par l'élection de M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre français, à la présidence de l'organisation.

BERLIN

de notre correspondant

Cela aurait dû être le congrès d'adieu de M. Willy Brandt. Qui d'autre que l'ancien chancelier de l'Allemagne fédérale, de Berlin où il avait vécu comme bourgeois de la construction du mur, mieux faire passer le message que l'effondrement du communisme ne signifie pas la fin du socialisme ? Qui d'au-

tre que le rescapé de la lutte antinazie pouvait mieux mettre en garde contre la montée du racisme et de l'intolérance ?

L'absence du vieux combattant de la social-démocratie européenne, cloué sur son lit d'hôpital, s'est fait durement sentir. Le dix-neuvième congrès de l'Internationale socialiste, qui s'est achevé jeudi 17 septembre, a manqué de ce souffle qui fait les grands rassemblements. Les préoccupations du moment, le drame de l'ex-Yougoslavie, les difficultés de la Communauté européenne ont pesé sur la sérénité des travaux. M. Pierre Mauroy a été intronisé, dans la routine, comme nouveau président de l'Internationale sans contre-candidat. Il a rendu un hommage appuyé à son prédécesseur pour avoir su « accepter l'idée que le possible est peut-être au-delà du pré-

sible », pour avoir redonné au mouvement socialiste son universalité en prenant à son compte les préoccupations du tiers-monde.

« L'échec du communisme ne signifie pas la victoire pure et simple du capitalisme », proclame la déclaration du congrès, publiée jeudi. M. Mauroy a insisté longuement dans son discours sur l'importance pour les socialistes de réfléchir sur leur identité, de tracer des perspectives. « La meilleure manière de combattre la montée du racisme et de l'antisémitisme, toutes les formes d'intégrisme, a-t-il souligné, est de leur substituer la tolérance et le respect de l'autre, la liberté et l'épanouissement de chacun. »

H. de B.

## Continuité historique

Après avoir quitté, en janvier dernier, le poste de premier secrétaire du PS, qui lui avait permis d'être élu à la présidence de la République, M. Mauroy a décidé d'être candidat à la fin de ce mois au Sénat, abandonnant ainsi l'Assemblée nationale. Maire de Lille depuis 1973, président de la Communauté urbaine de sa ville depuis 1989, l'ancien premier ministre des gouvernements socialistes à participation communiste, de 1981 à 1984, ve consacrer la plus grande partie de son temps à sa métropole, mais il entend prolonger, à la tête de l'Internationale socialiste, l'entreprise de rénovation de la doctrine socialiste à laquelle il avait voulu attacher son nom au PS.

### Situation instable

A soixante-quatre ans, M. Mauroy est de tous les dirigeants du PS, avec M. Michel Rocard, celui qui accorde le plus de prix à la continuité historique du mouvement socialiste. Entré au Nord, entré aux Jeunesses socialistes dès son adolescence, il considérait déjà son accession au poste de premier secrétaire du PS, en mai 1988, comme son « début de mandat ».

Le congrès de Rennes, en mars 1990, avait été pour lui une épreuve particulièrement pénible, le conflit entre les deux branches du mitterrandisme, incarnées par M. Fabius et par M. Jospin, atteignant son paroxysme. Le congrès s'était terminé sans avoir adopté un texte d'orien-

tion ni élu une direction. Ce n'est que deux jours plus tard que, sous la pression indirecte du président de la République, un accord de synthèse avait permis à M. Mauroy d'être reconduit à la tête du parti par le comité directeur. La guerre du Golfe allait offrir l'occasion au maire de Lille, un an plus tard, de tenter de consolider la direction en l'appuyant sur une large majorité constituée par tous ceux qui avaient soutenu l'action du chef de l'Etat dans cette crise, mais cette tentative allait échouer, elle aussi, en avril 1991. M. Fabius s'y opposait et M. Jospin refusait de s'allier, contre ce dernier, avec M. Rocard.

M. Mauroy devait se contenter, en décembre 1991, d'un congrès extraordinaire, sans réélection, d'adopter un « projet » socialiste qui, accompagné d'une réforme des statuts, représentait l'aggravation du PS. Mis en échec sur un projet de réforme du mode de scrutin qui se heurtait à l'hostilité des rocardiens et des fabusiens et suscitait des réserves dans son propre camp ; concevant, en outre, de l'instabilité de sa situation alors qu'approchaient des élections régionales et cantonales qui s'annonçaient déstabilisantes, le maire de Lille décida, trois semaines après le congrès extraordinaire,

de passer le relais à M. Fabius, avec lequel M. Rocard avait déjà jeté les bases d'un accord.

La perte du conseil général du Nord et du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais aux élections de mars confirme les craintes de M. Mauroy. La consolidation du PS à Lille et la recherche de nouvelles alliances, permettant la reconquête du département et de la région, sont devenues ses principaux soucis. Initiateur des projets de développement de la métropole lilloise liés au TGV Nord et au tunnel sous la Manche, M. Mauroy doit mener à bien les opérations d'urbanisme du « Grand Lille ». Le premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, M. Bernard Roman, adjoint au maire de Lille, va tenter de conserver au PS, en mars prochain, la circonscription qui était jusqu'à maintenant celle de M. Mauroy.

Ce dernier, qui a prévu de quitter l'an prochain la présidence de la Fédération mondiale des villes jumelées, ve donc partager son temps entre sa mairie, son rôle de sénateur - qu'il conçoit comme celui de principal représentant des socialistes du département à Paris - et ses fonctions de président de l'IS, le premier Français à occuper ce poste. Le programme qu'il s'est fixé l'éloigne de la vie politique nationale, mais c'est tout le contraire d'une retraite.

PATRICK JARREAU

## A TRAVERS LE MONDE

### ALLEMAGNE

**Des dizaines de milliers de Roumains d'origine tzigane seraient expulsés**

Les réfugiés roumains vivant en situation illégale en Allemagne seront expulsés vers leur pays d'origine à partir du 1<sup>er</sup> novembre, a annoncé jeudi 17 septembre le ministre allemand de l'Intérieur dans un communiqué. Un accord prévoyant que les Roumains s'engagent, précises le communiqué, à reprendre une résidence permanente, même s'ils ne possèdent pas de papiers d'identité valables, doit être signé jeudi prochain à Bucarest. Selon le ministre allemand, M. Rudolf Seiters, 70 % des demandeurs d'asile roumains déboutés ont recouru à l'abandon de leurs papiers d'identité, car Bucarest refuse de les reprendre dans ce cas.

Depuis janvier, 43 000 Roumains - en majorité des Tziganes (80 %) - sont arrivés en Allemagne, contre 40 500 pour toute l'année 1991. Bonn a accordé l'asile politique à 0,2 % des réfugiés roumains. A Bucarest, aucune réaction n'était enregistrée jeudi. - (AFP, Reuters).

Le foyer de demandeurs d'asile de Wismar (ex-RDA) a été de nouveau attaqué. - Un foyer de demandeurs d'asile situé à Wismar (ex-RDA) a été la cible d'attaques d'extrémistes de droite dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 septembre, pour la quatrième nuit consécutive, a indiqué un porte-parole de la police, qui n'a pas fait état de blessés. Plusieurs des assaillants ont été arrêtés. - (AFP).

### CORÉE DU NORD

**Accord pour ouvrir une ligne rouge entre Pyongyang et Séoul**

Trois protocoles ont été signés jeudi 17 septembre à Pyongyang, lors de la huitième ronde de négociations entre les premiers ministres de Corée du Nord et du Sud. M.M. Yon Hyong-muk et Chung Won-shik ont en particulier convenu d'établir, dans les cinquante jours, une « ligne rouge » entre les deux ministères de la Défense.

Ce téléphone direct constituera le premier mode de communication officiel permanent entre les deux pays depuis la guerre de 1950-1953. Un protocole économique prévoit par ailleurs le rétablissement des liaisons routières, et la création de liens postaux, maritimes et aériens, ainsi qu'une future exploitation commune de ressources minières. Enfin, les deux parties s'engagent à mettre une sourdine à leur guerre de propagande.

Néanmoins, les deux chefs de gouvernement ont, une fois de plus, buté sur un grave obstacle : le refus du Nord d'accepter la demande du Sud d'autoriser des inspections nucléaires réciproques. Jusqu'à présent, Pyongyang a accepté les seules visites de l'Agence internationale de l'énergie atomique : trois inspections de l'AIEA ont eu lieu ces derniers mois. Aucun progrès n'a été enregistré non plus lors de cette rencontre Nord-Sud sur la réunification des nombreuses familles divisées depuis la guerre. - (AFP, Reuters, UPI).

## EN BREF

■ **ETATS-UNIS** : fin de l'enquête sur le *Irangate*. - Le procureur spécial, M. Lawrence Walsh, a annoncé jeudi 17 septembre la fin de son enquête sur le scandale de l'*Irangate*, qui avait ébranlé l'administration du président Ronald Reagan dans les années 80. Dans deux lettres adressées au tribunal fédéral qui l'a nommé il y a près de six ans et à l'attorney général (ministre de la Justice) William Barr, M. Walsh déclare qu'aucune nouvelle inculpation n'est prévue. Des responsables de la Maison Blanche avaient vendu des armes à l'Iran en 1985 et 1986 et avaient utilisé les bénéfices pour aider les rebelles de la Contra au Nicaragua, deux opérations qui étaient alors interdites par le Congrès. - (Reuters).

■ **GRANDE-BRETAGNE** : quatre engins incendiaires ont explosé dans des sites touristiques londoniens. - Quatre petits engins incendiaires ont explosé, dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 septembre, dans deux musées londoniens, Madame Tussaud et l'Imperial War Museum (Musée impérial de la guerre), ainsi que dans un planétarium, a-t-on appris auprès de Scotland Yard. Personne n'a été blessé et les dégâts sont limités, a précisé la police. Par ailleurs, deux aéroports londoniens avaient été évacués, mercredi en fin de journée, à la suite d'alertes à la bombe. - (AFP).

■ **ROUMANIE** : colloque à Die (Drôme). - Dans le cadre du « Festival de Die » « Un pied à l'Est, un pied à l'Ouest » qui présente, jusqu'au 27 septembre, un panorama de la nouvelle culture roumaine (films, littérature, etc.), en présence des auteurs, un colloque ouvert par Pierre Bourdieu traite,

les 18, 19 et 20 septembre, de « La société civile face au pouvoir en Europe centrale et orientale », thème de la dernière livraison de la revue *La Nouvelle Alternative*. Renseignements au (06) 75-22-12-52, (1) 43-25-23-18 et 45-89-26-31.

■ **RUSSIE** : décret sur le prix de l'énergie. - La décision, longtemps attendue, du président Eltsine sur les prix de l'énergie en Russie a été prise jeudi 17 septembre : un décret double le prix intérieur du pétrole, du gaz et du condensat, en attendant une libération en 1994. - (AFP).

■ **TADJIKISTAN** : avance des opposants. - Les adversaires du nouveau pouvoir tadjik, qui regroupent démocrates et islamistes, ont pris le contrôle de la ville de Nourak (au sud de Douchanbé, où se trouve un barrage alimentant en électricité tout le pays et une partie de l'Ouzbékistan voisin), au cours de combats qui ont fait neuf morts, a annoncé jeudi 17 septembre le radio tadjik. La délégation de l'ONU invitée en mission d'information en Ouzbékistan sur les risques de déstabilisation en Asie centrale a décidé jeudi de se rendre aussi à Douchanbé. - (AFP).

■ **Rectificatif** - Dans la bibliographie consacrée au Sentier lumineux péruvien (*Le Monde* du 17 septembre), il fallait lire : « Les meilleurs observateurs péruviens sont perplexes et peu prolifiques car presque tous sont menacés de mort », et non : « Les meilleurs conservateurs péruviens sont perplexes », comme il était écrit à la suite d'une malencontreuse erreur.

## Quatre dirigeants kurdes iraniens assassinés à Berlin

Alors qu'ils tenaient une réunion dans l'arrière-salle d'un restaurant de Berlin, en marge des travaux de l'Internationale socialiste, quatre dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI) ont été tués, jeudi 17 septembre, par des inconnus qui ont ouvert le feu sur

eux. Selon des proches des victimes à Paris, l'une de celles-ci est M. Sadiq Sherkendi, secrétaire général du PDKI et successeur d'Abdoul Rahman Ghassemlou, assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne. Le PDKI est le plus important mouvement d'opposition kurde d'Iran. - (AFP).

## LUNDI 21 SEPTEMBRE 1992

### TOUS LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

### DANS LE MONDE LE SOIR MÊME DE SA PARUTION

### DANS LES VILLES SUIVANTES :

Aix-en-Provence, Amiens, Angers, Angoulême, Arras, Avignon, Bar-le-Duc, Besançon, Béziers, Blois, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Bourg-en-Bresse, Brest, Caen, Calais, Châlons-sur-Marne, Chalon-sur-Saône, Charleville-Mézières, Chartres, Châteauneuf-Thierry, Cherbourg, Dax, Dieppe, Dijon, Douai, Dreux, Epervan, Evreux, Fontainebleau, Guingamp, Grenoble, Laon, Laval, Le Havre, Le Mans, Lens, Libourne, Lille, Limoges, Lisieux, Lorient, Lyon, Marne-la-Vallée, Marseille, Metz, Montpellier, Morlaix, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Orléans, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Etienne, Soissons, Strasbourg, Tarbes, Toulouse, Tours, Troyes, Valence, Valenciennes, Vienne, Villers-Cotterêts.

### A cette occasion, LE MONDE sera également en vente le soir-même à Bruxelles.

Pour connaître la liste des points de vente concernés en France vous pouvez consulter notre service Minitel

3615 LEMONDE

ASTRICH

députés européens le qui-vive

Le 17 septembre, les députés européens ont tenu une séance d'urgence pour discuter de la situation en Bosnie-Herzégovine. M. J. Delors, président du Parlement européen, a déclaré que le Parlement était « profondément préoccupé » par les événements en Bosnie. Il a appelé les dirigeants des trois communautés à cesser les hostilités et à reprendre des négociations.

Le 18 septembre, le Parlement européen a adopté une résolution sur la Bosnie-Herzégovine. Elle demande aux dirigeants des trois communautés de cesser les hostilités et de reprendre des négociations. Elle appelle également le Conseil de l'Europe à intervenir pour faciliter la paix en Bosnie.

Le 19 septembre, le Parlement européen a tenu une séance d'urgence pour discuter de la situation en Bosnie-Herzégovine. M. J. Delors, président du Parlement européen, a déclaré que le Parlement était « profondément préoccupé » par les événements en Bosnie. Il a appelé les dirigeants des trois communautés à cesser les hostilités et à reprendre des négociations.

Le 20 septembre, le Parlement européen a tenu une séance d'urgence pour discuter de la situation en Bosnie-Herzégovine. M. J. Delors, président du Parlement européen, a déclaré que le Parlement était « profondément préoccupé » par les événements en Bosnie. Il a appelé les dirigeants des trois communautés à cesser les hostilités et à reprendre des négociations.

Le 21 septembre, le Parlement européen a tenu une séance d'urgence pour discuter de la situation en Bosnie-Herzégovine. M. J. Delors, président du Parlement européen, a déclaré que le Parlement était « profondément préoccupé » par les événements en Bosnie. Il a appelé les dirigeants des trois communautés à cesser les hostilités et à reprendre des négociations.

Le 22 septembre, le Parlement européen a tenu une séance d'urgence pour discuter de la situation en Bosnie-Herzégovine. M. J. Delors, président du Parlement européen, a déclaré que le Parlement était « profondément préoccupé » par les événements en Bosnie. Il a appelé les dirigeants des trois communautés à cesser les hostilités et à reprendre des négociations.



## AFRIQUE

ALGÉRIE : après la proposition du porte-parole du FIS

## Peut-il y avoir dialogue avec des « islamistes de bonne foi » ?

ALGER

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas par hasard si, dans un entretien accordé au Monde, M. Rabah Kébir, représentant « mandaté » du Front islamique du salut (FIS), insiste sur la disposition des siens à un « dialogue sincère » avec le pouvoir (le samedi 18 septembre). N'est-ce pas, en effet, à partir du 21 septembre que des « discussions » doivent avoir lieu entre le Haut Comité d'Etat (HCE) et « les personnalités, organisations et associations à caractère politique » ? Conversations auxquelles le parti intégriste ne devrait pas être invité à participer, faute de se ranger parmi ceux qui condamnent sans équivoque la violence.

Autre coïncidence : les déclarations de M. Kébir suivent de quelques semaines l'entretien accordé par M. Mohamed Hardi, ministre de l'Intérieur, au quotidien *El Watan*, dans lequel il promettait notamment à ses « frères islamistes »

« de bonne foi » d'accélérer le retour au processus électoral interrompu au mois de janvier 1992, « s'ils se démontrent totalement de la pratique du terrorisme, la condamnation et le combat ».

La chute du moment importe donc beaucoup plus que le contenu des propos de M. Kébir. Car, sur le fond, le dirigeant intégriste continue d'entretenir le flou sur la responsabilité du FIS dans le vague d'attentats et de sabotages qui frappe le pays. En outre, la « main tendue pour la paix civile » continue de l'être à des conditions inacceptables pour le pouvoir : libération de tous les détenus et reprise du processus électoral interrompu, puis, satisfaites, elles permettraient au parti islamiste, aujourd'hui dissous, de revenir en force sur le devant de la scène politique.

En réalité, le FIS n'a jamais cessé de souffler le chaud et le froid. Au début du mois d'août, dans une lettre clandestine, il

avait déjà offert d'entamer un « dialogue sincère » afin de « sauver l'Algérie », mais il avait averti qu'il ne pourrait pas indéfiniment contenir sa colère. Quelques jours plus tard, par le même canal, le FIS menaçait de créer un gouvernement provisoire et de transformer le « mouvement islamique armé » en une véritable armée de libération.

Un dialogue avec les « barbus » est-il, malgré tout, envisageable ? Les principaux partis poussent le HCE à ne pas leur claquer la porte au nez, quitte à s'entourer de précautions, pour garder la maîtrise des choses.

Ancien président de la commission des affaires politiques et des relations extérieures du bureau exécutif du FIS, M. Kébir est l'homme idéal pour lequel nous les fils du dialogue ? Caneblé comme un « modéré », cet enseignant, membre du courant dit « algérien » du parti intégriste, a-t-il habilement trompé la vigilance de ses gardiens lorsqu'il a

lui Collo, petite ville côtière à l'est du pays, où il était assigné à résidence depuis le printemps dernier ? Ou bien lui a-t-on facilité les choses pour disposer d'un interlocuteur valable tandis que tous les autres sont en fuite ou sous les verrous ?

Une autre figure de la scène politique semble offrir ses bons offices : M. Taleb Ibrahim, membre du comité central du FLN et ancien ministre des affaires étrangères.

Au sein de la nomenclature politico-militaire, le débat ne paraît pas tranché entre ceux qui veulent dialoguer sérieusement avec les islamistes, ceux qui entendent choisir leurs interlocuteurs intégristes et ceux qui, partisans de la méthode forte, renvoient tous les « barbus » dans les casernes. Mais un pouvoir faible a-t-il encore le choix de sa politique ?

J. de B.

d'Algérie et l'un des artisans des réformes libérales, l'instruction relative au commerce extérieur, qui vise à rétablir une gestion centralisée des devises — tendraient à prouver qu'après une longue traversée de la mer, le pouvoir algérien est à lui-même, tout aussi interventionniste que jadis. Qu'il en soit, chacun s'accorde à admettre que sa marge de manœuvre est fort étroite et qu'une politique d'austérité absolue, sans importations massives pour relancer la machine économique, n'est pas viable au-delà de quelques mois.

Trop de tergiversations obligent maintenant à aller plus loin que les réformes et à aller à l'essentiel, assure M. Hamrouche. L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a dressé un premier état des lieux : plus de 100 000 agents des entreprises nationales subissent des retards de 1 à sept mois dans le paiement de leur salaire, tandis que 50 000 sont inoccupés de licenciement. « Nous nous refusons à donner un chèque en blanc à ceux qui veulent déstabiliser le secteur public », affirme M. Sidi Salid, numéro deux de la centrale syndicale, qui entend en « exorciser aucun moyen de lutte ou de contestation ». Il n'y aurait pas de réformes, il n'y aurait pas de réformes. Et d'ajouter à l'adresse d'une base remuante, contaminée par le virus islamique : « Nous sommes inattaquables. On ne s'est jamais compromis avec le pouvoir ».

## Les divisions du pouvoir

Chahuté par les vagues de la contestation, le pouvoir prend cas de toutes parts, et ceux qui tiennent le timon ont du mal à chapeauter leurs équilibres. Les divisions, malgré l'isolement dans lequel ils se confinent, tant en manquant le bâton, M. Hardi n'annonce-t-il pas la prochaine libération de la « quasi-totalité » des détenus intégristes et n'invite-t-il pas les islamistes à faire cause commune avec le gouvernement pour guérir les « cancers » dont souffre l'Algérie ? D'autres, en haut lieu, jugent que le ministre de l'Intérieur s'est trop avancé et que « les choses sont beaucoup plus complexes qu'il ne le dit ». Du coup, face à cette « chienne », l'idée que l'armée puisse se résigner à

gérer directement — plutôt que par politiciens interposés — les affaires du pays commence à prendre quelque consistance.

Pour se rassurer, les gens au pouvoir pratiquent la méthode Coué. « Ce qui nous arrive est un signe de bonne santé », se félicite un responsable. A la différence du Maroc, l'Algérie est un « îlot », un insularisme, sans cesse à la recherche d'un « mieux-être ». Notre pays vit dans un état de crise, persistant depuis les émeutes d'octobre 1988, et, malgré tout, il tient le coup... »

Les milieux officiels s'emploient néanmoins à déborder des boues émissaires. Ainsi, opposent-ils l'époque Boumedienne, celle de « la grandeur de l'Algérie », à l'ère Chadli, celle de la décadence libérale. Comme si la nomenclature politico-militaire n'avait pas commencé à mettre le pays en pièces, avant même cette « décadence libérale ». L'ombre du socialisme triomphant. Autre parole du pouvoir : évoquer « la main de l'étranger », comme l'a fait insidieusement M. Abdesslam après l'attentat de l'aéroport d'Alger. S'ensuit encore une campagne de presse délirante contre « les ennemis d'hier », singulièrement la France « revancharde », « bellécliste », « ingrate », « sans cœur », et, au bout du compte, amie des « barbus ».

La population, dans son ensemble, paraît faire peu de cas du discours officiel. Un mot, dans le sabbat local, résume son état d'esprit : « dégoût ». Beaucoup d'Algériens se disent, en effet, dégoûtés de tout, des maquillages islamiques ou « démocratiques », inconscients après l'assassinat de M. Obamed Boudiaf, qui « allait enfin punir les voleurs ». Et, de tous âges, tous milieux, ils sont fous à vouloir traverser l'eau. « Je suis en France, chez un jeune Algérien, et je dors bien... »

L'histoire est-elle vraiment en train de bégayer ? En 1961-62, derrière la violence, il y avait une formidable expérience, celle de l'indépendance, remarque un observateur avisé de la scène algérienne. Aujourd'hui, derrière la violence, il n'y a plus d'expérience du tout, plus rien d'autre qu'un grand vide... »

JACQUES DE BARRIN

a-t-on indiqué de source diplomatique. Les discussions avaient abouti à la rédaction d'un document commun, mais il y a eu finalement désaccord, les rebelles ayant proposé la création d'une présidence collective de sept membres en attendant des élections libres, tandis que les représentants de l'armée conseillaient à leurs interlocuteurs de se constituer en parti politique et de rejoindre l'actuel gouvernement provisoire. — (Reuters)

ministre de l'Intérieur a indiqué jeudi 17 septembre que son collègue chargé de la justice était en Algérie pour s'informer sur les moyens juridiques d'obtenir l'extradition des « rebelles » touragés arrêtés dans le Sud algérien. Le 10 septembre, le radin nigérien avait annoncé l'arrestation en Algérie de 72 « rebelles » du Front de libération de l'Afrique et de l'Azawak (FLAA), parmi lesquels le commandant militaire de l'organisation. M. Rissa a Boula. D'autre part, le préfet de l'ahoua a indiqué qu'un chef coutumier touarag s'était engagé à collaborer avec les autorités — et un de ses serviteurs ont été tués lundi à Tillia par des rebelles. — (AFP)

RWANDA : rupture des pourparlers entre le gouvernement et les rebelles. — Les pourparlers entre le gouvernement et les rebelles du Front patriotique du Rwanda (FP), qui avaient débuté il y a dix jours à Arusha, en Tanzanie, ont été rompus jeudi 17 septembre.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

## ASIE

CAMBODGE : alors que les Khmers rouges réintègrent la commission militaire

## Les premiers « casques bleus » japonais sont en route

Les Khmers rouges ont mis fin, jeudi 17 septembre, à trois mois de boycottage de la commission militaire chargée de la mise en œuvre du cessez-le-feu au Cambodge. Ce geste est perçu comme un signe important de la volonté de ce mouvement de reprendre sa coopération au processus de paix engagé sous l'égide de l'ONU. Cependant, les premiers « casques bleus » japonais ont quitté leur pays à destination du Cambodge.

TOKYO

de notre correspondant

Petits drapeaux agités par l'assistance, larmes des familles et marche militaire : le départ, jeudi 17 septembre, du premier contingent de soldats japonais pour le Cambodge n'est pas un événement plein d'émotion. C'est le premier pas depuis la seconde guerre mondiale, certes, dans un autre contexte, que des soldats nippons seront déployés hors du pays.

Les 420 hommes et leur matériel ont quitté Kure, dans la préfecture d'Hiroshima, à bord de deux unités de la marine. Ils atterriront à Kompong-Som le 2 octobre. Deux autres contingents, surtout composés de forces terrestres, partiront par avion en octobre. Tokyo enverra au total 1 800 hommes au Cambodge. Ils seront utilisés à des travaux de génie.

CACHEMIRE : exécution de deux officiers indiens. — Des indépendantistes musulmans du Cachemire ont annoncé, le jeudi 17 septembre, l'exécution de deux officiers indiens qu'ils gardaient en otage depuis plus de six mois. Le Front de libération du Cachemire et du Jammu (JKLF) n'assure que les deux hommes ont été exécutés après une tentative de fuite. — (UPI)

PAKISTAN : cinquante morts lors d'affrontements entre tribus. — Des affrontements à l'arme lourde entre deux tribus pachounes ont fait 50 morts et 70 blessés dans le Kuram, à la frontière de l'Afghanistan, a-t-on appris le jeudi 17 septembre. Les Ouzbeks et les Khadzhaks s'opposent pour une riche bande forestière qu'ils ont longtemps partagée pacifiquement, mais dont ils ont récemment revendiqué des portions plus larges. — (AFP, UPI)

## AMÉRIQUES

BRÉSIL

## Drames familiaux pour le président Collor

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

La crise politique brésilienne a pris un tour douloureux pour le président Fernando Collor de Mello, accusé d'avoir bénéficié d'un vaste réseau de recyclage de fonds secrets. Sa mère, Mrs Leda Collor, a été hospitalisée dans un état grave, jeudi 17 septembre à Rio-de-Janeiro, après avoir été victime d'un infarctus. Cette attaque cardiaque survient le jour même de la publication, par le *Journal do Brasil*, d'une interview virulente du frère du président.

M. Pedro Collor avait lancé, en mai, les premières accusations de corruption à l'origine du scandale actuel. Il a qualifié le chef de l'Etat, au cours de l'entretien, de « mégalomane aveuglé par le pouvoir », affirmant qu'il avait commis une succession d'erreurs impressionnantes. Dans ses déclarations, accordées avant de quitter Miami, où il réside depuis le mois de juillet, pour rejoindre São Paulo, M. Pedro Collor a réaffirmé qu'il n'éprouvait « aucun remords ». Il a dit espérer que « la loi serait appliquée dans toute sa rigueur », à l'égard de son frère, menacé de destitution, et du financier de sa campagne électorale, M. Paulo César Farias.

Le président s'est rendu au chevet de sa mère, âgée de soixante-seize ans, dont l'état de santé est considéré comme « stationnaire ». Mme Collor avait soutenu le chef de l'Etat dès le début des révé-

lations le concernant et avait écarté M. Pedro Collor des responsabilités qu'il détenait dans l'entreprise de communication familiale. Elle avait personnellement été mise en cause, par la commission parlementaire d'enquête sur le scandale, pour avoir bénéficié de chèques provenant de l'entourage de M. Farias.

## Indices concordants

Le procureur général de la République, M. Aristides Juaqueira, a fait parvenir lundi au président Collor un questionnaire précis sur les faits qui lui sont reprochés, en indiquant que des « indices concordants » semblent démontrer « des faits délictueux ». Le chef de l'Etat doit faire parvenir sa réponse écrite à la Cour suprême avant le 30 septembre. Il doit aussi, avant le 22 septembre prochain, présenter sa défense devant l'Assemblée nationale. Le président de la Chambre, M. Iseco Pinheiro, a d'autre part annoncé la création d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'utilisation de fonds publics éventuellement destinés à des dépenses en échange d'un vote négatif lors du prochain scrutin sur la suspension du président. D'importantes manifestations contre M. Collor sont prévues cette fin de semaine, notamment à São Paulo.

DENIS HAUTIN-GURAUT

COLOMBIE : deux guérilleros tués lors d'une tentative d'enlèvement d'un évêque. — Deux guérilleros colombiens de l'Armée de libération nationale (ELN) ont été tués, jeudi 17 septembre, alors qu'ils tentaient d'enlever l'évêque du diocèse de Santa-Rosa-de-Osco, Mgr Joaquim Garcia, a-t-on appris de source militaire. Les guérilleros ont été tués par des soldats, alors qu'ils tentaient de s'emparer du prélat à l'aéroport d'Otú, dans la commune de Remedios (nord-est de la Colombie), a annoncé le général Marino Gutierrez. — (AFP)

VENEZUELA : des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait un mort. — Un étudiant a été tué par balles, jeudi 17 septembre à Maracay (70 kilomètres à l'ouest de Caracas), au cours d'affrontements entre des manifestants et la Garde nationale (police militaire). Des manifestations contre le gouvernement ont par ailleurs eu lieu à Caracas et dans plusieurs autres villes, malgré les mises en garde du ministre de l'Intérieur, qui menaçait d'empêcher ce qu'il avait qualifié de « tentative de déstabilisation ». — (AFP)

## Brouillards algériens

Suite de la première page

En définitive, quelle que soit l'identité des commanditaires de ces violences — islamistes, affaristes, politiciens — le pouvoir doit faire face à un phénomène de grand banditisme, dont il se doit à s'occuper l'ampleur parce qu'il s'agit des fondements mêmes de l'Etat. L'enquête sur l'assassinat de l'ancien président Mohamed Boudiaf tourne en rond et semble s'orienter vers la thèse hautement contestable de l'acte isolé, alors que vingt-trois membres de la garde présidentielle sont, aujourd'hui, sous les verrous. Quoi qu'il en soit, l'attentat de l'aéroport d'Alger, tout porte à croire qu'il ne sera guère fait diligence pour en dénicher les auteurs.

Le pouvoir est désarmé en dépit des nouvelles réorganisations antiterroristes, derrière lesquelles il se retranche. Dans un récent entretien accordé au quotidien *El Watan*, M. Mohamed Hardi, le ministre de l'Intérieur, disait son souci d'équiper le pays d'un « appareil sécuritaire » à la dimension des problèmes de l'heure. « Ce traitement exclusivement sécuritaire a montré ses limites », affirme M. Mustapha Bannadef, secrétaire général par intérim du Front des forces socialistes (FFS). J'ai peur que l'on déroute ainsi le prisme rouge sous les pas des islamistes.

## « Mur patriotique »

Les questions de sécurité sont au cœur des « discussions bilatérales » que le Haut Comité d'Etat (HCE) se propose d'engager, « à partir du 21 septembre », avec les forces vives du pays. La seule condition que celle-ci aient publiquement et clairement condamné la violence. Ce dialogue, aux yeux d'un pouvoir peu avare de formules archaïques, devrait déboucher sur la création d'un « front intérieur » la construction d'un « mur patriotique ».

Annoncées quatre jours après

AFRIQUE DU SUD : préparations d'une loi supprimant certaines prérogatives desbantous. — Le gouvernement présentera le mois prochain au Parlement un projet de loi portant sur la réintégration des armées, des policiers et des systèmes d'enseignement desbantous dans l'administration sud-africaine. — (AFP)

GHANA : le chef de l'Etat démissionne de l'armée pour se présenter à l'élection présidentielle. — Selon un communiqué diffusé jeudi 17 septembre, le chef de l'Etat ghanéen, le capitaine Jerry Rawlings, a démissionné de l'armée, confirmant ainsi sa candidature à l'élection présidentielle

de novembre prochain. L'ancien lieutenant des forces armées, qui a pris le pouvoir en 1981, sera le candidat du Congrès national démocratique (NDC, pro-gouvernemental). — (AFP)

MALI : le procès de l'ancien président Moussa Traoré reprendra en novembre. — Le procès pour « crimes de sang » de l'ex-président Moussa Traoré reprendra le 26 novembre à Bamako, a annoncé jeudi 17 septembre le ministre de la justice, en précisant que l'Etat malien avait renoncé à se constituer partie civile. Ce procès avait été suspendu le 4 juin, quelques heures après son ouverture, en raison de la défection des avocats de la défense, qui jugeaient les conditions de sécurité insuffisantes. La décision de l'Etat de se constituer partie civile avait suscité la colère de la population. — (AFP, Reuters)

NIGER : le gouvernement souhaite l'extradition des « rebelles » touaragés arrêtés en Algérie. — Le



## MAURICE PEYROT



هكذا من الإلهام

12 Le Monde • Samedi 19 septembre 1992 •

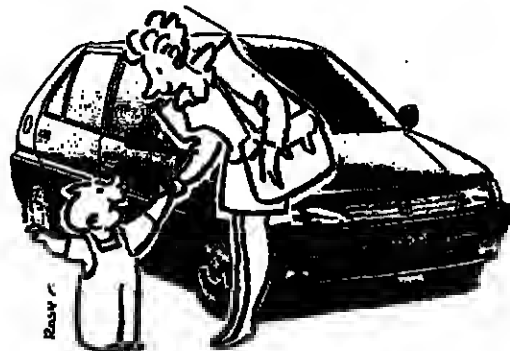
## Les Avant-Premières Peugeot, du 17 au 28 septembre.

*Toute la France en parle...*



**"Boudiou ! Les nouvelles 106  
5 portes et Diesel !"**

(1)

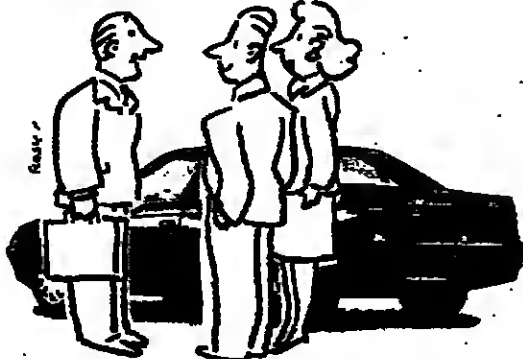


C'est une autre surprise de taille ! La nouvelle 106 existe maintenant en 5 portes. C'est plus pratique pour voyager en famille et ça lui va bien. Et pour plus d'agréments et d'économies (3,7 l. à 90 km/h)\*, la nouvelle 106 existe aujourd'hui en diesel. Toujours aussi belle, bien évidemment.

**"Bigre ! La dernière 405 avec  
toutes ses nouveautés !"**

A l'intérieur comme à l'extérieur, la nouvelle 405 conjugue harmonieusement séduction et nouveautés: nouvelle esthétique et nouveaux matériaux pour la planche de bord, nouvelles motorisations pour plus de souplesse et d'agrément de conduite,

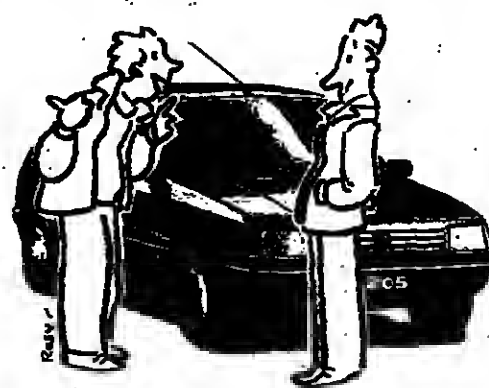
(2)



nouveau seuil de chargement pour un meilleur accès au coffre arrière.

**"Super ! La nouvelle 205 Junior  
complètement lookée "jean" !"**

(3)



La dernière 205 Junior va en faire craquer beaucoup. Avec son super look, elle va vous aller comme un jean.

**UN FESTIVAL DE RÉVÉLATIONS, DES REPRISÉS, DES REMISES, DES OFFRES SPÉCIALES  
DONT VOTRE VÉHICULE NEUF ÉQUIPÉ D'UN CODALARME POUR 100F DE PLUS SEULEMENT.\***

Opération du 17 au 28 sept. 1992 inclus. (1)(2)(3) Modèles présentés : 106 XTD - A.M. 93. Options : Jantes alu, Projecteurs anti-brouillard - 205 Junior - A.M. 93. Option : Peinture métallisée - 405 SRDT - A.M. 93. Option : Peinture métallisée. \*Consommations 106 XTD en litres aux 100km mesurées par l'UTAC : 5,2 l à 120 km/h - 5,6 l en parcours de type urbain. \*\*Voir modalités d'application sur les lieux de vente affichant l'opération - Réf. Codalarme II 9671.08. Sirène non fournie avec le Codalarme.

**RÉSEAU PEUGEOT.**



**PEUGEOT**



## SOCIÉTÉ

### MÉDECINE

Ouvrant de nouvelles perspectives médicales et scientifiques

## Une équipe de chercheurs français réussit une percée spectaculaire dans le décryptage de l'identité humaine

Dirigée par le professeur Daniel Cohen, directeur du Centre d'études de polymorphisme humain (Paris), une équipe de chercheurs français publie, dans le prochain numéro de la revue américaine *Cell*, les résultats d'un travail spectaculaire dans le domaine du décryptage de l'échelon moléculaire du patrimoine génétique (génomique) humain (1).

Produit des avancées conjointes de la génétique et de la biologie moléculaire survenues à la fin des années 80, le programme «génomique humaine» constitue l'une des aventures scientifiques les plus passionnantes du vingtième siècle. Il s'agit aussi, comme le souligne le biologiste Jacques Testart («Le Monde Sciences-Médecine» du 17 septembre), d'une entreprise qui pourrait rapidement contribuer, si aucun garde-fou n'est dressé, à la mise en chantier d'un nouvel enginsisme.

Le programme «génomique humaine» vise, à terme, au décryptage de la structure et de la fonction de l'ensemble du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine. Il s'agit, en d'autres termes, d'analyser l'enchaînement des séquences d'ADN, constituant des chromosomes et supports moléculaires de l'hérédité. On sait que cet ADN est

fait de l'ordonnement de quatre substances chimiques (4 bases) et que le génome humain est formé au total de 3 milliards de ces bases.

Il s'agit, en quelque sorte, de dessiner pour la première fois la cartographie de ce qui constitue à la fois le substrat, la mémoire et la spécificité de l'espèce humaine. Il s'agit aussi de dissocier, du point de vue de la génétique moléculaire, le «normal» du «pathologique», avec comme objectif le dépistage et la compréhension physiopathologique «fine» des affections génétiques (on en compte environ 3 000) qui peuvent frapper l'espèce humaine.

### Comme un «jeu de dominos»

En dépit des sommes investies et des progrès techniques dans ce domaine, on ne pensait pas pouvoir parvenir au décryptage complet du génome humain avant la fin du siècle. Après la publication dans la revue américaine *Cell* des résultats des chercheurs français, on devrait, selon le professeur Daniel Cohen, gagner plusieurs années et, dans le même temps, économiser des sommes considérables.

«Le génome humain fut décrypté en morceaux de près de 1 million de bases qui furent eux-mêmes clonés dans la levure de bière sous forme de chromosomes artificiels,

expliquent les chercheurs français. Cinq découpes différentes du génome ont été produites de manière que les chromosomes ne soient pas découpés au même endroit. Ces cinq découpes ont produit 22 000 fragments dont la position, la longueur des chromosomes, était a priori inconnue. Ces 22 000 fragments ont tous été analysés individuellement, afin d'obtenir, pour chacun d'eux, une empreinte.»

«Nous avons ensuite comparé deux à deux par ordinateur, pour l'équipe du professeur Cohen, les empreintes obtenues pour les 22 000 fragments afin de détecter des similitudes. En effet, deux fragments issus de deux découpes différentes mais provenant de la même région d'un même chromosome se chevauchent partiellement et possèdent sur une partie de leur longueur une séquence de base identique et donc des empreintes assez semblables. Comme au jeu de dominos, les fragments qui se chevauchent vont s'enchâsser les uns aux autres en un continuum restituant l'ordre chromosomique original. Aujourd'hui, cet enchaînement est encore interrompu en plusieurs points le long des chromosomes, mais plus de 1 000 tronçons ont été ainsi constitués et recouverts au total plus de la moitié de chaque chromosome, soit 50 % du génome humain. Par ailleurs, nous faisons la démonstration que l'analyse des 24 000 fragments supplémentaires

permettront d'obtenir d'ici à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine une couverture du génome humain de plus de 97 %.

Le nouvel outil, mis à la disposition des équipes de recherche du monde entier, devrait permettre de gagner quatre à cinq ans sur l'échec et de réduire, dans une proportion de cinq à dix, le coût initial prévu du programme mondial de séquençage du génome humain. Toujours selon l'équipe du professeur Cohen, ces résultats permettront aux scientifiques de découvrir beaucoup plus rapidement que prévu (entre 1 et 3 ans, au lieu de 5 à 10 ans) les gènes impliqués dans certaines maladies d'origine génétique.

### Le dépistage des affections génétiques

Pour le professeur Axel Kahn, l'un des meilleurs spécialistes de biologie et de génétique moléculaire, les résultats de l'équipe du professeur Cohen tiennent avant tout à l'association d'une technique remarquable et des possibilités d'application de la génétique. L'information que l'équipe a su développer est une sorte de «usine à gènes» — véritable modèle qui démontre aujourd'hui son efficacité, dit Axel Kahn. Pour prendre un exemple géographique, une fois le travail permis de dresser au plus vite une cartographie au 1 : 200 000 du génome humain, ce qui nous guidera fort utilement pour la localisation, l'identification de tel ou tel gène impliqué dans une affection. L'équipe de Cohen a, si l'on peut dire, au lieu de réaliser méthodiquement des photographies aériennes localisées de l'Hexagone, multiplié ces photographies et trouvé une méthode pour les agencer par rapport aux autres. Dès lors, nous savons que nous ne nous trouvons pas à plus de 100 kilomètres d'un gène pathologique.»

Au-delà des questions de méthode — approche chromosomique ou approche globale — un tel travail, à la veille d'une rencontre internationale attendue (2), vient poser avec une acuité plus grande encore la question des conséquences éthiques d'une telle entreprise. On peut se demander si l'utilisation qui pourra demain être faite du décryptage exhaustif du génome humain.

Pour l'heure, l'équipe du professeur Cohen s'en tient aux progrès qui pourront être accomplis dans la compréhension des maladies héréditaires, ainsi que des affections qui n'ont pas encore été identifiées. L'usage qui sera fait de l'information génétique sera de promouvoir énergiquement la compréhension des causes des maladies héréditaires, résume-t-elle avec enthousiasme. Celles-ci, au nombre de trois mille, sont responsables de 30 % de la mortalité infantile, mais aussi de la majorité des pathologies de l'adulte : diabète, asthme, allergies, rhumatismes, maladie d'Alzheimer, obésité, affections cardiovasculaires et cancers.

Mais jusqu'où ira-t-on dans la «compréhension» des causes de ces affections ? La mise au point d'un système de marquage génétique peut très rapidement conduire à une utilisation réduite, lors du diagnostic prénatal, ou encore sur l'embryon humain avant son implantation dans l'utérus. Elle pourrait aussi permettre de mieux saisir les mécanismes physiopathologiques de nombreuses affections, permettre la mise au point de nouvelles thérapies, autoriser la correction, à l'échelon du gène, d'organismes génétiquement malformés. Nul ne sait encore quel usage sera fait de cette fantastique percée dans la connaissance de l'humanité du vivant qui finira hienôt une méthode permettant sans doute de mieux traiter l'individu, mais aussi d'améliorer génétiquement l'espèce.

JEAN-YVES NAU

(1) «Mapping the whole human genome by fingerprinting yeast artificial chromosomes», *Cell*, date du 18 septembre. Ce travail associe, sous la direction du professeur Daniel Cohen, des chercheurs du Centre d'études sur le polymorphisme humain (Paris), du Génomique (Evry), de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (Le Chesnay, France) et du Département de génétique, moléculaire, biophysique et biochimie de la faculté de médecine de l'université Yale (New-Haven, Connecticut).

(2) «Human genome 92», 14-17 octobre, Nice-Aéroport. Cette conférence annuelle qui se tenait jusqu'ici à San Diego (Californie) sera pour la première fois organisée en France.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Deux autres jours de petite capacité existent en Suisse et en Allemagne.

### QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

VOUS êtes là, à moitié morts d'impatience et de curiosité. Vous donneriez n'importe quoi pour savoir comment la France va voter dimanche. Depuis le début de la semaine, pas un seul petit sondage à vous mettre sous la dent, alors qu'il en circule tout plein, sous le manteau, réservés aux décideurs. Eh bien, en voici un, le mien, réalisé, à votre intention, les 16 et 17 septembre, à partir d'un échantillon de la population du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Vous connaissez le sérieux de mes méthodes. Cet échantillon, je l'ai établi sur des critères parfaitement arbitraires avec le concours franc et hâtif des clients de Monty, notre adorable marchande de journaux, rue Feignière. En m'installant, fiches en main, derrière son comptoir. Aux heures de pointe, tôt le matin et en fin d'après-midi, on va au boulot ou on en revient. On est pressé. Et on me jette un oeil ou un non rien agacé pardessus son épaule. L'âge des dames et des dizaines de personnes consultées ? Leurs sympathies politiques ? Enfin, voyons, je ne me serais jamais permis de le leur demander ! Au rayon profession, là, j'ai

représenté des débouchés. «Serges, macquaire au Lido ?» «Des débouchés ? Pour qui ? Pour les Français ? Ils sont passés, ils préfèrent vivre ici. Pour les étrangers, ça ouïl On va être envahis. Si encore on pouvait leur refiler Mitterrand en échange. Mais il voudra pas décamer, vous verrez ! C'est nient ! Et Nicola, servieuse au Gabarit, le café à côté : «Pour moi, ce sera un non bien serré». Et M<sup>lle</sup> Jouan, elle tient un salon de coiffure avec sa fille Christine, à deux pas du

### Rue profonde



un peu de tout : cadre administratif, ingénieur, employé de bureau, médecin, infirmière, retraitée, afficheur, photographe, fonctionnaire, kinés, comptable, laborantine, chômeur, courtier, écrivain, étudiant, gardienne d'immeuble etc... sans. Vous désirez autre chose ? Un agriculteur ? Désolé, j'en manque, mais je peux vous proposer deux marchands de fruits et légumes. Et à part ça ? non, l'ouvrier, ce n'est pas la saison, le quartier, pardon. En revanche, j'ai un très bel assortiment de patrons de bistrot et de restaurateur.

Première constatation, les oui-oui sont aussi fermes que les non-non ! Et les peut-être-bien-que-oui, peut-être-bien-que-non sont bien décidés à se comporter en bons Français, pas en Normands, dimanche prochain. Enfin, à une exception près, personne n'a fait allusion à tel ou tel ténor du oui ou du non.

Explications de vote obtenues pendant les temps morts à l'occasion d'une valse-hésitation entre *Télé-Poche* et *Télé-Star*, *Vital et Santé*, *Monique*, d'abord. Elle, c'est non : «Déjà que le franc chute, la monnaie unique, ça tient pas debout. Dans la presse, ils cassent les prix pour faire la ratape des abonnés. L'automobile, ça ralentit. Le champagne, c'est raplapla. On nous taxe de partout, et en Somalie ils crèvent de faim. Non, mais où on va !» Marie, retraitée : «oui. Pour les jeunes. Moi, mon avenir... ! De toute façon, j'y comprends rien. Sauf que, comme ça, les technocrates, ils auront autre chose à faire qu'à nous embêter.» Abellaoui, le petit Arabe du coin, il mesure tout de suite 1,80 mètre : «Moi, si j'avais le droit de vote ça serait...non, rien...» Joseph Casaro (tailleur) et sa femme (institut de beauté) : «Deux fois oui !» Et «Cent fois oui !» pour Didier, responsable d'une agence de voyages. «C'est le

journal : «La même chose. A côté du chômage. Et Gérard, lui, il coiffe rue de Valenciennes : «oui. Plus jamais 1940 !»

Je vous attends d'ici : Tout ça, c'est bien joli, mais, en pourcentage, ça donne quoi ? Alors, voilà : Au ras du trottoir, chez les commerçants, les non se tassent. Et dans les étages, le oui grimpe à toute allure. Jeudi soir, il était monté, tenez-vous bien, à 64 %. Contre 27 % de non. Et 9 % de sans-opinion.

Effarés par la différence entre mes résultats et ceux d'IFOP, l'IFOP et autres EVA, il y a à peine dix jours, je ne me suis pas gêné, j'ai fait comme eux, je les ai légèrement corrigés.

En appliquant ce qu'on appelle des mesures de redressement. Fallait tenir compte de la façon dont je me suis présentée : *journaliste* dans un grand quotidien du soir. Ça impressionne. On se dit : ils doivent le vouloir, ce trait. On va pas le leur refuser, ce serait malpoli. Facteur de valorisation. J'enlève dix points au oui et les file au non.

Sans oublier ceux qui, dans leur précipitation, ont pris l'Europe pour le Monde et se sont bien gardés d'avouer qu'ils étaient contre. Huit points de plus pour le non. Il faut également savoir qu'en mettant leur bulletin dans l'enveloppe mes indécis auront glissé du même coup ou vers le oui ou vers le non. Je leur laisse... mettons... deux points. Et, le reste, je le distribue au petit bonheur la chance. Ça, c'est la marge d'erreur.

Résultat final : Oui 49 %. non 49 %. sans-opinion 2 %. Et en avant pour un second référendum ! oui, je sais, à force d'avoir les yeux fixés sur nous, le monde entier va finir par loucher. Mais, bon, la décision est trop grave pour qu'on puisse la prendre d'un seul coup.

### SCIENCES

Pour assurer le démantèlement de deux réacteurs nucléaires

## Une unité de traitement des aciers radioactifs est mise en place à Marcoule

Après le temps des bâtisseurs et des pionniers, voici venu, pour les gens du nucléaire, celui des démantelateurs. Un peu partout dans le monde, des spécialistes préparent, affinent ou testent les méthodes qui leur permettront de traiter et d'éliminer les déchets radioactifs des installations nucléaires vieillissantes afin de les rendre inoffensives pour l'environnement.

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), comme ses homologues étrangers, s'est déjà lancé dans de telles opérations au cours des

vingt dernières années. Ont été ainsi démantelées quelques petites installations : six réacteurs de recherches et maquettes critiques et huit «laboratoires chauds» et ateliers divers.

Mais, alors que le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne ont, à titre d'essai, entièrement démantelé chacun un réacteur de taille relativement importante, le CEA ne s'est pas encore lancé dans ce type d'opération, préférant, contrairement à ses homologues, diversifier ses compétences et être capable de

traiter les chantiers les plus divers. Aujourd'hui, le CEA vient d'inaugurer avec la mise en service d'une unité de traitement des aciers faiblement contaminés présents en grande quantité dans ce type d'installation. Premiers visés par ces mesures : les réacteurs G-2 et G-3 de Marcoule (Gard) qui, jusque dans les années 80, ont servi à la production de plutonium de qualité militaire pour la fabrication d'armes nucléaires. Il a en effet construit au sein même du bâtiment réacteur, avec l'aide des Ateliers du Haut-Languedoc, un atelier destiné à fondre les aciers les moins contaminés par la radioactivité pour en faire des lingots entreposés ensuite sur le site de Marcoule.

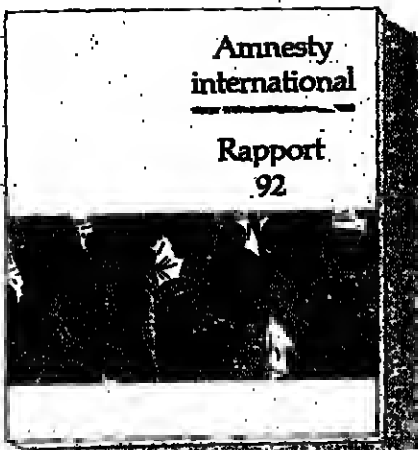
L'installation, qui n'a pas encore d'âge dans le monde, est en service industriel depuis le 27 avril 1992 (1). Elle a déjà fondé quelque 1 000 tonnes d'aciers divers en lingots de 25 kilos ou de 2 à 5 tonnes dont la matière reste sous surveillance étroite à Marcoule. Non pas que ces ferrailles soient dangereuses, mais plus simplement parce qu'elles présentent une radioactivité légère : de 1 becquerel par gramme à une trentaine de becquerels par gramme, légèrement supérieure à celle d'un acier ordinaire sortant d'une forge (0,6 à 0,7 becquerel par gramme).

Pas question donc de remettre sur le marché cet acier un peu spécial. D'autant qu'il n'existe pas aujourd'hui de norme internationale sur le sujet, mais seulement des recommandations. Toutefois, une partie des lingots les moins actifs devraient être en partie réutilisés par l'industrie nucléaire pour faire des bouchons destinés à des puits où l'on met des matières radioactives à «refroidir», et des guesues de fonte pour les lances de certains colles de déchets destinés à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

Cette aciérie d'une capacité de 12,5 tonnes par jour, dont la construction a coûté 43 millions de francs, devrait fonctionner pendant encore deux ans, le temps de débarrasser les réacteurs G-2 et G-3 de leurs 4 000 tonnes d'aciers faiblement contaminés. Ensuite, sous réserve d'autorisations données par les autorités de sûreté et les autorités de tutelle du CEA, elle pourrait continuer à fondre des ferrailles pour le compte d'autres installations nucléaires.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

142 pays. 345 pages. Malheureusement.



En librairie. 95 francs.

Disponible également par correspondance (120 F, port compris) à : Amnesty International BP 1148 69203 Lyon cedex 01. France. Ou par 3615 Amnesty.

PEUGEOT



## CULTURE

## THÉÂTRE

## Les tanguos de la maman

MORTADELA  
à la Cigale

L'image d'Alfredo Arias et de son Groupe TSE, c'est l'élégance d'exilés aristocratiques, un peu celle des princes russes, recevant les noctambules aux portes des boîtes de Pigalle, avec la même grâce courtoise que dans leurs poses perdus. Le théâtre d'Alfredo Arias entraîne une idée de raffinement intellectuel mêlé de féerie, évidemment présenté - on est sophistiqué ou on ne l'est pas - dans les banlieues dites rouges Saint-Denis et Aubervilliers, où Alfredo Arias a dirigé avec un constant succès la centre dramatique, Théâtre de la Commune.

Arias s'installe à Pigalle, pour un mois. Non pas à la porte d'une boîte, mais à l'intérieur d'un «caveau» portant sa poussière comme un manteau royal, la Cigale. Et met toute son intelligence scénique au service d'un type de spectacle généralement considéré comme simpliste, pour ne pas dire mineur : le cabaret. Le vrai, l'authentique, celui qui a fait la route depuis Washington jusqu'à Buenos Aires, (le Monde du 10 septembre), pendant un peu de ses plumes à chaque étape, mais gagnant beaucoup de force et de souplesse.

Surprenant Alfredo, le plus «distant» des non-brechtiens, qui pour une fois se dévoue par le biais de tout ce qui n'est pas son théâtre. Fumidable Arias, qui raconte son enfance, son Buenos Aires, les travestissements comme des reflets inversés, la Carmen Miranda miniature, le magicien aux trucs usés, le boucher, la femme du charcutier, les enterrements,



Marilu Marini

la grand-mère italienne, le virago espagnol, le beau motard, les tanguos de la maman, le mariage inconnu, les grivoiseries joyeuses, la mort, les musiques cubaines, américaines, européennes, les pique-niques au bord du fleuve boueux, le radio, le public pris par la main... Toute l'âme d'Alfredo Arias, tout son être en chansons, en photos Polaroid de ses souvenirs, intimement inscrites dans le cadre du théâtre : Mortadela.

Ce n'est pas l'enfant qui parle, mais l'homme de théâtre qu'il est devenu. Il ne ment pas quand il affirme vouloir éviter le piège de la reconstruction. Ce qu'il offre, c'est sa mémoire en fragments jetés comme des pétales juste légèrement fanés, mais gardant quelque chose de leur parfum.

Mortadela : un défillement de plaisir plein de découvertes et de réminiscences, quatre-vingt-deux minutes de spectacle minimal et musical, trivial et tendre, pauvre et somptueux, mené par Oscar Sisto. Alfredo Arias a réuni une troupe fantastique autour de Marilu Marini, insaisissable clownesse, belle comme le diable du charme. Didier Gaudy joue les hommes à côté de deux géantes truculentes, Adriana Piqueras et Cecilia Rossetto, de Haydée Alba, émuevante maman aux tanguos, de Pilar Rabollar, invraisemblable Carmen Miranda, et d'une chanteuse d'exception, Alma Rosa. Mortadela ne dure qu'un mois : il faut se dépêcher.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 h 30. Jusqu'au 11 octobre. Tél. : 42-33-43-00.

## Sancho Pança et l'ETA

Polémique en Espagne  
autour d'une pièce d'Alfonso Sastre  
BAYONNE

de notre correspondant

Alfonso Sastre, l'un des grands dramaturges espagnols, est au cœur d'une polémique inattendue, à propos de sa pièce *Le Voyage infini de Sancho Pança*. A l'origine, une journaliste qui, dans *El País*, qui a mal saisi une phrase du texte. Alors que Don Quichotte prête serment sur «la Trinité de Gaeta», en référence à une citadelle sicilienne citée par Cervantès dans son œuvre, elle entend *la Trinité d'ETA*. Le fait que dans l'œuvre d'Alfonso Sastre Don Quichotte délivre plusieurs prisonniers parmi lesquels se trouve un galicien basque, qui n'hésite pas à lancer, en langue basque, deux slogans favorables à la libération des prisonniers - phrases souvent scandées lors des manifestations nationalistes en Pays basque - confirme l'opinion de la journaliste.

Dès lors, elle n'hésite pas à voir dans la supposée «Trinité d'ETA» une allusion directe à Francisco Mugika Garmendia («Pakito»), José Luis Alvarez Santa Cristina («Tello») et Joseba Arriaga Errostarbe («Tito»), les trois principaux dirigeants arrêtés le 29 mars par la police française à Bidart, près de Biarritz. S'appuyant sur sa critique, le *Partido popular*, de sensibilité conservatrice, demande la suspension des représentations, avec un argument supplémentaire : Alfonso Sastre, réfugié en France sous le franquisme, et qui vit en Pays basque dans la ville frontalière de Fontarabie, est marié à Eva Forest, aujourd'hui sénateur, affiliée à Henri Batistuta, une formation politique indépendantiste couramment présentée comme proche d'ETA.

Dans un souci d'apaisement, Alfonso Sastre a autorisé le metteur en scène à enlever la «Trinité de Gaeta» de son texte.

PATRICK BUSQUET

Manifestation des intermittents du spectacle à Paris. - Environ deux mille professionnels du spectacle ont manifesté, jeudi après-midi 17 septembre à Paris, au Palais-Royal à l'avenue Pierre-ler-Serbie, siège du CNPF, à l'appel des fédérations du spectacle CGT et FO. Les manifestants entendaient obtenir de l'organisation patronale la prorogation de leur régime d'assurance-chômage qui prend fin en principe le 30 septembre. Dans la matinée, le CNPF avait proposé aux syndicats la réunion, le 25 septembre, d'une commission paritaire paritaire-syndicats sur ce sujet. Enfin, les représentants CGT devaient rencontrer vendredi le président de l'UNEDIC, Bernard Boisson.

## CINÉMA

## Un revenant

Faulkner adapté dans un film disparu depuis vingt ans

TOMORROW  
de Joseph Anthony

Etrange affaire, pour un film étranger. *Tomorrow* (qu'il n'aurait pas été difficile de traduire par «Demain») a été réalisé en 1972 par le réalisateur américain Joseph Anthony, qui a aujourd'hui quatre-vingts ans, et dont ce fut le dernier film. Un homme difficile à cerner, auteur dramatique et metteur en scène de théâtre, décorateur, acteur, réalisateur de télévision - et qui, pour ne rien simplifier, a un honnyme à la carrière assez semblable.

Son premier film, *Faiseur de pluie*, réalisé en 1956 avec Burt Lancaster et Katharine Hepburn, lui valut une petite renommée que ne confirmèrent ni la *Menace de feu* (1956) qui inspira *Hellin Dolly*, ni l'intéressant *En lettres de feu* (1958), ni *Il a suffi d'une nuit* (1961), ni *L'arsenal de la peur* (1966), malgré la présence sur ses affiches de Shirley Maclaine, Anthony Perkins, Dean Martin, David Niven, Lea Massari, Ben Gazzara... Des films qui sont, pour la plupart, des adaptations à

l'écran de pièces de théâtre, le territoire naturel d'Anthony.

On ne trouve mention de ce *Tomorrow*, sorti à l'époque dans une seule salle d'East Manhattan, dans aucun dictionnaire, et même les réputés exhaustifs Tavernier et Coursodon, rédacteurs d'un *50 ans de cinéma américain* (chez Nathan) qui fait autorité, confessaient ne pas l'avoir vu. Qu'il faut Anthony dans leur dictionnaire, ils ne font mention du film qu'à propos de son scénariste, Horton Foote, auteur d'une adaptation pour la télévision en 1960, puis pour la scène en 1968 de la nouvelle de Faulkner (publiée dans le recueil *Le Gambit du cavalier* sous le titre français *Sans relâche*).

Autre curiosité : la manière dont le film parvient, vingt ans après, sur nos écrans. Un régisseur de *Greenard* en montre un soir une cassette à Gérard Depardieu. Celui-ci, qui sur des coups de cœur fait distribuer des films négligés par les circuits traditionnels (ainsi la récente rétrospective Cassavetes et les derniers Satyajit Ray) acquiesce les droits de *Tomorrow* pour la France.

Utile, et finalement principale étranger du film, la manière dont Anthony se tire d'une épreuve apparemment insurmontable, adapter Faulkner à l'écran, en s'éloignant de la lettre mais pas de l'esprit. Tout de suite le *Deep South* est là, pas dans le décor mais dans la langue - l'essentiel de l'histoire se passe en hiver, mais dans la rudesse palpable des matières et des mœurs, la violence sourde et le puritanisme aveugle. En voix off, le procureur Gavin Stevens, personnage-fil conducteur du recueil de nouvelles, commente le déroulement tragique d'un drame raconté par le long flash-back qui constitue l'essentiel du film.

## Situations de crise

La simple et triste histoire d'une pauvre fille errante, Sarah (Olga Bellin), recueillie par un paysan taciturne, Fentry (Robert Duvall), employé comme gardien d'une scène de théâtre, dans le jeu très Acteur's Studio d'Olga Bellin, dans les dialogues supérieurs.

Bizarrement, ces «scènes» aident le film au lieu de l'affaiblir. Ils instaillent une lenteur - confortée par l'extraordinaire interprétation de Duvall - qui convient aux personnages et à l'ambiance, et qui brise soudain, lors des situations de crise, un montage saccadé de gros plans d'une percussive puissance. Elles rendent presque palpable, comme s'il était un personnage réel, le destin qui frappe tour à tour les personnages, et qui (voix off) commente avec Faulkner semble un mauvais compositage tapi juste à la limite du cadre.

Elle autorise un enchaînement d'événements dans un élan à la fois paroxystique et quiescent : l'accouchement de Sarah, son mariage illégitime avec Fentry, le serment de l'homme à la femme agonisante, la mort et l'enterrement, le tout en cinq minutes de film, séquence d'une densité sidérante après les longs et nécessaires faux plans du début du récit.

La technique strictement cinématographique permet ensuite un joli raccourci dans la durée (les premières années de l'enfant élevé par ce faux père touché par un amour dont il paraissait incapable), avant de revenir séchement à un bien nommé «coup de théâtre», pour finir sur une mélancolie très littéraire, bouclant ce périple sur les traces de Faulkner.

JEAN-MICHEL FRODON

## 1 PLACE DU TROCADÉRO

avec Jérôme Savary

Catherine Arditi<sup>2</sup>, Jean-François Balmer<sup>1</sup>, Nathalie Baye<sup>4</sup>, Didier Bezace<sup>4</sup>, Christine Boysson<sup>5</sup>, Dora Doll<sup>3</sup>, Françoise Fabian<sup>3</sup>, Yveline Hamon<sup>6</sup>, Dominique Lavanant<sup>2</sup>, Marcel Maréchal<sup>1</sup>, Christine Murillo<sup>1</sup>, Jacques Weber<sup>5</sup>

Abonnements / Réservations / Renseignements / 47 27 81 15

France Inter

Télérama

1. dans *Mystification* de Diderot, mise en scène Jacques Weber 5 novembre 31 décembre / 2. dans *Les Rustres de Goldoni*, mise en scène Jérôme Savary, 20 novembre 10 janvier / 3. dans *Filomena Marturano* de De Filippo, mise en scène Marcel Maréchal, 21 janvier 13 mars / 4. dans *Les Fausses Confidences* de Marivaux, mise en scène Christian Rist, 3 février 20 mars / 5. dans *La Mégère apprivoisée* de Shakespeare, mise en scène Jérôme Savary, 23 avril 26 juin / 6. dans *Eva Peron* de Copi mise en scène Laurent Pelly, 27 mai 3 juillet.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

## VARIÉTÉS

## La passagère du Nordeste

Une chanteuse pour découvrir un autre versant du Brésil

ELBA RAMALHO  
A l'Elysée-Montmartre

«Eterna Nordestina», une éternelle Nordestine : Elba Ramalho incarne cette génération de Brésiliens qui n'ont pas eu la chance de naître dans le Sud prospère, mais qui ont su profiter des savoirs, des traditions, de l'imaginaire du Nordeste. On dit des femmes du Paraíba qu'elles sont têtes, volontaires. Née à Campina Grande, la capitale de l'Etat, havre de verdure aux portes du sertão aride, Elba s'en est allée faire carrière à Rio il y a vingt ans, après avoir débuté avec le Quinteto Violado, groupe phare de la musique nordestine.

A-t-elle pour autant renoncé à l'accordéon, aux *xaxó*, *balhão*, *forró*, toutes ces danses collées-serrées aux accents de campagne gourmande qui font les nuits chaudes de la Saint-Jean et le bonheur des mangeurs de maïs grillé ? Sûrement pas. «Le Nordeste se respecte pour ce qu'il est : une terre où les expressions culturelles sont infiniment diversifiées et riches. Malheureusement, au Brésil, le Sud boycotte son Nord.» Elba commence donc ses récitals par un hymne à l'indépendance du Nordeste, questionnement en forme de provocation : «Et si le Brésil était divisé en deux ? Et si le Nordeste faisait sécession ?»

Le Nordeste. Quel Nordeste ? Car de Salvador-de-Bahia, ville noire, à Recife, où les Hollandais ont laissé des empreintes indélébiles, il y a un monde. Indépendantiste, unificatrice, Elba Ramalho a joué en quatorze albums la carte de l'intégration musicale, sages défilantes de Chico Buarque de Hollanda, lors de la création en 1978 de l'opérette *Opera do Milandro*, une histoire de voyous cariocas (de Rio) adaptée de

l'opéra de quatuors, puis repris au cinéma par Ruy Guerra. Elba Ramalho porte aujourd'hui l'oreille aux nouvelles sonorités unies venues de Bahia. Elle vient de tenir pendant trois mois l'affiche du Caneco, la plus fameuse des salles de music-hall de Rio et de terminer un album, *Encanto*, où se mêlent d'entraînantes *forros* nordestins, les percussions noires de Bahia, la voix de Mangarath Menezes et des chanteuses de charme. «Du balné et du langoureux», qu'elle livre sur scène avec ses huit musiciens (dont un des meilleurs accordéonistes du Brésil, Oswaldinho). Elba Ramalho se veut «positive», et refuse la déprime face à «un Brésil toujours aussi divers, et qui continue sans se retourner son expérience démocratique».

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 19 à 19 h 30 à l'Elysée-Montmartre. Tél. : 42-52-25-15. Album : *Popular Brasileira*, CBS/DAM.

Précision. - La société Klein nous demande de préciser que Rameau n'est pas la seule marque de pianos encore fabriqués en France, puisqu'elle-même fabrique artisanalement des instruments dans ses ateliers de Montreuil (le Monde du 10 septembre). Trois modèles de pianos - représentant un total de deux cent cinquante instruments assemblés chaque année - sortent de ses ateliers : le modèle Junior, de cinq octaves (11 500 francs) ; le modèle Mélodie (116 cm de hauteur, 38 300 francs) et le modèle Symphonie (148 cm, 45 500 francs). Le Conservatoire supérieur de Paris s'est porté acquéreur de plusieurs pianos Klein.

## Fête de famille

LOIN DU BRÉSIL  
de Tilly

Tilly écrit généralement pour le théâtre, et aussi des chansons, toujours pour exprimer sa haine obsessionnelle de la famille. *Charcuterie fine*, sa première pièce, mise en scène par Michel Hermion, se passait chez des petits commerçants de province. La seconde, *Je ne suis pas un Brésilien*, est mise en scène par Michel Hermion, chez des NAF (Neuilly-Auteuil-Passy). Puis il a monté lui-même *Les Trompettes de la mort* et *Y a bon Bamboula*, sagas délirantes, méchamment sarcastiques, de quelques Dupont-la-Jolie.

Aujourd'hui, Tilly se sert du cinéma pour déverser une rage que rien, semble-t-il, ne peut apaiser. Il ne fait de cadeau à aucun de ses personnages, pas même aux enfants, déjà vicieux par la bêtise des adultes. Il réunit sa famille de prédilection, bien nauséabonde, dans une villa bretonne, à l'occasion de la Fête des mères. La mère, c'est Manuelle Riva. Son mari l'a quittée il y a des années, mais s'enfuit au Brésil avec sa propre sœur. Et elle trompe le dévoué de l'âge avec des gigolos miteux.

Un beau rôle pour Emmanuelle Riva, des dialogues percutants pour tous. On pourrait les transplanter directement sur scène. Le malheur du film est là : ce n'est pas un film. L'humour de Tilly, sa méchanceté incisive, sa souffrance vraie s'enlèvent dans la maladresse, et s'évanouissent. Si on ne le connaissait pas par ailleurs, on le trouverait seulement complaisant dans le sordide. Peut-être n'a-t-il pas trouvé de cinéaste désireux - ou capable - d'entrer dans son univers. C'est dommage.

C. G.

## Candidature truquée

BOB ROBERTS  
de Tim Robbins

C'est un bon gars, Bob Roberts. Visage avenant et belle prestation, il sait comme personne pousser la chansonnette country, sourire aux enfants et aux mamies, en servir cinq aux paysans. C'est une ordure, Bob Roberts, politicien ultraréactionnaire et sans scrupule qui met à profit sa réputation de vedette de variétés pour briguer un poste de sénateur de Pennsylvanie.

Discours fascinant à base de valeurs morales et familiales, de racisme et de démagogie, manipulation des médias et trucs des faits nourris des paroles des *babes folk* qu'il détourne au profit de sa campagne. De bourgeois en quartiers, le bel ambitieux ne déteste pas apparaître en cow-boy innuancé, précédant l'autocar noir comme l'enfer où gambade son escouade de conseillers techniques.

Réalisateur et interprète principal de ce pamphlet, Tim Robbins vise droit dans la cible du national-populisme qui empoise la politique américaine. Mais ce qu'il a à dire, il l'a dit en une demi-heure, et ne peut guère que le ressasser assez longtemps pour arriver à la longueur d'un film normal. Vient le soupçon d'un tantinet de narcissisme, voire de complaisance pour un personnage caricaturalement chargé de toutes les vices. Plus grave peut-être, Robbins-cinéma ne déteste pas apparaître en cow-boy innuancé, précédant l'autocar noir comme l'enfer où gambade son escouade de conseillers techniques.

J.-M. F.

## Délivrez-nous du mal

NOVEMBRE  
de Lukasz Karwowski

Fruit d'une coproduction entre la Pologne et la France, ce premier long-métrage d'un réalisateur de vingt-huit ans, qui a étudié le cinéma à l'école de Lodz, est un curieux exercice de style sur la dépersonnalisation de l'individu. Inspiré d'un fait divers, il raconte un cas d'«expossession» dans lequel intervient une sorte de mal métaphysique où le diable n'est pour rien.

Une étudiante, Sara, s'évanouit fréquemment. Transportée à l'hôpital, elle se maîtrise plus son comportement, se retrouve dans un univers nocturne, sensible provoquer des scènes de violence et de mort. Ni l'amitié d'une autre étudiante, Nowak, ni l'amour de Piotr ne peu-

vent la guérir. Un prêtre, qui ne pratique pas l'exorcisme, tente de la replacer sur le chemin de son identité. Un balancement constant, du rationalisme au mysticisme et à une horreur fœtale, place Sara - et les spectateurs - dans un *no man's land* entre la réalité et une fantasmagorie symbolique d'eau et de feu.

Lukasz Karwowski se réfère visuellement, mais avec modestie, à son grand aîné Wojciech Has (ici conseiller artistique) et surtout à Tarkowski. Le rôle du prêtre est tenu par Alexander Kaidanowski, qui fut l'acteur principal de *Shogun* en 1979, avant de passer à la réalisation. En Sara, cette «personne déplacée», la Française Marine Deleyme (vingt-trois ans) révèle un visage intéressant, une nature névreuse.

J. S.



هكذا من لا يملك

## CULTURE

### ARTS

## Langueur

Quoi de neuf dans les galeries parisiennes? L'absence de nouveauté

Soit une galerie allemande qui s'est installée à Paris il y a quelque temps, quand la crise du marché d'art était pas encore une évidence, la galerie Rüdiger Schötle (1). Qu'expose-t-elle pour son accrochage de rentrée? Des petits formats sur papier de Sol LeWitt et Bruce Marden, autrement dit de petites pièces signées par des artistes à la réputation largement établie depuis un quart de siècle, figures reconnues du minimalisme des années 60. Les Marden sont tout juste convenables, les LeWitt cruellement monotones.

Soit une galerie parisienne de premier plan, celle d'Yvon Lambert (2). Elle sacrifie elle aussi au culte ras-

sur du passé récent. Sur le sol gris, Carl Andre, autre minimaliste, a disposé des cubes de pierre grise reliés entre eux par des rectangles d'aluminium gris. Avec ces éléments réguliers, il dessine des grilles orthogonales, des carrés et des lignes droites. Il y a vingt ans, Carl Andre organisait des dispositifs géométriques à peu près identiques avec des cubes de bois et des briques. Les matériaux ont changé mais le système n'a pas varié.

Ce serait peu dire que des expositions de cette sorte ne contribuent pas à rendre attractive la rentrée des galeries. Récapitulations, réinterprétations, souvenirs, hommages : la mode

n'est guère au risque et à la nouveauté. Les noms inconnus sont de plus en plus rares dans les bêtes de vent, comme si la plupart des marchands procédaient au même raisonnement : « Puisque le marché est en crise, replions-nous prudemment sur les valeurs sûres ou supposées. Ne cherchons plus à surprendre, travaillons à rassurer nos collectionneurs. » Sans doute est-ce ce calcul qui détermine quelques-uns d'entre eux à ressusciter soudain l'art minimal et à tirer de l'oubli où ils descendaient docilement ces héros à demi-oubliés.

### Facilité et répétition

Le même raisonnement, enrichi d'une étape, assure la survie d'artistes plus jeunes qui, inlassablement, emploient et réemploient les procédés jadis mis au point par les tenants de l'art conceptuel. Ces néo-néo-duchampiens, académiques et inoffensifs, déclinent depuis une demi-douzaine d'années leurs variations sur le thème du ready-made et de la dérivation de l'art. Ces auteurs, il revient à Didier Vermeiren (3) et à Reiner Bergmann (4) de représenter cette école. Le premier expose donc des porcelaines métalliques montées sur roulettes. Les assemblages du second évoquent des objets très ordinaires, une horloge ou une lampe, à l'aide de matériaux de récupération. Ce n'est ni très dérangeant ni non plus très séduisant.

Où trouver de quoi se laver l'œil de ces banalités? Dans les très rares

galeries qui ne s'abandonnent pas à la facilité et à la répétition. Chez Claude Samuel (5), Henri Larrère présente ses sculptures récentes. Larrère, qui n'est pas un des favoris des musées, travaille le fer et le bois avec vigueur et volubilité, sans tomber dans le maniérisme ni le chic. Chez Innocenzi et Delsol (6), Michel Gouery accroche ses dernières peintures, délibérément équivoques, mêlant dévotement de figures géométriques, de réminiscences figuratives et de formes inventées, mi-végétales mi-animales. Voilà un artiste de trente ans qui maîtrise un vocabulaire pictural original, qui use d'un chromatisme étrange, nigre et pâle, qui compose adroitement ses tableaux et qui prend manifestement le plus grand plaisir à les exécuter. Et voilà un galeriste qui renoue avec le meilleur de son métier, la découverte.

PHILIPPE DAGEN

(1) Galerie Rüdiger Schötle, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, 75003 Paris; tél. : 44-59-83-84. Jusqu'au 14 octobre.

(2) Galerie Yvon Lambert, 108, rue Villard-de-Temple, 75003 Paris; tél. : 43-71-09-33. Jusqu'au 14 octobre.

(3) Galerie Ghislaine Hussonot, 5 bis rue des Haudriettes, 75003 Paris; tél. : 48-87-40-81. Jusqu'au 24 octobre.

(4) Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapoy, 75003 Paris; tél. : 43-04-00-34. Jusqu'au 31 octobre.

(5) Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges, 75004 Paris; tél. : 42-77-16-71. Jusqu'au 17 octobre.

(6) Galerie Innocenzi et Delsol, 18, rue Charlot, 75003 Paris; tél. : 48-87-41-63. Jusqu'au 15 octobre.

### MUSIQUES

## Palmarès du Concours de Besançon

Un Italien et un Chinois primés par le jury

L'Italien Tommaso Placidi, vingt-huit ans, vient de remporter le premier prix du concours de direction d'orchestre de Besançon. Il reçoit 30 000 francs et des engagements avec quatre orchestres français de région, l'Ensemble orchestral de Paris et l'Orchestre de chambre de Vienne. Né en 1964, à Rome, Tommaso Placidi a d'abord été élève dans la classe de piano de Louis Hiltbrand et de Maria Tipo, au conservatoire de Genève. En 1984, l'entame des études de direction d'orchestre avec Arpad Góczy, puis avec Oskar Suter. En 1988 et 1989, il suit les cours de perfectionnement de Gennadi Rodstvenski et de Ferdinand Leitner. Tommaso Placidi vit à Genève, où il enseigne le piano et la musique de chambre.

Le prix de la direction lyrique a été décerné au Chinois Ming Huang, vingt-neuf ans. Ce dernier reçoit 30 000 francs offerts par la Fondation France-Télécom et un poste de chef d'orchestre assistant au Théâtre du Capitole de Toulouse. Né en

1963 à Taipei (Taïwan), Ming Huang débute l'étude de la musique par la clarinette dans le conservatoire de sa ville natale. En 1990, il entre au Conservatoire national de musique de Paris dans les classes d'écriture et de direction d'orchestre. Il y travaille sous la direction de Jean-Sébastien Benesi et de Michel Pignatelli. Ming Huang vit à Paris. Il est professeur au conservatoire municipal de Digne, dont il dirige le chœur. Il est également chef de l'Orchestre des jeunes de l'Ile-de-France.

Présidé par le chef d'orchestre américain John Nelson, le jury de la quarante-deuxième édition du Concours de Besançon était composé d'Alexander Gibson (Grande-Bretagne), Jean-Pierre Rousseau (Suisse), Hans Ulrich Schmid, Volker Wandersheim (Allemagne), André Jouve et Guy Rogue (France).

L'absence de Radio-France a été remarquée lors de la finale du prestigieux concours, qui n'a pas été enregistrée pour être diffusée sur France-Musique.

A. L.

## La mort du ténor Henry Legay

Le ténor français Henry Legay est mort dans la nuit de mardi à mercredi dans un hôpital parisien. Il était âgé de soixante-deux ans.

Né à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1920, Henry Legay (de son vrai nom Henry Guay) avait d'abord été ajusteur-outilleur. En 1947, il sort du Conservatoire de Paris, son premier prix de chant en poche. La même année, il fait ses débuts à la scène dans une opérette, le *Maharaja*, aux côtés de Bourvil.

En 1950, Henry Legay est engagé par le Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles, puis en 1952 par la Réunion des théâtres lyriques nationaux. A l'Opéra-Comique, il chante les rôles de ténor du répertoire français. En 1954, il fait partie de la production des *Indes gaspées* de Rameau, à l'Opéra de Paris, et se produit ensuite dans *l'Enlèvement au sérail* de Mozart, *la Traviata*, de Verdi, et *Faust*, de Gounod.

### WEEK-END D'UN CHINEUR

**ILE-DE-FRANCE**  
Samedi 19 septembre : Corbeil, 14 h : art d'Asie; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Verreries-le-Buisson, 20 h 30 : verrerie moderne.

**DIJON**  
Dimanche 20 septembre : Châtillay, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Châtillay, 10 h 30 : accessoires de cinéma, cinéma, 14 h : pré-cinéma et cinéma; Châtillay, 14 h : mobilier, objets d'art; L'Isle-Adam, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Le Val-de-Saône, 14 h 30 : tableaux modernes; Provins, 14 h : mobilier, armes.

**PLUS LOIN**  
Samedi 19 septembre : Bourges, 15 h : ateliers; Douai, 14 h : jouets, soldats de plomb; Enzheim, 14 h 30 : argenterie, objets d'art; 20 h 30 : armes; Mayenne, 14 h : tableaux et sculptures modernes.

**DIJON**  
Dimanche 20 septembre : Aube, 14 h 30 : mobilier, argenterie; Châlons-sur-Marne, 14 h : art d'Asie; Devocoy (25), 14 h : mobilier, objets d'art; Doulens, 11 h et 14 h 15 : fécules à parfum, papillons; Limoges, 14 h : mobilier, objets d'art; Montauban, 14 h 30 : tableaux modernes; Noyon, 14 h 30 : mobilier, tableaux; Pont-Audemer, 14 h 30 : armes; Troyes, 14 h : tableaux, argenterie.

**FOIRES ET SALONS**  
Paris-Cord Palais, Paris-Village Saint-Paul, Paris « Numismatique », Boulogne-Saint-Antoine.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaud, directeur de la publication  
Bruno Fraissier, directeur de la rédaction  
Jacques Gully, directeur de la gestion  
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Fernandez,  
Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-95-25-25

Télécopieur : 40-95-25-99

ADMINISTRATION :

Tél. : (1) 40-95-25-25

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Télécopieur : 49-60-30-10

“Un fascinant et troublant duo d'actrices”  
LE POINT

“Génial Barbet Schroeder”  
FRANCE SOIR

“Thriller psycho-sexuel...Hommage raffiné à maître Alfred”  
LES INROCKUPABLES

SKYROCK

BRIDGET FONDA

JENNIFER JASON LEIGH

J.F. PARTAGERAIT APPARTEMENT

avec autre jeune femme.

Situé West Side New York

36 65 55 99

“Excellent thriller. Sombre, angoissant, superbement filmé”  
JDC

“Frissons garantis”  
PREMIERE

“Suspense hitchcockien”  
7 A PARIS

ACTUELLEMENT



## AGENDA

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-36-74-82). L'amour est aveugle : 22 h. Rel. dim. lun. 1 pour la route : Scènes d'amour : mer., mar. (en anglais), jeu., ven., sam. (en français) 20 h 30.

**AMANDIERS DE PARIS** (43-88-42-17). L'équivoque : mer., jeu. (dimanche) 20 h 30.

**ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU** (42-06-77-71). L'amour l'ot : 20 h 45 : sam. 17 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

**ARCANE** (43-38-19-70). Et 68 chez les Pujols : 20 h 30 : dim. 17 h. Rel. jeu., dim. soir.

**ARTISTIC - ATHÉVAINS** (48-06-38-02). L'Eloge de la folie : ven., sam., mer. 21 h : sam. 16 h.

**ATELIER** (42-06-77-71). L'Antichambre : 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

**BASTILLE** (43-38-19-70). Weimarland : mer., jeu. 21 h.

**SATEAU-THÉÂTRE NAUTILUS** (40-51-84-53). Le Misanthrope et l'Auvergnat : 20 h 30 : dim. 18 h. Rel. dim. soir. lun.

**BERRY-ZÈBRE** (43-57-51-55). Cet étrange animal : ven., sam. 17 h : mer., jeu. (dimanche) 20 h 30. Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.

## SPECTACLES NOUVEAUX

**CALIGULA**. Comédie-Française (40-15-00-15). ven., dim. mar. 20 h 30 et mer. 14 h (16).

**LE CLAN DES VEUVES**. Fontaine (48-74-74-40) (dim. soir. lun.). 20 h 45 : sam. et dim. 15 h 30 (16).

**DALVA**. Carrouxier Atelier du Chaudron (43-26-37-04). mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 16 h (16).

**IL Y A DES MATINS DIFFICILES**. Lucarne Forum (45-44-57-34) (dim.). 16 h 15 (16).

**L'ONCLOMAR**. Clichy (Petit Théâtre de Clichy) (40-87-12-72). mer., jeu., ven. et sam. 20 h 45 (16).

**UNE HISTOIRE DE L'IN**. Théâtre de la Main-d'Or Belle-d'Al (48-05-57-89) (dim.). 22 h (16).

**VOLTAIRE-ROUSSEAU**. Comédie de Paris (42-81-00-11) (dim. soir. lun.). 21 h : sam. 19 h 21 h 30 et dim. 15 h (16).

**UNE ASPRINE POUR DEUX**. Saint-Georges (48-76-63-47) (dim. soir. lun.). 20 h 45 : sam. 17 h et dim. 15 h 45 (17).

**LA CÉRISIAE**. Gennévilliers (Théâtre) (47-93-28-30). ven., sam., mer. 20 h 30 et dim. 17 h (18).

**BOUFFES PARISIENS** (42-36-50-24). La Jalousie : ven., mar. 20 h 45 : sam. 18 h : dim. 15 h 30.

**BOUFFES-THÉÂTRE OU XIXE** (42-36-35-53). Dramacules : ven., sam., dim. (dimanche) 19 h.

**LA BRUYÈRE** (48-74-76-99). Grôlez tout : mer., jeu. 21 h.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**CARTOUCHE-THÉÂTRE DE LA TEMPERIE** (43-26-36-36). Salle 11. Les Partis Martiaux : 21 h. Buffo : mer., jeu. 20 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-76-44-45). Y e-t-il un communiste dans la salle ? 21 h : dim. 15 h 30. Rel. dim. dim. soir. lun.

**GUICHET MONT-PARNASSE** (43-27-86-81). Les Femmes au tombeau : 18 h. Rel. dim. Les Larmes du crime : 20 h 30. Rel. dim. Violente, morte de rire : 22 h 15. Rel. dim.

**GYMNASÉ MARIE-BELL** (42-46-78-79). Solo : mer., mar., jeu. 20 h 30.

**HUCHETTE** (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 18 h 30. Rel. dim. La Lapon : 20 h 30. Rel. dim.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. La Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Feu la mère de madame : 20 h. Rel. dim. La Rire de Tchekhov : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge, il y a des maîtres difficiles : 19 h 15. Rel. dim. Adieu monsieur Tchekhov : 20 h. Rel. dim. La Bastille : 21 h 30. Rel. dim.

**MADELINE** (42-85-07-09). Long Voyage vers la nuit : 20 h 30 : sam. 18 h : dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

**MARAI** (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rel. dim.

**MARIE STUART** (45-08-17-80). Ven Gogh : Vincent : 19 h 15. Rel. dim. Sauvage Love : 21 h 15.

**MATHURINS** (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schurz : 20 h 30 : dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

**MÉTAMORPHOSIS** (42-61-33-70). Marchand de rêves : ven., sam., mer., jeu. 21 h : dim. 15 h.

**MICHEL** (42-65-35-02). Les Aviateurs : 21 h. Rel. dim.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

**THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Oursula Show : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesou : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**THÉÂTRE MAUREL-MICHEL GALABRI** (42-23-15-85). Gérard David : ven., sam., mer., jeu. (dimanche) 20 h 30. La Pour des couples : ven., sam., mer., jeu. (dimanche) 22 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON** (43-26-70-32). Méditerranée : ven., sam. 20 h 30 : dim. (dimanche) 15 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-43-43-63). Oh, les beaux jours ! 21 h : dim. 16 h. Rel. dim. soir. lun.

**THÉÂTRE SILVIA MONTFORT** (45-31-10-88). La Valse des toréadors : 20 h 30 : dim. 17 h. Rel. dim. soir. lun.

**TREMPIN-THÉÂTRE DES TRIDRÈRES** (42-64-81-00). Paroles de femmes : ven., sam., jeu. (dimanche) 20 h.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h. Rel. dim.

**LA VIEILLE GRILLE** (47-07-22-11). Lit : 20 h 45. Rel. lun.

**OSANG**, 14 h 30 : Danse : Caramba (1988) de Philippe Decouflé, Quai Bourbon (1987) de Luc Riolon, Yvette Chauvire pour l'exemple (1868) de O. Delouché, 18 h 30 : Mode : Lettre de Paris (1948) de Roger Lantier, le Paradis perdu (1938) d'Abel Gance, 18 h 30 : Soirée spéciale ébénistes, 19 h 30 : Zola la boxeuse (1992) de Karim Orid, la Guerre est finie (1956) d'Alain Resnais, 20 h 30.

**LES EXCLUSIVITÉS**

**AGANTUK LE VISITEUR** (ind. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaubourg, 8 (42-22-87-20) : Sept Recrues, 14 (43-20-32-22) : École de Bois, 5 (43-37-57-47) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-87-77).

**LE COUP DE FOUDRE** (All. v.o.) : École de Bois, 5 (43-37-57-47) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-87-77).

**L'ÉPIQUE IMPÉRIAL** (Chin. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

**HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS** II (Hong Kong, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

**LES FILMS NOUVEAUX**

**BOB ROBERTS**. Film américain de Tim Robbins, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LÉOLO**. Film canadien de Jean-Claude Lauzon : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LOIN OU BRÉSIL**. Film français de Thierry Née, v.o. : Les Trois Batailles, 8 (45-81-10-60) : Sept Passions, 14 (43-20-32-22).

**NOVEMBRE**. Film franco-polonais de Lukasz Karwowski, v.o. : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

**TOMORROW**. Film américain de Joseph Anderson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : Saint-André-des-Arts, 5 (43-26-58-00).

**INOCHINE** (Fr.) : George V, 6 (45-82-41-48) 36-65-70-74) : Sept Passions, 14 (43-20-32-22).

**L 627** (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-82-41-48) 36-65-70-74) : Bèngne, 6 (38-65-70-37) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : UGC Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LA CHÈNE**. Film roumain de Lucian Pintilie, v.o. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**HORIZONS LOINTAINS**. Film américain de Ron Howard, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-82-41-48) 36-65-70-74) : Bèngne, 6 (38-65-70-37) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : UGC Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LA CHÈNE**. Film roumain de Lucian Pintilie, v.o. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LOIN OU BRÉSIL**. Film français de Thierry Née, v.o. : Les Trois Batailles, 8 (45-81-10-60) : Sept Passions, 14 (43-20-32-22).

**NOVEMBRE**. Film franco-polonais de Lukasz Karwowski, v.o. : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

**TOMORROW**. Film américain de Joseph Anderson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : Saint-André-des-Arts, 5 (43-26-58-00).

**INOCHINE** (Fr.) : George V, 6 (45-82-41-48) 36-65-70-74) : Sept Passions, 14 (43-20-32-22).

**L 627** (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-82-41-48) 36-65-70-74) : Bèngne, 6 (38-65-70-37) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : UGC Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LA CHÈNE**. Film roumain de Lucian Pintilie, v.o. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**HORIZONS LOINTAINS**. Film américain de Ron Howard, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-82-41-48) 36-65-70-74) : Bèngne, 6 (38-65-70-37) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : UGC Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LA CHÈNE**. Film roumain de Lucian Pintilie, v.o. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) 36-65-70-72) : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-18-08) 36-65-70-72) : UGC Bataillon, 9 (45-82-20-40) 36-65-70-72) : Gaumont Parnasse, 14 (43-37-57-47) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-79) : UGC Mollat, 17 (40-68-00-18) 36-65-70-72) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-86-65-70-72) : Saint-Lazare-Pasquier, 3 (43-87-35-43) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) 36-65-70-72) : Gaumont Gobelin (ex Foyette), 13 (47-07-55-89) : Gaumont Assemblée, 14 (43-20-12-06) : Pathé Wapler, 18 (46-22-47-84) : La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LOIN OU BRÉSIL**. Film français de Thierry Née, v.o. : Les Trois Batailles, 8 (45-81-10-60) : Sept Passions, 14 (43-20-32-22).

**OSANG**, 14 h 30 : Danse : Caramba (1988) de Philippe Decouflé, Quai Bourbon (1987) de Luc Riolon, Yvette Chauvire pour l'exemple (1868) de O. Delouché, 18 h 30 : Mode : Lettre de Paris (1948) de Roger Lantier, le Paradis perdu (1938) d'Abel Gance, 18 h 30 : Soirée spéciale ébénistes, 19 h 30 : Zola la boxeuse (1992) de Karim Orid, la Guerre est finie (1956) d'Alain Resnais, 20 h 30.

**LES EXCLUSIVITÉS**

**AGANTUK LE VISITEUR** (ind. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) : La Saint-Germain-des-Pr



## Les désordres monétaires en Europe

### Le SME dans le coma

Le système monétaire européen (SME) est dans le coma. La sortie du système de deux grandes monnaies — la livre et le franc — décidée dans la nuit de mercredi à jeudi (le Monde du 17 septembre) conduit à une situation exceptionnelle, que le SME, créé en 1979, n'avait jamais connue jusqu'à présent et qui n'est pas prévue dans ses règles. Pour reprendre le chemin vers la monnaie unique, un conseil européen devrait tenter de remettre sur pied le SME.

Pourrait-il lui redonner vie ? L'issue du référendum français détermine certes la réponse. Si le « non » l'emporte, beaucoup d'experts pensent, comme M. Valéry Giscard d'Estaing, que l'on ira vers une dissolution du système monétaire européen (...) et un rebondissement de la crise monétaire (le Monde du 19 septembre). Il y aura, en tout cas, une incertitude politique forte, à Paris comme dans d'autres capitales européennes, rendant peu vraisemblable la reconstruction immédiate d'un système de taux de change stable en Europe.

Mais, même dans le cas d'une victoire du « oui », nombre de spécialistes se demandent si la remise sur pied du SME sera possible. Les deux pays qui sont sortis du mécanisme de change du SME mercredi soir, l'Italie et la Grande-Bretagne, ont certes marqué leur volonté d'y revenir. Rome, qui vient d'annoncer un sévère programme d'austérité, promet son retour lors de la réouverture du marché des changes, mardi 22. Le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, conditionnait vendredi celui de la livre à un changement de politique économique en Allemagne.

L'éventuelle réintégration de la livre et de la livre sera pourtant difficile. La crise actuelle est bien pour cause « de faiblesse des économies italienne et britannique », comme le soulignait jeudi à Compiègne M. Raymond Barre. Le redressement y sera long. Rien ensuite n'est prévu dans les règles du SME pour réintégrer les déserteurs d'un moment. Mais, au-delà de difficultés techniques, la suspension de la participation de deux pays importants du système lui porte un coup peut-être mortel. « Dispositif transitoire devant déboucher sur une monnaie européenne », selon la définition que rappelle M. Giscard d'Estaing, le SME n'existe que s'il fonctionne comme un moyen de discipliner ses adhérents. S'il est possible d'échapper aux sanctions, ce système perd toute crédibilité. Or, en matière monétaire, la crédibilité des institutions est essentielle.

La crise monétaire, tout en restant grave, semblait se stabiliser vendredi 18 septembre, se déplaçant des grandes monnaies vers celles de pays comme l'Irlande et le Danemark. La résistance à la spéculation s'organisait en effet dans les grands pays.

En France, M. Pierre Bérégovoy a indiqué jeudi soir 17 septembre, après un entretien avec le président de la République, qu'il serait bon de réunir « le plus tôt possible » le conseil européen — qui regroupe les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté — pour discuter des problèmes monétaires et des solutions à leur apporter. Cette demande avait déjà été formulée par l'Italie.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

### Le gouvernement britannique assure que le retour au sein du SME se fera « dès que les circonstances le permettront »

LONDRES

de notre correspondant

Alors que le gouvernement affirme que la Grande-Bretagne rejoindra le mécanisme de change du système monétaire européen (SME) « dès que les circonstances le permettront », la chute de la livre sterling s'est poursuivie sur les marchés des changes, en dépit d'une dévaluation de fait de la monnaie d'environ 11 %.

Le premier ministre britannique doit désormais répondre à deux questions cruciales : la livre sterling doit-elle réintégrer le mécanisme de change du système monétaire européen (SME) et, si oui, quand et à quelles conditions ? Sur le premier point, le gouvernement a répondu par l'affirmative, jeudi 17 septembre, en assurant que ce retour s'effectuerait « dès que les circonstances le permettront ».

La formule est vague à dessein. Elle rappelle cette autre lototaine promise de M. Thatcher (« lorsque le moment sera venu »), utilisée jusqu'à la corde par la « Dame de fer » pour justifier sa longue absence de voir la monnaie britannique intégrer le corset monétaire. Officiellement, le gouvernement de M. John Major n'a pas changé de stratégie : la livre doit retrouver une croissance durable, et l'appartenance de la livre au système des parités semi-fixes du SME, le moyen d'y parvenir.

Mais les circonstances ne sont plus les mêmes, il y a moins de huit jours, M. Major assurait qu'une dévaluation serait une « trahison de notre avenir », et sa crédibilité politique — sans parler de celle de sa politique économique — a souffert. Sa première tâche est donc de restaurer l'une et l'autre. Dans un premier temps, le gouvernement a fait, pour éviter d'élargir une brèche dans laquelle ne demandent qu'à s'engouffrer le Parti travailliste, et sans doute aussi les plus acharnés des « eurosceptiques » de la formation tory. Le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, dont la presse (quasi unanimement) et un nombre croissant de parlementaires conservateurs demandent le départ, est confirmé dans ses fonctions. Pour l'instant au moins, M. Lamont, ne sera pas le bon émissaire des événements de la politique gouvernementale.

L'intéressé a pris soin de multiplier les apparitions télévisées jeudi, soit pour le confirmer et se justifier : « Ce à quoi nous avons assisté au cours des derniers jours est un exemple d'événements sans précédent depuis plus de vingt ans », a-t-il affirmé : les décisions que j'ai prises relèvent du bon sens devant une tornade. J'ai mis en œuvre la politique de l'ensemble du gouvernement. » Reste la question de fond :

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

### L'Italie à l'heure de l'austérité

ROME

de notre correspondant

Avec une lire dévaluée de 7 % déjà cinq jours auparavant et sortie du système monétaire européen jusqu'au 22 septembre, le président du conseil italien, M. Giuliano Amato, n'avait guère le choix. Entre une opposition qui réclamait « un gouvernement de salut public » et une centrale syndicale dont le leader, M. Bruno Trentin, en appelait à « un cabinet de guerre », il fallait agir vite et fort. Jeudi 17 septembre, à l'issue d'un conseil des ministres particulièrement intense, le gouvernement a adopté une série de décrets-lois drastiques pour gérer les finances publiques en 1993.

Le plan d'austérité adopté par le conseil des ministres italien devrait apporter aux caisses de l'État quelque 93 000 milliards de lire (plus de 465 milliards de francs). Du jamais vu en effet. De quoi s'agit-il exactement ? Avant tout de tailler dans le vif des dépenses publiques, ce qui devrait rapporter environ 43 000 milliards de lire, auxquels s'ajouteront 43 000 autres milliards de lire de nouvelles entrées : le tout complété par 7 000 milliards supplémentaires qui, espère-t-on, seront réalisés au moyen des privatisations actuellement en discussion.

Parmi les principales mesures adoptées : les dépenses sont bloquées au niveau de 1992 ; pas d'augmentation dans la fonction publique où les coûts sont bloqués ; annulation du « fiscal drag » qui permettrait au contribuable de récupérer les effets de l'inflation sur son salaire et donc sur son taux d'imposition ; enfin « une taxe minimum » imposée pour les petites entreprises ; nouvelles taxes pour les plus grandes, tandis que, parmi les travailleurs indépendants, un patron ou pourra plus déclarer un revenu inférieur à celui de ses employés.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

### Le premier ministre espagnol minimise les conséquences de la dévaluation de la peseta

MADRID

de notre correspondant

Le ministre espagnol de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a expliqué jeudi 17 septembre au congrès des députés que la dévaluation de 5 % de la peseta était « un moindre mal », tout en rendant responsables les spéculateurs des pressions sur la devise espagnole. Cette explication a été jugée un peu courte par l'opposition. Le porte-parole du parti populaire, M. Rodrigo Rato, a qualifié cette mise en cause de « singulière », voyant dans ce réajustement monétaire la démonstration que « l'économie commence à prendre l'air ».

M. Solchaga a minimisé les conséquences négatives de cette dévaluation, tout en réaffirmant la nécessité d'une politique d'austérité à propos de laquelle l'État donnera l'exemple par la modération des augmentations salariales dans le secteur public. Le déficit public devra augmenter d'autre part

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.

Le franc faisait preuve vendredi matin d'une assez bonne résistance, après des interventions de la Banque de France, qui avait déjà engagé entre 5 et 10 milliards de francs jeudi. Il était coté en hausse contre le dollar et la livre. Face au deutschemark il s'inscrivait à 3,42 F soit à un centime de son cours plancher. Asez bonne tenue confortée par la très forte hausse du loyer de l'argent au jour le jour qui a atteint un moment plus de 20 %

contre 11 % jeudi, un taux de combat qu'on n'avait pas connu depuis les crises financières de 1981-1982, mais qui est redescendu en fin de matinée à 10 %.

En Italie, le gouvernement de M. Amato, réuni en « cabinet de guerre », a remporté plusieurs succès en faisant adopter des mesures draconiennes pour rétablir à terme l'équilibre des finances publiques : coupes dans les dépenses, prélèvements fiscaux, modification du régime des retraites.

Le lire devrait réintégrer le mécanisme du SME dès la semaine prochaine. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé lui aussi à réintégrer la livre dans le SME, mais M. Norman Lamont, le chancelier de l'Échiquier, a déclaré vendredi 18 septembre que des changements devaient intervenir dans la politique économique de l'Allemagne avant que la livre ne réintègre le SME. « Des circonstances le permettront », ont ajouté les proches de M. Major, dont la crédibilité semble sérieusement ébranlée par l'échec que représente la flotta-

ment de la livre et sa dévaluation de fait.



## ÉCONOMIE

## AFFAIRES

La crise du marché du poids lourd en Europe

Renault-Véhicules industriels annonce  
437 millions de francs de pertes au premier semestre

Déception du côté de Renault-Véhicules industriels. Le constructeur français de poids lourds a annoncé, jeudi 17 septembre, une perte nette consolidée de 437 millions de francs au premier semestre 1992 pour un chiffre d'affaires, lui-même en baisse de 3,4 %, à 13,36 milliards de francs. Comparé aux résultats financiers du premier semestre 1991, la dégradation est sensible. Le montant des pertes est multiplié par trois. Au 30 juin

1991, le groupe RVI était dans le rouge à hauteur de 128 millions de francs.

Cette embardée a, pour partie, des explications techniques. RVI a provisionné au premier semestre 1992 136 millions de francs pour frais de restructuration dans le cadre d'un plan de 1 000 suppressions d'emploi arrêté en avril. Au premier semestre 1991, seuls 22 millions de francs avaient été provisionnés à ce titre.

Par ailleurs, la conjoncture du poids lourd a encore empiré au premier semestre 1992, après une année 1991 déjà détestable. Les flottes se renouvellent au comptogouttes (le Monde l'économie du 1<sup>er</sup> septembre 1992).

En France, la dégradation est particulièrement marquée. RVI, dont l'Hexagone reste le marché principal, souffre d'autant plus que le constructeur se refuse à entrer dans une guerre des prix, maioties fois qualifiée de « suicidaire », pour maintenir ses volumes.

RVI continue à dégager un résultat opérationnel positif en Europe, mais celui-ci a fondu à 151 millions de francs au premier semestre 1992 contre 484 millions sur les six premiers mois de 1991. Principal motif de satisfaction : Mack, la filiale américaine de RVI, poursuit patiemment son redressement. Ses pertes ont été limitées à 83 millions de francs.

De l'avis même des dirigeants du groupe RVI, la perspective d'un résultat équilibré sur l'ensemble de 1992 semble, dans ces conditions, « peu probable ». En 1991, RVI, dont le capital est détenu à 55 % par Renault et à 45 % par Volvo, avait dégagé un résultat net positif de 23 millions de francs.

Naissance d'un géant anglo-néerlandais de l'édition

## Reed et Elsevier vont fusionner

La fusion des groupes d'édition britannique Reed International et néerlandais Elsevier formera en janvier 1993 un ensemble d'un chiffre d'affaires de 23,2 milliards de francs et au bénéfice net estimé à 3 milliards environ en 1992.

Elsevier est le champion mondial incontesté de l'édition scientifique, position encore renforcée depuis son rachat de Pergamon au groupe Maxwell en mars 1991. A ses quelque mille titres publiés dans le secteur, il a ajouté il y a un an le prestigieux journal médical *Lancet*. Mais avec ses 6,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991, réalisés à 40 % aux Pays-Bas, le groupe s'estime trop petit dans la compétition mondiale. Aussi a-t-il cherché à plusieurs reprises une alliance. La prise d'assaut de son concurrent océanographique Wolters-Kluwer échouera et se terminera par un désengagement en 1990. L'échange d'actions avec le britannique Pearson sera annulé en 1991. La fusion avec Reed, annoncée le 17 septembre et effective au 1<sup>er</sup> janvier prochain, témoigne de la constance de M. Pierre Vinken, patron d'Elsevier, qui prendra la tête du nouvel ensemble jusqu'à sa retraite en 1995.

Reed International, le partenaire choisi pour ce mariage, est un groupe qui s'est largement transformé au cours de la dernière décennie, abandonnant l'industrie du papier et de l'imprimerie pour

l'édition et la communication. Avec des estimations de chiffre d'affaires de 15,9 milliards de francs environ, et de bénéfice net d'environ 1,6 milliard en 1992, Reed a des points forts, notamment en presse professionnelle, en presse spécialisée grand public, dans les banques de données descriptives notamment au secteur de voyage. Il organise des salons et est aussi éditeur de livres. Il détient quelques titres régionaux britanniques. Reed contrôle en France le groupe Stratégies, spécialisé dans la publicité, et MIDEM Organisation, spécialiste des salons canaux de l'audiovisuel. Mais Reed devrait trouver dans l'accord avec Elsevier un moyen d'accroître son développement en Europe, dans son créneau des magazines.

Les deux entités resteront cotées séparément, la fusion des activités opérant à égalité dans deux sociétés, l'une industrielle baptisée Reed-Elsevier, l'autre financière. Reed détiendra en complément une participation dans Elsevier, pour tenir compte des tailles respectives. Le nouveau groupe aura une capitalisation boursière totale de 49 milliards de francs, le plaçant dans le peloton de tête de la communication à l'échelle mondiale en puissance financière et en bonne

position pour réaliser des acquisitions. Il emploiera 25 000 personnes, dont 11 000 au Royaume-Uni, 4 500 aux Pays-Bas et 7 500 aux États-Unis.

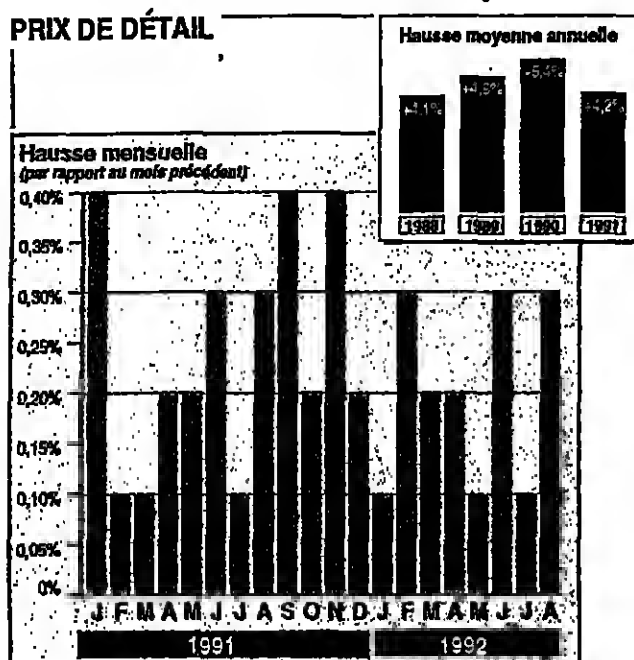
Compenser  
des risques

C'est notamment sur ce marché américain que les dirigeants de Reed-Elsevier attendent des résultats de leur union. Mais la combinaison de leurs activités devrait aussi, selon les analystes, compenser des risques divers : avec ses magazines et ses salons, Reed est plus sensible à la conjoncture qu'Elsevier, que ce soit pour la vente directe de ses produits dans le grand public ou pour la publicité. Le fonds de commerce d'Elsevier est plus stable, avec beaucoup d'abonnés.

Aussi l'opération a-t-elle été accueillie par une hausse du cours de Reed et une baisse de celui d'Elsevier. L'alliance qualifiée de stratégique ne sera pas remise en cause par les remous monétaires actuels, ont estimé les dirigeants des groupes, qui prévoient néanmoins des ajustements possibles sur les évaluations qui ont servi à la valorisation des opérations.

M. C. I.

## ÉTRANGER

L'inflation aux Etats-Unis :  
2,4 % en rythme annuel

L'inflation poursuit son ralentissement aux Etats-Unis. Après avoir connu une hausse de 4,8 % en 1989, de 5,4 % en 1990 et de 4,2 % en 1991, les prix de détail n'ont augmenté que de 1,2 % au premier semestre 1992. Un bon résultat qui a permis aux autorités monétaires américaines de réduire les taux d'intérêt : le 2 juillet, le taux d'escompte baissait d'un demi-point pour atteindre, à 3 %, son niveau le plus bas depuis 1964. Une nouvelle baisse apparaît donc possible.

## INDICATEURS

## GRANDE-BRETAGNE

● Chômage : + 1,7 % en août. — Le nombre de chômeurs a progressé de 1,7 % en août en Grande-Bretagne, selon les chiffres publiés jeudi 17 septembre par le département de l'emploi britannique, en données corrigées des variations saisonnières. Avec 47 400 chômeurs supplémentaires enregistrés en août, le nombre de demandeurs d'emploi a atteint son plus haut niveau depuis cinq ans en Grande-Bretagne (2 807 500 personnes), soit 9,9 % de la population active, contre 9,8 % en juillet.

## ÉTATS-UNIS

● Déficit commercial : 39,8 milliards de francs en juillet. — Les États-Unis ont enregistré en juillet un déficit commercial de 7,82 milliards de dollars (39,8 milliards de francs) a annoncé, jeudi 17 septembre, le département du commerce. Ce déficit est le plus important depuis novembre 1990. En juin, la balance commerciale américaine était déficitaire de 6,59 milliards de dollars.

Pour prendre Sony de vitesse

Philips accélère le lancement  
de la cassette compacte numérique

Après deux reports successifs dus à des difficultés d'industrialisation, le groupe néerlandais Philips a fixé au 21 septembre le lancement, au Japon, de son nouveau « système » musical : cassettes compactes numériques (DCC) vierges et pré-enregistrées et leurs lecteurs. Ces produits arriveront à la mi-octobre chez les détaillants d'Allemagne, France, Pays-Bas et Royaume-Uni, puis dans la première semaine de novembre aux États-Unis.

Vendus aux alentours de 4 000 francs, les lecteurs sont actuellement fabriqués au rythme de 20 000 exemplaires par mois dans l'usine du groupe de Sugarmura, au Japon. De nouvelles unités de production devraient démarrer d'ici à la fin de l'année en Autriche et en Belgique. Simultanément, 500 titres de cassettes pré-enregistrées

seront mis sur le marché par des compagnies musicales BMO, EMI, MCA Music Entertainment, Polygram (filiale à 80 % de Philips) et Warner Music. Philips, Panasonic, TDK et BASF fourniront des cassettes vierges.

En lançant sans plus attendre la DCC, Philips essaye de prendre de vitesse son grand rival, le japonais Sony, qui a prévu de mettre sur le marché son minidisc, dérivé du disque compact, le 1<sup>er</sup> novembre, et en Europe le 1<sup>er</sup> décembre. Bien que très différents d'aspect et de technologie, DCC et minidisc, qui permettent tous deux la retransmission du son numérique, s'opposent directement concurrents (« le Moode de l'économie » du 8 septembre).

En créant une filiale commune

Shell et Ferruzzi  
s'associent  
dans les plastiques

Les groupes anglo-néerlandais Shell et italien Ferruzzi-Montedison ont décidé, jeudi 17 septembre, de s'associer dans le domaine des plastiques en créant une filiale commune détenue, paritaire, par les deux groupes. Un protocole d'accord a été signé pour « entreprendre des études détaillées en vue d'intégrer dans le cadre d'une nouvelle unité leurs intérêts au niveau mondial dans les polyoléfinés », indique un communiqué du groupe Shell.

Cocorètement, cette alliance dans les plastiques est importante puisque les deux groupes pèsent ensemble 20 milliards de francs. Dans le secteur du polyéthylène — qui permet de fabriquer des emballages de produits alimentaires ou des produits moulés — les deux groupes réalisent ensemble 500 000 tonnes, dont 300 000 pour la seule Shell chimie en France. Se classant au onzième rang mondial, les deux associés restent cependant loin du leader, l'américain Dow Chemical (2 millions de tonnes). En revanche, dans le secteur du polypropylène — qui permet de produire des films plastiques très fins, des emballages rigides à usage ménager, des fils pour tapis ou des cordages — Montedison et Shell renforcent leur puissance.

Les discussions entre Shell et Ferruzzi ont débuté voici plus d'un an et devaient se conclure dans les six mois à venir. Elles permettront à Montedison d'avoir accès directement aux matières premières qu'il ne produit pas et à Shell de bénéficier de la recherche et de la technologie de Himont. Le nouvel ensemble pourra aussi influer sur ce marché en crise. Encore faut-il pour cela que cet accord soit approuvé par les autorités communautaires et américaines.

D. G.

Ceux qui adorent choisir les options  
vont être déçus, la Renault 21 Manager  
est tout équipée.

Nouvelle motorisation 95 ch à injection multipoint.



Si vous aimez passer de longues heures à choisir les options de votre voiture, vous risquez d'être un peu déçu. La Renault 21 Manager est déjà tout équipée : vitres teintées, lave-vitres électriques avant, fermeture centralisée des portes à distance, volant

réglable au hauteur et plaisir sur toutes les versions... Motorisations répondant aux normes de dépollution CEE 93. Existe en versions GTS injection, GTD et Turbo D, en 4-5 portes ou Nevada. Garantie anticorrosion Renault 6 ans. Discutez votre financement. RENAULT propose eif



RENAULT 21 MANAGER SERIE SPECIALE











FINANCIERS

PARIS :

**36-15** TAPES  
LE MONDE

COURSE

# FINANCIERE DES DEVISES

la Bourse de Paris



## 17/9

e : coupon détaché - o : offert - ~ : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu







هكذا من الإعلام

# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 19 septembre

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Le syndrome Germaine

Pour Germaine, ce serait non. Non, parce qu'il fait si bon vendre sur la place de Pézenas le poisson qu'on va acheter aux pêcheurs du Grau d'Agde. Non, parce qu'on est bien comme ça, expliquait-elle, sans réplique, à Pierre Bonte, qui sondait Pézenas pour « Envoyé spécial ». Pour Germaine, ce serait non, sauf si en fin de compte c'était oui. Parce qu'à y bien penser, peut-être qu'on a tous besoin d'un de l'autre, des pêcheurs, des charpentiers, et pourquoi pas des étrangers, philosophait-elle en décapant son poisson. L'on quitta Germaine sur son triporteur, chantant sur une déperdition de l'hémisphère, un hymne de sa composition, et promettant de réfléchir. C'est à réfléchir, disait Germaine.

A la fin du reportage, Pierre Bonte vint livrer des nouvelles fraîches. Il avait appelé Germaine pas plus tard que le matin-même, pour le prévenir qu'elle passait à la télé. A cette heure-là, c'était encore « plutôt non ». Mais cela pouvait encore changer. Si l'on peut s'autoriser une suggestion, France 2 devrait monter un duplex avec Germaine dans chaque journal, jusqu'à dimanche. Cela ferait économiser bien des frais de sonnerie.

Que toute la planète braquet sur elle ses regards angoissés, Germaine s'en moquait comme de sa première ressource. Bill Clinton pouvait bien le dévorer des yeux, les cambistes de Tokyo garder un œil sur l'indice Nikkei et l'autre sur Pézenas, la Ruhr, Downing Street, les gnomes de Zurich, les rambles, les favelas, le Kremlin, les aborigènes, la planète Mars s'épuiser en efforts pour pénétrer son moi et son surmoi : Germaine restait nature. Si c'était oui, ça serait oui. Si c'était non, ça serait non. Dans tous les cas, l'univers ne s'effondrerait pas de tomber.

Après les lapsus de Jacques Chirac, de Jean d'Ormesson ou de Pierre Zerk, prennent le oui pour le non ou l'inverse, Germaine offrit donc son dernier visage, et sans doute le plus ressemblant à cette campagne inédite, dont on ne sait si elle aura davantage contribué à la réhabilitation de la politique ou de la psychanalyse. Elle fit éclater le contraste entre les sommations péremptives des autorités et la petite musique du doute qui s'insinue dans les millions de Germaines des villes et des villages. Comme Germaine, le France, jusqu'à l'instant de glisser le bulletin dans l'enveloppe, restait déchiré entre le plaisir et le devoir, l'emportement et le raison. A bataille ultime se livrait dans les crânes.

## Vendredi 18 septembre

**TF 1**  
20.45 Magazine : Les Marches de la gloire, en direct.  
22.05 Jeu : Le Défi, en direct.  
22.45 Variétés : Music Stars. Invité : Michel Serrault.  
23.55 Divertissement : Arthur, émission impossible.  
0.55 Journal et Météo.

**F 2**  
20.50 Téléfilm : Adieu marin. D'Alain Schwartzstein, avec Jean-Pierre Coffe, Pierre Vancelle.  
22.30 Feuilletton : Belphegor. De Claude Barma, avec Juliette Gréco, René Dary (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> épisodes). Première partie de l'hommage à Claude Barma, décédé le 20 août.  
0.50 Journal des courses Journal et Météo.

**F 3**  
20.45 Magazines : Thelassa. Dans les bras du Danube, d'Isabelle Moeglin et Jean-Michel Destang.  
21.45 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Invité : Mylène Anisimov (dans la plus stricte intimité). Anne-Marie Garat (Adieu), Patrick Modiano (Un cirque passe), Daniel Roudeau (Le Part du diable), Didier Blonde (Les Volours de visages).  
22.50 Campagne pour le référendum.  
23.05 Journal et Météo.  
23.20 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.  
23.30 Traverses. Nous ne vivrons plus ensemble, documentaire de Philippe Flandrin et Michel Le Bayon (rediff.).  
0.25 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.  
1.10 Musique : Portée de nuit. Et la chanson de la poste et El cant de Turiel, sol. : Montserrat Caballé, soprano ; Manuel Burqueles, piano.

**CANAL PLUS**  
20.35 Téléfilm : Cas de conscience, en direct. De Peter Werner.  
22.05 Documentaire : Krefft, la passion jusqu'au bout. De Denis Chéreau et Olivier Dor.  
22.55 Flash d'informations.

**23.00 Cinéma :**  
Total Recall. ■■ Film américain de Paul Verhoeven (1990).  
0.50 Cinéma : Dans la peau d'une blonde. ■ Film américain de Blake Edwards (1991) (v.o.).

**M 6**  
20.45 Téléfilm : Vidéo scandale. De Noël Noeske.  
22.35 Série : Mission impossible, vingt ans après.  
23.30 Magazine : Emotions.  
0.20 Magazine : Rapline. Présenté par Olivier Cachin.

**ARTE**  
20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe.  
22.10 Téléfilm : Les Enfants de la plage. De Williams Crépin.  
23.35 Documentaire : Me Vénus. De Harald Hohenacker.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Radio-archives. José Pivin, réalisateur et auteur (2).  
21.30 Musique : Black and Blue. L'art de la batterie par-delà les styles.  
22.40 Les Nuits magnétiques. Le besson de croix. 4. Définir ses énigmes.  
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jacques Meunier.  
0.50 Musiques : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Jeanne au bûcher, oratorio, d'Honegger, par la Maîtrise et le Chœur de Radio-France, l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; sol. : Martha Kellner, François Chautemps, Catherine Dubosc, Valérie Millot, Jean-Claude Dricot.  
23.09 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du Petit-Opportun : Turk Mauro, saxophone, Emmanuel Bex, orgue, Christophe Marguet, batterie.  
1.05 Papillons de nuit.

**Le Monde** HORS-SÉRIE  
**L'EUROPE DE MAASTRICHT**  
EN VENTE EN KIOSQUE 25F  
Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

**TF 1**  
13.15 Magazine : Reportages. Prisonnier à vie, de Rami Elmi et Jean-Michel Chappes.  
13.55 Jeu : Millionnaire.  
14.20 Le Une est à vous.  
17.20 Divertissement : Mondo Dingo.  
17.50 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.20 Jeu : Une famille en or.  
18.50 Divertissement : Les Roucesseries.  
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.  
19.45 Divertissement : Bébête Show (et à 0.30).  
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).  
20.00 Journal, Météo et Tiercé.  
20.45 Variétés : Surprises sur prise. Émission présentée par Bernard Montiel et Marcel Béau.  
22.25 Agences tous risques.  
0.00 Magazine : Formule sport. Football : Boxe.  
1.20 Journal et Météo.

**F 2**  
13.30 Magazine : Géopolis. La Yougoslavie.  
14.20 Magazines : Animelle.  
15.15 Magazine : Le Tour du monde. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Golf : Trophée Lancôme ; Tennis : à 15.20, Tiercé, en direct d'Evry.  
17.30 Divertissement : La Machine à chanter. Présenté par Daniela Lumbroso, Gérard Holtz et Sidney.  
18.25 Série : Léo et Léa.  
18.55 INC.  
19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo.  
19.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et Météo.  
20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Michel Creton. Calvi.

**TF 1**  
11.15 Magazine : Téléfoot. 7<sup>e</sup> journée du Championnat de France.  
11.58 Météo.  
12.00 Jeu : Millionnaire.  
12.25 Jeu : Le Juste Prix.  
12.53 Météo et Journal.  
13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
14.20 Série : Tom Bell.  
15.15 Série : Columbo.  
16.35 Disney Parade. Entre père et fils.  
17.45 Série : Starsky et Hutch.  
19.30 Soirée électorale. Présenté par Robert Nemias ; Commentaires et débats animés par Michèle Corta et Gérard Carreyrou.  
19.35 Journal.  
19.55 Soirée électorale. Les résultats.  
21.30 Cinéma : La Course à l'échelle. ■■ Film français de Claude Zidi (1979).  
23.15 Téléfilm : Agence tous risques. Rio Blanco, de Rod Holcomb.  
0.45 Soirée électorale.

**F 2**  
10.00 Messe. Célébrée depuis l'église Saint-François-de-Sales, à Paris.  
11.00 Cérémonie du souvenir. Commémoration annuelle, depuis la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris.  
11.45 Virades de l'espoir (et à 15.50, 17.25).  
11.50 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : le professeur René Rémond, président de la Fondation des sciences politiques (et à 1.30).  
12.59 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin et Météo.  
13.25 Dimanche Martin. Le monde est à vous, avec les Gipsy Kings.  
15.00 Série : Tequila et Bonetti. Dimanche Martin (suite). L'école des fans, avec Herbert Denard ; Ainsi font, font, font.  
17.30 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le Jingle de corail.  
18.25 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Football ; Basket-ball : Aviron ; Rugby ; Golf : Cyclisme ; In-shore ; Automobile : Omnisport : Qu'est-ce qui se passe actuellement à Maastricht.  
19.30 Journal, Journal des courses et Météo.

**22.40 Magazine : Double jeu.** Les pêcheurs de tourner en rond ; Invité : Jean-Marie Bigard, Jean-Edem Hallier, Tarzan, camionneur.  
23.55 Journal et Météo.  
0.15 Magazine : La 25<sup>e</sup> Heure. La Maison de verre, de Malgorzata Kopernik.

**F 3**  
13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 17.00). Télévision régionale.  
14.00 Série : Matlock.  
16.30 Série : Brigade criminelle.  
18.00 Magazine : Montagne. Le Tyrol aux deux visages, de Marie-Dominique Robin.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
18.55 Un livre, un jour. Série Murations-poche.  
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.  
20.05 Film d'animation : Les Fables géométriques. La Loup, la Chèvre et le Chevreau.  
20.15 Divertissement : Yacapa. Avec Robert Castel, Claude Barzotti, Pierre Pichin, Annie Cordy.  
20.45 P. Série : Puissance 4. Le mort très convenable, de Michel Lang.  
22.30 Journal et Météo.  
22.45 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.  
22.55 Magazine : Zanzi Bar. W Street, d'Anne Georget et Christophe de Pontilly.  
23.50 Série : Les Incorruptibles. Un si beau plan.  
0.40 Continentales club. Best of de la semaine.

**CANAL PLUS**  
13.30 Le Journal du cinéma.  
14.00 Téléfilm : La Femme abandonnée. D'Edouard Molinaro.  
15.25 Documentaire : Les Allumés... Ben Hur à Madure, les courses de taureaux et l'odonymie, de Christian Cascio.

**19.55 Soirée électorale.** Présentée par Paul Amar et Bruno Meunier ; Commentaires par Arlette Chabot, Albert du Roy et Pierre Giacometti, directeur du département des études politiques de l'Institut BVA.  
22.35 Cinéma : L'Aventurier du Rio Grande. ■■ Film américain de Robert Parrish (1959).  
0.15 Journal et Météo.  
0.35 Magazine : Musiques au cœur. Festival d'Annabes (1<sup>re</sup> partie).

**F 3**  
11.00 Magazine : Musicales. L'œil écoute... New-York (1<sup>re</sup> volet). Œuvres de Dvorak, Copland, Bartók.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine : Sports 3 dimanche. Golf : Trophée Lancôme.  
13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.  
13.50 Jeu : Au pied du mur. Les résultats.  
14.20 Sports 3 dimanche. Golf : Jeux paralympiques ; Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Tennis : quinquarème. Grand Prix Passing Shot de Bordeaux, finale en direct ; A 16.20, Tiercé, à Longchamp.  
17.45 Cinéma : Les Mondes fantastiques.  
18.15 Magazine : A vos amours. Invité : Marlene Jobert.  
18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.  
20.00 Soirée électorale. Les premiers résultats.  
20.15 Série : Benny Hill.  
20.45 Spectacle : Les Grands Cirques russes Tula-Voronezh.  
21.55 Magazine : Le Divan. Invité : Victoria Abril.  
22.30 Journal, Référendum et Météo.  
23.15 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin. Bilan de la journée.  
23.25 Cinéma : La Plaisir. ■■ Film français de Max Ophüls (1951).  
1.00 Musique : Portée de nuit.

**CANAL PLUS**  
En clair jusqu'à 14.00.  
12.30 Flash d'informations.  
12.35 P. Magazine : Télé dimanche.  
13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.

**16.05 Sport : Snookers.** Demi-finale. Wilkinson-Davis.  
17.00 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL.  
En clair jusqu'à 20.30.  
18.00 Décade pas Bunny.  
19.05 Dessin animé : Les Simpson.  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Le Top.  
20.30 Téléfilm : La Parfaite Trahison. De Philip Saville.  
21.55 Flash d'informations.  
22.05 Documentaire : Laurel et Hardy. De Robert Halmi Jr. et Klaus Hallig.  
23.00 Magazine : Jour de foot. Bats et extraits des matches de la 7<sup>e</sup> journée de Championnat de France de D1.  
23.30 Cinéma : La Démons d'Halloween. ■■ Film de Stan Winston (1997).  
0.55 Les Frères Kray. ■■ Film britannique de Peter Medak (1990) (v.o.).

**M 6**  
13.00 Série : Equalizer.  
13.55 Série : Supercopier.  
14.50 Série : L'Incorruptible Hulk.  
15.40 Variétés : Matchmusic.  
16.55 Magazine : Culture rock. De M. Mady.  
17.25 Série : Amicalement vôtre.  
18.20 Série : Les Têtes brûlées.  
19.10 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations. Météo.  
20.00 Série : Papa Schultz.  
20.35 Magazine : Fun glisse. De M. Mady.  
20.45 Téléfilm : Princesse Daisy. De Wafar Hussein.  
0.10 Musique : Flashback.

**ARTE**  
17.00 Documentaire : L'Opium du peuple. De Frédéric Laffont (rediff.).  
17.55 Documentaire : Gona de Cuba. L'An Bruce et Ross Keith (rediff.).

**19.00 Documentaire :** Histoire parallèle. Actualité allemande et soviétique de la semaine du 19 septembre 1942 (v.o.).  
20.00 Documentaire : Jazzmasters. Camran Mche, de Terry Carter.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Documentaire : Afrique, je te plumerai. De Jean-Marie Téno.  
22.10 Cinéma d'animation : Floritures. De Garry Bardine.  
22.20 Cinéma d'animation : Le Boxe. De Garry Bardine.  
22.30 Documentaire : The European Jazz Ensemble. De Dieter Hens.  
23.35 Documentaire : Jazzmasters. Randy Weston, de Terry Carter.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Photo-portrait. Noël Lee, pianiste.  
20.45 Dramatiques. Heureux comme des rois, de Monique Endrey, à 22.02. Le Trajet, de Jacques Stenberg.  
22.35 Musique : Opus. Avec Michel Franz, directeur de la musique de scène à la Comédie-Française.  
0.05 Rencontre au clair de la nuit.

**FRANCE-MUSIQUE**  
19.30 Soirée lyrique. Opéra (donné le 2 août à Bayreuth) : Parsifal, drame sacré de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. James Levine ; sol. : Waltraud Meier, Plácido Domingo, Bernd Weigl, Franz Mazura, Manfred Schenk, Matthias Holl, Alina Wodnicka, Arminette Kutenbaum, Helmut Pempich, Peter Maier, Christine Hoffeld, Alexandra Bergmeier, Rebecca Lüttig, Marie-Claire O'Reordan, Jane Turner, Richard Brummel, Sander Solym-Nagy, Hilmi Katsari.  
23.35 Le Magazine de la guitare.  
0.30 Cabaret.

## Dimanche 20 septembre

**19.55 Soirée électorale.** Présentée par Paul Amar et Bruno Meunier ; Commentaires par Arlette Chabot, Albert du Roy et Pierre Giacometti, directeur du département des études politiques de l'Institut BVA.  
22.35 Cinéma : L'Aventurier du Rio Grande. ■■ Film américain de Robert Parrish (1959).  
0.15 Journal et Météo.  
0.35 Magazine : Musiques au cœur. Festival d'Annabes (1<sup>re</sup> partie).

**F 3**  
11.00 Magazine : Musicales. L'œil écoute... New-York (1<sup>re</sup> volet). Œuvres de Dvorak, Copland, Bartók.  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine : Sports 3 dimanche. Golf : Trophée Lancôme.  
13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.  
13.50 Jeu : Au pied du mur. Les résultats.  
14.20 Sports 3 dimanche. Golf : Jeux paralympiques ; Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Tennis : quinquarème. Grand Prix Passing Shot de Bordeaux, finale en direct ; A 16.20, Tiercé, à Longchamp.  
17.45 Cinéma : Les Mondes fantastiques.  
18.15 Magazine : A vos amours. Invité : Marlene Jobert.  
18.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.  
20.00 Soirée électorale. Les premiers résultats.  
20.15 Série : Benny Hill.  
20.45 Spectacle : Les Grands Cirques russes Tula-Voronezh.  
21.55 Magazine : Le Divan. Invité : Victoria Abril.  
22.30 Journal, Référendum et Météo.  
23.15 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin. Bilan de la journée.  
23.25 Cinéma : La Plaisir. ■■ Film français de Max Ophüls (1951).  
1.00 Musique : Portée de nuit.

**14.00 Téléfilm : La Mort** au bout de la nuit.  
15.25 Magazine : 24 heures (rediff.).  
16.20 Documentaire : Mozu, le singe des neiges. De Masanori Iwasaki.  
17.10 Dessin animé : Les Simpson.  
17.30 Magazine : Cascades et cascadeurs n° 17. Présenté par Marc Toesca.  
18.00 Cinéma : Joueur d'est tuer. ■■ Film américain de Richard Franklin (1984).  
En clair jusqu'à 20.35.  
19.35 Flash d'informations.  
19.40 Ça cartoon.  
20.30 Le Journal du cinéma.  
20.35 Cinéma : Avalon. ■■ Film américain de Barry Levinson (1990).  
22.35 Flash d'informations.  
22.45 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Cinéma : L'événement. L'Etat sauvage. ■■ Film français de Francis Girod (1977).

**M 6**  
10.45 Magazine : La Tête de l'emploi. Les métiers humanitaires.  
11.15 Magazine : Turbo (rediff.).  
12.00 Série : Mariés deux enfants.  
12.25 Série : Jamais deux sans trois.  
13.00 Série : Equalizer.  
13.50 Série : Le Joker.  
14.45 Série : Hongkong connection.  
15.40 Magazine : Fréquentation. Florent Pagny.  
16.35 Musique : Flashback.  
17.10 Série : L'Heure du crime.  
18.05 Série : Devlin connection.  
19.00 Série : O'Hare.  
19.54 Six minutes d'informations. Météo. Première estimation du référendum.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Flash spécial référendum (et à 22.36).  
20.40 Magazine : Sport 6.  
20.45 Téléfilm : Safari pour un diamant. De Kevin Connor.  
22.40 Magazine : Culture pub. La consommation.  
23.05 Téléfilm : Manhattan Gigolo. O'Aaron Humberstone.  
0.40 Informations : Six minutes. Spécial référendum.

**ARTE**  
17.00 Téléfilm : Les Enfants de la plage. De Williams Crépin (rediff.).  
19.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.  
19.50 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor.  
20.00 8 1/2 Journal. Soirée Euro 92, la France vote.  
20.20 Téléfilm : Tak Tek. De Jack Skarowald.  
21.45 Magazines : Spécial Transit. Présenté par Daniel Lacombe.  
22.45 Documentaire : Maastricht, vous connaissez ? D'Otto Wilfert.  
23.35 Informations : Spécial 8 1/2.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Atelier de création radio-phonique.  
22.30 Soirée électorale.  
23.00 Musique : Le Concert (donné en mai à Pignol) : Alisa Mossa ; musique traditionnelle corse.  
0.05 Clair de nuit.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.35 Concert (donné le 12 avril au Grand Palais à Paris) : Sonate en mi mineur pour deux violons et basse continue op. 3 n° 7, de Corelli ; Sonate en trio pour deux violons et basse continue, de Vivaldi ; Mensa sonora pars III pour deux violons, alto et basse continue, de Biber, par l'Ensemble Mensa Sonora (Jean Maillet, 1<sup>er</sup> violon et dir. ; Benoît Weeger, alto ; Sylvette Gaillard, violoncelle ; Yannick Varlet, clavecin). Quintette pour clarinette et cordes en si bémol majeur op. 31, de Weber, par des membres de l'Orchestre philharmonique de Radio-France. Nocturne pour piano en si bémol mineur op. 9 n° 1, de Chopin ; Funérailles, de Liszt ; Sonatine pour piano en fa dièse majeur, de Ravel, par Bruno Rigutto, piano.  
22.33 Auto-portrait. Par Hélène Pierrakis. André Boucoure-chiev.  
23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Jean-Claude Biéla. Concerto pour violon et orchestre n° 1, de Ravel ; Prélude, Fugue et Toccata pour orchestre, de Silvestri ; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur, de Beethoven.  
1.00 Les Fantaisies du voyageur.



## Les grands travaux de la station Mir

## Les cosmonautes de la CEI ont effectué quatre sorties en treize jours

Le drapeau de l'ex-URSS ne «flotte» plus sur Mir, la station orbitale de la CEI. Anatoly Soloviev et Sergueï Avdeïev, ses occupants actuels, ont retiré, mardi 15 septembre, celui que leurs prédécesseurs avaient accroché l'an dernier aux structures du train spatial. Cet acte symbolique marque la fin des «grands travaux» que les deux hommes ont effectués sur la station ces deux dernières semaines, au cours de quatre sorties dans l'espace d'une durée totale cumulée de dix-huit heures et vingt et une minutes.

Arrivés sur Mir avec le Français Michel Tognini le 29 juillet dernier (le Monde du 30 juillet), Soloviev et Avdeïev ont ouvert pour la première fois le sas de sortie le 3 septembre. Engoncés dans leur lourd scaphandre, les deux cosmonautes ont, après quatre heures d'efforts, achevé l'installation, sur une poutre métallique de 15 mètres, déployée l'an dernier, d'une structure destinée à accueillir un moteur de 700 kilos. Ce dispositif, baptisé SOPORA, facilitera les manœuvres de la station, tout en économisant son carburant.

Les deux hommes ont, en outre, déplacé un «gyrodynes» posé en juillet par l'équipage précédent, sur l'un des modules de la station. Ces «gyrodynes» sont des gyroscopes de 200 kilos environ, qui

permettent de stabiliser et de contrôler l'attitude des éléments du train spatial. Fixés un peu à la manière de moteurs hors-bord, ils peuvent être déplacés ou remplacés assez facilement.

Deux nouvelles sorties, les 7 et 11 septembre (près de onze heures au total), ont suffi aux deux cosmonautes pour poser le gros moteur de SOPORA à l'extrémité de la poutre, renforcer cette dernière, et effectuer toutes les connexions. Mardi 15 septembre, enfin, ils ont retiré des matériaux exposés à l'extérieur à titre expérimental, déplacé des panneaux solaires et, surtout, installé une nouvelle antenne pour le système de guidage utilisé lors de l'amarrage des vaisseaux de visite.

Le bon déroulement de toutes ces opérations a permis d'annuler une sortie supplémentaire prévue à l'origine pour le 19 septembre.

Ce spectaculaire déploiement d'activité en orbite montre que les responsables de l'espace russe ne désespèrent pas de mener à bien la modernisation de leur station spatiale. Les travaux effectués par Soloviev et Avdeïev démontrent leur capacité à changer certains éléments vieillissants de la station et à préparer le remplacement prochain du corps central de Mir par Mir-2 en 1996, soit avec deux ans de retard sur le programme prévu.

J.-P. D.

## Selon le numéro un de l'opposition

## L'élection présidentielle au Sénégal ne mettra pas fin à la coalition gouvernementale

Au moment où les autres pays africains découvrent le multipartisme, existe-t-il encore un jeu majoritaire en Afrique? A l'issue d'un entretien avec M. Abdoulaye Wade, jeudi 17 septembre à Paris, les journalistes étaient enclins à se poser la question.

Il fut l'opposant numéro un, le challenger de l'ancien président Léopold Senghor puis celui de M. Abdou Diouf — qui lui fit connaître la prison en 1988. Mais aujourd'hui, M. Wade

vit avec le pouvoir une lune de miel dont, apparemment, il souhaite ne jamais voir la fin.

Depuis sa nomination comme ministre d'Etat, en avril 1991, au sein d'un «gouvernement de majorité présidentielle élargie», le dirigeant du Parti démocratique sénégalais (PDS, libéral) laisse planer un doute quant à sa candidature à l'élection présidentielle de février 1993. Fin août, le voile a été levé: M. Wade sera candidat face au socialiste Abdou Diouf.

Pas question pour autant de quit-

ter le gouvernement. Ni avant, ni après le scrutin. «Quel que soit le résultat, à l'issue des élections, nous nous retrouverons», dit-il en précisant qu'un engagement oral le lie au président Diouf, lequel, selon lui, n'a fait le premier pas dans cette direction. «Chacun s'est engagé à dissocier le parti de l'autre» en cas de victoire. Autrement dit, s'il gagne, M. Wade formera un gouvernement comprenant des ministres socialistes; s'il perd, il fera toujours partie de l'équipe au pouvoir.

«Abdou Diouf s'est rendu compte qu'il ne peut pas gouverner le pays sans le PDS», explique le dirigeant de la formation considérée jusqu'à présent comme le principal parti d'opposition sénégalais. Mais, au vu de cet accord, peut-on encore qualifier le PDS de «parti d'opposition»? M.-P. S.

## SOMMAIRE

## RÉFÉRENDUM

Débats: «L'honneur de la France», par l'abbé Pierre; «Le grand dessin d'Henri IV», par Jean-Pierre Faye; «Pour un oui ou pour un non», par le 20 septembre; par les amis de Jean Monnet; 2 M. Bérégovoy: «Les Français en ont assez du menichisme éliminatoire»; M. Séguin accuse le premier ministre de «trahison» et d'«imposture»; M. Pasqua voit dans l'Europe sociale le plus gros mensonge du traité; 3 Questions autour d'un traité, par Paul Fabra; 4 Un point de vue de M. Antoine Wechter; 4 Un entretien avec M. Philippe Herzog; 5 La majorité des «grands patrons» se sont engagés en faveur de la ratification; 6 La consultation française vue de l'étranger; 7 et 8

## ÉTRANGER

Le statut de la nouvelle Yougoslavie en discussion à l'ONU; 9 Algérie: un dialogue entre le pouvoir et les islamistes de bonne foi? 10

## SOCIÉTÉ

Le conflit pénitentiaire dans l'Inpes; 11 M. Paul Barril perd son procès contre le Monde; 11 Quelle histoire: «Rue profonde», par Claude Sarrault; 13

## CULTURE

Théâtre: «Mortadale, d'Alfredo Ariza à la Cigale»; 14 Arts: qui de neuf dans les galeries parisiennes? 15

## ÉCONOMIE

Les désordres monétaires européens; 17 Naissance d'un géant anglo-irlandais de l'édition: Reed et Elsevier vont fusionner; 18 La crise du marché du poids lourd en Europe; 18 Après deux jours de réunion à Genève, l'OPEP adopte une attitude prudente; 19 Révision à la baisse des prévisions du groupe de liquors et champagne Rémy-Cointreau; 20

## SANS VISA

Quel des bouquins? Ecoles: La Bosphore pour miroir; Boulogne croque le paquebot; Charnerolles, un château qui sent le neuf; Le Corne d'Amiens; Table; L'edieu aux tomates farcies; Poissonne; Le morue; Yudono, le saint sur le montagne; 25 et 32

## Services

Abonnements; 4 Ammonces classées; 19 Carnet; 22 Jeux; 30 Loto, Tse-o-tse; 22 Marchés financiers; 20 et 21 Métiologie; 22 Philatélie; 22 Radio-télévision; 23 Spectacles; 18 Week-end d'un chineur; 15 La télématique du Monde; 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Sans visa» folioté de 25 à 32. Le numéro du «Monde» daté 18 septembre 1992 a été tiré à 539 283 exemplaires.

## Demain dans «le Monde»

## «Heures locales»: la ville de Napoléon

La Roche-sur-Yon, construite et imposée par l'empereur Napoléon Bonaparte, peu après les guerres de Vendée, a bien du mal à conquérir le titre de capitale de son département. Le Bouge n'a toujours pas accepté cette ville nouvelle vieillissante.

## Le référendum sur la réforme constitutionnelle

## Une même question sera posée le 26 octobre dans toutes les provinces du Canada

La campagne référendaire sur la réforme constitutionnelle canadienne a officiellement commencé, après l'adoption, mercredi 16 septembre, par le Parlement fédéral et par l'Assemblée nationale du Québec, du libellé d'une même question, qui sera posée aux Canadiens le 26 octobre. Il s'agit d'accepter ou de refuser les termes de l'entente constitutionnelle d'août, qui ne sont pas tous arrêtés.

## MONTREAL

## correspondance

Le gouvernement fédéral organisera le scrutin dans tout le pays sauf au Québec, où la loi régissant les référendums encadre beaucoup plus strictement les pratiques de la campagne. Mais la question, qui porte sur le projet de réforme sur lequel se sont entendus, le 28 août, les dirigeants politiques et les représentants des peuples américains du pays, sera le même au Québec que dans le reste du Canada: «Acceptez-vous que la Constitution du Canada soit renouvelée sur la base de l'entente

conclue le 28 août 1992?» Le flou de cette formulation est doublement justifié. D'une part, les textes juridiques encadrant cette entente sont en cours de rédaction et font encore l'objet de tractations de couloir, notamment entre Ottawa et Québec.

D'autre part, l'entente prévoit l'ouverture, après sa ratification, de négociations subséquentes sur une bonne cinquantaine de points laissés en suspens. Parmi ces points figurent notamment les modalités d'accès des Amérindiens et des Inuits à l'autonomie gouvernementale ainsi que les modifications du fonctionnement des institutions fédérales (en particulier le nouveau Sénat).

## Beaucoup d'indécis

Des ententes administratives devront aussi être négociées entre l'Ontario et les provinces qui désirent voir le gouvernement fédéral limiter ses interventions dans les douze champs de compétences où il se dit prêt à le faire.

Cette redistribution partielle des pouvoirs fédéraux aux provinces intéresse essentiellement le Québec, où on la trouve généralement insuffisante, même chez les fédé-

listes. C'est l'une des raisons de l'avance grandissante que le «non» prend sur le «oui» (de 11 à 17 points d'écart, avec encore une forte proportion d'indécis) dans les récents sondages faits dans la province francophone. Dans l'ensemble du pays, les intentions de vote seraient de l'ordre de 40 % pour le «oui», 30 % pour le «non». Mais, alors que les sondages initiaux donnaient le «oui» largement gagnant dans les neuf provinces anglophones, le «non» n'est maintenant qu'un point d'avance sur le «oui» en Colombie-Britannique. Il est aussi de bonnes chances de gagner du terrain dans au moins une autre province de l'Ouest, l'Alberta, principal fief de l'ultra-conservateur Reform Party, seul parti fédéral à faire campagne pour le «non».

D'autre part, le grand chef Ovide Mercredi, délégué de l'entente constitutionnelle au nom des 400 000 Amérindiens qui vivent dans les quelque 2 300 réserves du pays, a obtenu que le vote des «premiers habitants du pays» soit comptabilisé séparément et a averti que, s'ils se prononcent majoritairement pour le «non», il ne ratifiera pas l'entente.

CATHERINE LECONTE

## Dans le Tarn-et-Garonne et la Drôme

## Nouvelles manifestations des syndicalistes agricoles

Cinq syndicalistes agricoles, interpellés jeudi 17 septembre dans le Tarn-et-Garonne à la suite de l'occupation des locaux de la Mutualité sociale agricole de Montauban, ont été inculpés et écroués dans la soirée. Ils protestent contre l'augmentation de leur cotisation. Dans la Drôme et l'Ardèche, les arboriculteurs multiplient les manifestations.

## VALENCE

## de notre correspondant

Les forces de l'ordre ont délogé à plusieurs reprises les arboriculteurs de la Drôme et de l'Ardèche qui ont bloqué, jeudi 17 septembre, la route nationale 7 et l'autoroute A7 dans la vallée du Rhône. En début d'après-midi, quelque 300 manifestants, qui entendaient protester

contre la mévente de leurs fruits et demandaient le report de leurs cotisations sociales, ont déversé plusieurs dizaines de tonnes de déchets sur la route nationale, à l'ouest de l'Isère, au nord de Valence, avant de barrer l'autoroute avec 20 tonnes de déchets.

Les manifestants ont été pris en chasse par les gendarmes mobiles, disposant de troupes au sol et hélicoptères. Des manifestants ont tiré des fusées anti-gaz en direction des appareils. La tête de l'un d'eux a été brisée par un jet de pierres alors qu'il se posait sur l'autoroute.

Répondant avec des déchets aux gaz lacrymogènes, les manifestants ont rapidement quitté l'autoroute pour entreprendre ensuite des opérations «escargot». Mais, à chaque fois, les forces de l'ordre intervenaient rapidement. Huit des neuf arboriculteurs interpellés ont été remis en liberté à minuit.

GÉRARD MÉJEAN

## Dans l'affaire de la Société générale

## Le promoteur immobilier Christian Pellerin est inculpé de délit d'initié

Le promoteur immobilier Christian Pellerin a été inculpé, jeudi 17 septembre, de délit d'initié par M. Monique Radenne, juge d'instruction au tribunal de Paris chargé du dossier Société générale. M. Christian Pellerin est soupçonné d'avoir spéculé sur des actions de la banque en septembre et octobre 1988, avant que le «raid» de M. Georges Fèrreau, le PDG de la société Marceau Investissements, ne soit connu du public.

Six personnes sont déjà inculpées de délit d'initié dans ce dossier: M. Jean-Charles Neouri, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy; M. Geneviève Dalle, épouse de l'ancien PDG de l'Oréal François Dalle; M. Jean et Jean-Claude Fournier, financiers; Jean-Pierre Peyraud, banquier; et enfin Samir Traboulsi, financier libanais également inculpé dans l'affaire Pechiney. M. Georges Fèrreau est inculpé de «non-déclaration de franchissement de seuil» pour avoir pas suffisamment informé les autorités boursières de l'évolution de ses prises de participation dans le capital de la banque. M. Marc Vénat, président de la Société générale, est inculpé pour avoir pas respecté la procédure prévue lorsque la banque a opéré sur ses propres titres.

M. Christian Pellerin, PDG de la SARI, est également inculpé, depuis le 17 janvier, dans le dossier de la tour BP de la Défense pour «complicité d'abus de biens sociaux et complicité de faux et usage».

La COB veut poursuivre les dirigeants des sociétés financières. La Commission des opérations de Bourse (COB) a décidé de modifier plusieurs de ses règlements, pour poursuivre non seulement les sociétés financières mais également leurs dirigeants, en cas d'informations tardives. A l'occasion de la mise en œuvre en 1991 de ses pouvoirs de sanction à la suite de la violation du règlement relatif à l'information du public, la Commission a constaté que la combinaison des différents articles ne lui permettait d'ouvrir une procédure qu'à l'encontre de l'émetteur et non de son dirigeant. En effet, il est apparu à la Commission que l'émetteur excluait souvent les dirigeants supportant ainsi les conséquences pécuniaires des actes de ces derniers. Cette situation peut paraître encore plus anormale lorsque les dirigeants responsables de ces agissements ont quitté la société.

## CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation STAGES DE QUALITE



## Comment progresser en

- ★ relations humaines
- ★ confiance en soi
- ★ communication
- ★ leadership
- ★ mémoire
- ★ enthousiasme
- ★ maîtrise du stress
- ★ épanouissement
- ★ expression en public, en réunion, en entretien

Venez voir !

• 80 CHAMPS-ÉLYSÉES  
21, 22 Sept: de 18h30 à 17h15  
24, 25 Sept: de 18h à 20h45  
• Gare de Lyon, Hôtel Franklin  
Jouant Théâtre Marcure  
28 Sept: de 18h à 20h45  
• La Chaux-de-Fonds, 2 rue de Marly  
Parc 2 Barrois  
Jouant Théâtre Marcure  
Lundi 21 Septembre  
de 18h à 20h45

## ENTRAÎNEMENTS DALE

## CARNEGIE®

Stages dans 30 villes en France pour Sociétés, Administrations, Particuliers  
Séjour: 80 Wayne TEL. 1.30.54.61.68

Quai des bouquins



هكذا من الإصدار

# S A N S • V I S A

## Quai des bouquins

Les quais de Paris, ceux du moins que le promeneur fréquente dans le cœur de la capitale, viennent d'être inscrits par l'UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité. Bonne raison pour partir à la rencontre de leurs habitants et locataires de toujours : les bouquinistes.



venants/Le beau métier dont je me m'occupe vend des livres tous les jours (D'histoires, de fables, d'amour...) pour émouvoir un cœur cardinalice qui ne voit décidément là que pourvoyeurs d'ouvrages illicites et fomenteurs de « mazzinades ». Il les bannit des lieux.

Mais qu'il disparaisse et, rapidement, le Pont-Neuf redevient un véritable « cabinet de lecture ». Plus que jamais, les boîtes obscures des bouquinistes paraissent détenir les clés de mystères inépuisables, offrir de quoi assouvir les appétits les plus rustiques comme les plus raffinés, autoriser des spéculations pas seulement intellectuelles et, surtout, contenir des ferment de révolutions à venir. C'est donc aussi logiquement qu'impunément qu'y viennent tomber, après la chute de la Bastille, d'abondants dividendes sous la forme des trésors des bibliothèques du clergé et de la noblesse. Suffisamment pour constituer dans de nouveaux salons une nouvelle caste d'amateurs.

Le siècle suivant songera à prendre ses précautions. Les bouquinistes du Second Empire doivent accepter un règlement détaillé qui, pour l'essentiel, demeure en vigueur aujourd'hui, où la seule interdiction « formelle » concerne les œuvres et objets « jugés contraires aux bonnes mœurs, à la décence ou à l'ordre public ». Notions suffisamment évolutives pour offrir de quoi alimenter jusqu'à nos jours un solide second rayon, qu'on ne craindra pas de transporter au fond de ses poches. Une mission que se plairont à accomplir les quais, au surcroît de leur convenance.

Jean-Louis Perrier  
Lire la suite page 29

Le promeneur qui aborde le quai de la Tourneville ou celui des Célestins à Paris doit savoir dans quoi et à quoi il s'engage. On ne lui demande ni droit d'entrée ni sursol, simplement de manifester l'aptitude à considérer son parcours comme un sentier buissonnier, à se laisser surprendre et charmer par lui, et à en accepter courtoisement la conséquence : celle de quitter les bords de Seine emmenant à son bras ce compagnon trop indiscret, trop envahissant, trop

nécessaire : un livre. Un livre ? Non ! un bouquin. Le livre reste fermé sur son texte, ne s'ouvrant qu'à un seul. Clone entre ses clones. Le bouquin, lui, a des semblables. Il a vécu, creusé les différences. C'est un livre d'expérience. Il a séduit, aimé, abandonné. Il a raisonné, dérangé, héragé. Le livre sent le propre ; le bouquin exhale toutes les tentations de la vie, y compris celles de s'en écarter. À son contenu et son contenant, il ajoute une troisième dimension, une épaisseur : son histoire.

Le bouquin ? Un cousin du néerlandais *boekje* (petit livre), de l'allemand *buch*, lorsque l'imprimerie s'inventait au nord. D'autres l'auraient extrait de l'odeur tenace de la poussière, de celle du bouc (de la chèvre) dont on tirait les indispensables et protecteurs maroquins. Impassable compagnon du bon usage, le Petit Larousse le définit encore comme un « vieux livre de peu de valeur » en 1955, pour le reconduire à ses origines en l'élevant en 1990 à la dignité (familiale) de « livre ».

Quant au verbe « bouquiner », que ce dictionnaire définissait il y a trente-cinq ans très exactement comme « se faire deux siècles auparavant : « chercher ou consulter de vieux livres », il est devenu tout aussi familièrement « lire » (1990). Ainsi le bouquin s'est-il réfugié avec le livre sous les yeux et les doigts des plus avertis et des plus modestes. Mais, dans les collèges ou les ateliers, ce sont les magazines et les journaux que l'on bouquine. Tout ce que l'on trouve en première ligne de cette épreuve redoutée qu'est la lecture. Revues, livres et bouquins dans le même sac : imprimés.

Seul le bouquiniste demeure

### AU SOMMAIRE

Chamerolles, château neuf	p. 28
Boulogne, Molitor et Cie	p. 27
Jules Verne, rela et retrouvé	p. 29
Gastronomie, la morue, bœuf du pauvre	p. 31
Échecs (p. 26) • Table (p. 31)	



# Le Bosphore pour miroir

## ISTANBUL

Allongée sur les deux rives du Bosphore, européenne et asiatique, Istanbul, à l'instar de Venise, Amsterdam ou Saint-Petersbourg, tire une grande partie de sa beauté de la mer qui l'enveloppe. C'est elle que regardent les *yalis* (maisons en bois), de plus de fenêtres qu'il n'est raisonnable, afin de mieux capter la féerie sans cesse renouvelée, les jeux du soleil sur l'onde, le va-et-vient incessant des bateaux.

La parure de la cité, c'est le Bosphore reliant, d'un côté la mer Noire, de l'autre la mer de Marmara. Un bras de mer, le Corne d'or, remonte sur quelques kilomètres à l'intérieur de la rive européenne. La cité primitive a choisi ce coin de terre protégé par la mer pour se développer.

Son histoire est celle du rayonnement que les empereurs byzantins lui ont donné et que les Turcs ottomans reprirent à leur compte : une ville occupant une position stratégique suscite toujours des convoitises. C'est pour avoir été trop belle que la très chrétienne Byzance, dont Constantin modifia le nom en 324, devint, en 1453, Stamboul et musulmane, tout en restant Constantinople jusqu'à Atatürk.

Princesse byzantine en son gynécée, sultane en son harem, elle n'eut pas le choix : elle dut plaire pour survivre. Plaire à son unique prince et, aujourd'hui, à des millions de visiteurs. Et l'on doit reconnaître que l'éternelle courtesane séduit toujours avec beaucoup de naturel.

C'est de l'eau qu'il faut d'abord la regarder, s'en approcher peu à peu, détailler l'architecture des mosquées. Contempler le soleil voilé, le miroitement gris du Bosphore, la rive asiatique, alanguie sous une voile de brume. Glissent en silence des cargos noirs, un navire de guerre opaque et menaçant. L'ombre de l'immense pont suspendu cache un instant le ciel. Passent les trois tours rondes et les remparts de la forteresse de Rouméli que Mehmet II fit construire sur la rive européenne pour tenir sous son feu les can-



mis venant de la mer Noire. En face, Anatolie, sa réplique asiatique voulue par Bajazet le Foudre de guerre. Défilent l'école des janissaires devenue école des cadets, la mosquée et le palais d'Abdulaziz, Istanbul se rapproche, à contre-jour, avec ses dômes ronds et ses minarets effilés : Topkapı, Sainte-Sophie, la Mosquée bleue, la tour de Bajazet, la mosquée de Soliman. De l'autre côté de la Corne d'or, outrage au ciel ottoman, trois tours en béton, modernes caravansérails qui n'ont pas la grâce des anciens.

Sirène de ferry, léger roulis au milieu du détroit, vol de mouettes. Les *vapor* se hâtent d'une rive à l'autre. A quai, vaisseaux de croisière à grosse cheminée noire et catamarans palauds. Des caboteurs tirent des traits blancs sur l'eau, croisant leur sillage, dans une animation qui n'est pas celle, factice, d'un port de plaisance et qui a sa part dans la fascination qu'exerce ce bras de mer.

Posé sur la rive droite, derrière une grille blanche et sage, feston au bord de la mer qui scintille, Dolmabahçe, palais baroque du dix-neuvième siècle où tout est

apparat, accumulation fastueuse. Sa majesté un peu lourde contraste avec les mœurs expéditives de sultans qui n'hésitent pas à faire trancher la gorge de leurs frères, y en eût-il dix-neuf, pour écarter la menace de rivaux potentiels. On peut préférer, à ces redondances tocooco, l'architecture toute orientale du palais de Topkapı et du baron. Comme quoi l'on n'est jamais plus attirant que lorsqu'on est soi-même.

De plus près, on voit les mosquées faire le gros dos sur les collines, leurs dômes couplés serrés les uns contre les autres entre de puissants contreforts. Aux quatre coins des minarets, si fins qu'il a fallu être très habile pour enrouler dans un fil si étroit un escalier à vis. Inutile de plaindre le muezzin : il lance le chant sacré du bas de la tour mais l'Etat l'a eu la bonne idée d'interdire les cassettes enregistrées. C'est donc la voix du croyant qui module un « *Bismillah* » au moment même où on l'entend.

Saint-Pierre de Rome eut Michel-Ange, Istanbul, Sinan. La vie de l'architecte de Soliman le Magnifique est un vrai conte oriental. Il naquit en Anatolie de parents arméniens. Enlevé par

les envoyés du sultan - l'usage gouvernemental voulait que chaque famille chrétienne lui donnât un garçon, - il fut emmené à Istanbul, entra à l'école des cadets du palais impérial et fut rattaché au corps des janissaires comme ingénieur. C'est ainsi qu'il participa aux campagnes de son maître et put étudier l'architecture islamique et chrétienne en Europe et en Asie. Pourtant l'édifice qui l'impressionna plus que tous les autres était à Istanbul, sous ses yeux.

Sainte-Sophie fut pour Sinan un modèle et un défi. On raconte qu'en 537, à la consécration de la basilique, l'empereur Justinien s'élança, passa en courant devant le patriarche à qui il devait baiser la main - le vénérable père de l'Eglise Jean Chrysostome - et tombant à genoux, s'écria : « *O Salomon, je t'ai surpassé !* » C'est ainsi qu'à chaque mosquée qu'il édifiait, Sinan reconstruisait Sainte-Sophie.

De notre envoyée spéciale  
Danielle Tramard

## Une journée à l'Expo

C'est délicieux et déraisonnable. Totalement grisant et désespérément frustrant. Joyeux bien sûr, divertissant à tout le moins, instructif, c'est certain. Et puis sportif, car pour en profiter, il faut adopter le pas de course, se lever de bon matin et se sentir d'attaque pour faire de cette escapade un marathon épuisant mais rentable. « *Une journée à Séville* » ne saurait se vivre qu'avec fougue et entrain, un éventail à la main. La journée est bien courte, il faut s'organiser, tenter de s'y retrouver dans ce capharnaüm organisé par des architectes un peu fous. Bref, tracer un itinéraire en tenant compte, par exemple, des pavillons les plus novateurs, tous conçus il est vrai pour être visités en un temps record. Courir, courir et encore courir, fidèle à l'*« esprit de découverte »* dont l'Expo célèbre la gloire.

Un conseil ? Une suggestion ? Va pour une sélection largement subjective mais qui recoupe l'opinion majoritaire. Le pavillon français, de verre et de miroir, dont tout le monde a souligné l'ambition esthétique et intellectuelle. La pyramide japonaise à l'élégance et la sagesse certaines. L'église hongroise aux six clochers pointus. Le gag d'une Suisse méconne, pleine d'irrévérence et d'humour. L'édifice rafraîchissant (compte tenu de la chaleur ambiante, ce n'est pas négligeable) de la Grande-Bretagne, « aussi grande que l'abbaye de Westminster » et dont une façade est effectivement noyée sous une immense chute d'eau... D'anciens citeront aussi le pavillon du Maroc conçu par l'architecte de la grande mosquée de Casablanca, celui de la Nouvelle-Zélande qui mérite la palme du plus kitsch, celui de l'Espagne, plus reposant, situé au

bord du lac et celui de la CEE, véritable hymne à l'Europe.

Un programme des plus copieux à consommer avant le 12 octobre, date de clôture de l'Expo. Grâce, notamment, à la formule « *Une journée à Séville* », proposée par la compagnie aérienne Air Liberté, les 25 septembre, 5 et 8 octobre, au prix de 1 650 F, vol aller-retour et entrée à l'Expo compris. Dans les agences de voyages.

A. C.

## L'Alsace en Orient Express

L'Orient Express, pourquoi pas. Et, une fois n'est pas coutume, pour visiter une région française. En octobre prochain, ce train de légende ira faire une escapade en Alsace. Ses passagers embarqueront dans les célèbres voitures rétro décorées par Proust et Lalique, dînont à bord avant d'atteindre Mulhouse. Nuit à l'hôtel, puis la journée sera consacrée à la visite de l'Ecomusée d'Alsace et, après avoir suivi la route des vins (Riquewihr, Schoenenbourg) et être monté au château du Haut Koenigsbourg, à la découverte de la vieille ville de Colmar avant de revenir vers Mulhouse et le Sundgau. Le lendemain matin, visite de la collection Schlumpf, au Musée national de l'Automobile et, à 11 h 20, départ pour Paris avec déjeuner à bord. Du 15 octobre, en fin d'après-midi, au 17 en milieu d'après-midi, 5 870 F A/R. (3 800 F aller simple) comprenant le voyage en Orient Express avec dîner et déjeuner, boissons incluses, la pension complète en hôtel 3 étoiles, les visites et dégustations. Renseignements et inscriptions à la Maison de l'Alsace (39, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-56-15-94).



Château du Haut Koenigsbourg, entrée de la deuxième enceinte.

## Guide

• *Sinan, architecte de Soliman le Magnifique*, est une remarquable illustration de l'œuvre de ce bâtisseur. Quatre photos d'Ara Güler présentées sur grand format (30,5 x 41 cm), clarté du texte de John Freely et Augusto Romano Burall. Un album de cent quarante-quatre pages et cent photos en couleur justifie son prix de 485 F (Arthaud). Pée de surprise avec le Grand Guide de la Turquie (Gallimard, 354 p., 145 F) : l'histoire et l'héritage expliquent les interrogations d'aujourd'hui. Il manque un tableau généalogique des sultans que l'on trouvera dans le Guide Bleu Istanbul (Hachette, 152 p., 75 F). Dans *Harems*, le monde derrière le voile, Alev Lytle Crotier présente les divers aspects d'une réalité qui modèla la vie de milliers de femmes jusqu'au début de ce siècle (Belfond, 1989). Cet ouvrage, également publié en Turquie, est disponible notamment à la librairie de l'hôtel Bosphorus.

Sous le titre *De la part de la princesse morte*, Kenizé Mourad raconte l'histoire de sa mère, petite-fille du sultan-calife éphémère Mourad V, et le fin de l'Empire ottoman (Robert Laffont). *Réflexions*, enfin, sur Istanbul, gloires et dérivés et Istanbul 1914-1923, deux ouvrages collectifs des éditions Autrement dont le petit *Istanbul*, un guide intime, s'adresse à des

voyageurs déjà initiés à la vie stambouliote.

Le Swissôtel Bosphorus est certainement l'établissement le plus luxueux d'Istanbul : ses trois tours constituent une ville en soi, avec tous les services que paupèrent soulever l'homme d'affaires comme le visiteur. Equipement de bains turcs, sauna, jacuzzi et remise en forme. Piscine, bien sûr, et trois tennis, vingt-deux boutiques, six restaurants, casino, etc. Des chambres et de la terrasse du petit déjeuner, dont l'abondance surprend, vue sur le Bosphore. Il est dommage cependant que, avec la pulvérisation de feu financier nippon à sa disposition (340 millions de francs d'investissements à ce jour), le décorateur américain n'ait pas fait œuvre plus originale. L'hôtel, enfin et surtout, drasse ses trois tours de verre dans les jardins qui s'élèvent derrière le palais de Dolmabahçe avec, précise le dossier de présentation, « l'appropriation du Haut Conseil des monuments historiques »... On se demande pourquoi une minorité aisée impose une tour de verre et barreaux de béton à la Sublime Porte et aux millions de personnes qui visitent chaque année ce panorama unique au monde. Il était possible - on en voit un exemple non loin de là - de faire une construction tout aussi luxueuse mais plus discrète. Le gouvernement turc va-t-il continuer, pour attirer

les investissements étrangers, source d'emplois, certes, à brader ce valon prestigieux déjà défiguré par le Sheraton, le Marmara et, bientôt, le Park Hotel en cours de construction ?

Le Bosphorus, somme toute moins désastreuse que les précédents, étant là avec cinq ou six dix-sept chambres et suites, son luxe et son confort, autant profiter, jusqu'au 31 octobre, de son tarif préférentiel de week-end : environ 385 F par personne et per nuit en chambre double, avec petit déjeuner buffet et cocktail de bienvenue. Réservations au 532-50-69 (numéro vert), fax : 259-01-05. L'hôtel propose un plaisir auquel on souscrit sans restriction, à savoir une croisière de trois heures sur le Bosphore (du lundi au vendredi, environ 140 F, dîner inclus) ou d'une journée aux îles aux Princes (le week-end, 200 F environ, avec déjeuner).

Pour le charme, on se tourne vers les *yalis* (maisons de bois anciennes) restaurées d'Ayasofya Pansiyonleri (Sogukcesme, Sultanahmet, tél. : 513-36-60), edossée aux murs de Topkapı, derrière Sainte-Sophie et dans une rue calme : environ 400 F par personne la nuit en chambre double, petit déjeuner inclus.

La cuisine turque, héritière de celle de Byzance, est délicieuse. Parmi les bonnes tables, à prix raisonnables pour

un Occidental : le Beyti (Orman Sokak n° 33, Florya, tél. : 573-92-12), une institution qui nourrit depuis trente ans les grandes de ce monde et les autres ; le Hasir (Beykoz-Ko-nu, Beykoz, tél. : 322-29-01, 100 F en moyenne), au-dessus du Bosphore, sur le rive asiatique ; l'Ucler Restaurant (Ordekil-Bakkal SO n° 3, Kumpaki, tél. : 517-23-37, de 80 F à 130 F), le soir, sur les tables dans la rue, dans le délire bon enfant du quartier des pêcheurs (poisson excellent) ; le Oevelli (Gömdöyözk-Sokak n° 7, Semetys, tél. : 585-11-89), sur la rive européenne du Bosphore, et le Oerüziyafa (Siftehane-Cad. n° 6, Suleymaniyé, tél. : 511-84-14, environ 150 F), notre préféré, pour le finesse de ses mets et son cadre : le cour d'un hospice construit par Sinan à côté de la mosquée de Soliman.

Pache Tours (18, rue Godot-de-Mouray, 75009 Paris, tél. : 40-06-88-00) propose un forfait à partir de 4 120 F comprenant vol régulier, transferts ainsi que trois nuits (du jeudi au dimanche) et petits déjeuners au Bosphorus.

Vole Air France Paris-Istanbul quotidiens à partir de 3 150 F.

Office du tourisme de Turquie, 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 45-82-78-68.

## TÉLEX

Entrer dans l'histoire des châteaux, abbayes, lieux de spectacles ou de pouvoir à l'occasion de leurs journées « portes ouvertes », les 26 et 27 septembre. L'entrée sera alors gratuite et la visite mise en valeur par des animations adaptées. Le choix est vaste. A Paris : palais de l'Elysée, Assemblée nationale, ministères des finances (Bercy) ou de la justice ; patrimoine minier dans le Nord ; Cité radieuse de Le Corbusier, à Marseille. Liste des monuments concernés dans les offices de tourisme locaux et sur Minitel 3615 VMF.

Une saison au Palais Garnier et à l'Opéra Bastille avec la formule de l'Hôtel Concorde Saint-Lazare qui réserve la nuit (1 350 F en chambre double) et la place d'opéra en première catégorie (570 F) ou de ballet (de 180 à 360 F), à des dates fixées à l'avance. Les mélomanes devaient apprécier, notamment, *Enfer*, de Gounod, mis en scène par Lavelli ; *Bernabé Cellini*, de Berlioz, vu par un jeune Français, Denis Krief ; *La Dame de pique*, de Tchaïkovski, mise en scène par Andreï Konchalovski. Les grands noms de la danse - Merce Cunningham, Jerome Robbins, George Balanchine - alterneront avec les jeunes espoirs français confirmés - compagnie Angélin Preljocaj ou compagnie de l'Esquisse. Réserver un mois à l'avance, le nombre des entrées

étant limité, au 05-05-00-11 (numéro vert) et au 40-06-43-46-47.

Saint-Malo en septembre, octobre et novembre. Forfait d'une semaine comprenant le transport en autocar au départ de Paris et le logement en demi-pension à proximité du cœur historique de la cité : de 1 490 F à 2 190 F selon hôtel (deux ou trois étoiles) et dates. En supplément, choix d'excursions dont Jersey, l'île de Bréhat, Combourg, Dinan, le Mont-Saint-Michel et la Bretagne intérieure. Renseignements : Maison de la Bretagne, 17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris, tél. : 42-79-07-07.

La Bussière, ou château des Pêcheurs, une demeure privée XVIIIe au bord d'un étang que fit creuser Le Nôtre, a ouvert cette année son potager XVIIIe, accroissant ainsi l'intérêt d'une visite qui permet d'admirer notamment le mobilier de famille, la cuisine Louis XIII, la lingerie d'autrefois et des collections ayant trait à la pêche en eau douce. Ouvert tous les jours sauf le mardi jusqu'au 11 novembre, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. La Bussière (tél. : 38-35-93-35) est à 135 km de Paris et à 12 km de Gien.

Sélection établie  
par Patrick Francis  
et Danielle Tramard.

Boulogne



55 من الامم

SANS • VISA

• La Monde • Samedi 19 septembre 1992 • 27

A PARIS

# Boulogne style paquebot

Fernand Brandel s'émerveillait de ce qu'il suffisait de parcourir quelques kilomètres, en France, pour que tout change : paysages, visages, traditions, attitudes. Cela vaut pour Paris : on tourne le coin d'une rue et voilà qu'on franchit une frontière invisible. Ainsi en est-il du quartier des Princes, à cheval sur l'extrême bord du seizième arrondissement et le tout début de Boulogne-Billancourt.

AUTREFOIS inclus dans le bois de Boulogne, terrain de chasse royal cerné de murs, il formait au dix-septième siècle le « fond » du bois, cerné par la lande de Billancourt, et le nom lui est resté. Amateur de parcs à l'anglaise, Napoléon III, secondé par son fidèle préfet Haussmann, concéda, par une loi du 8 juillet 1852, la propriété du bois de Boulogne à la Ville de Paris, afin que celle-ci prenne soin de son « embellissement ». Mais la loi imposait à la Ville de « conserver leur destination actuelle aux terrains concédés, lesquels ne pourront être aliénés en tout ou partie ». Pour amortir les frais de l'embellissement, en particulier l'annexion des 130 hectares de la plaine de Longchamp, la Ville fut autorisée, par une loi du 14 avril 1855, à vendre certains terrains du bois, dont le « Parc des Princes », dit aussi « Parc aux Princes ». Mais, les abords du bois devant être protégés, des servitudes devaient être respectées, notamment l'« interdiction de tout commerce et de toute industrie » ; et certaines clauses esthétiques. Ce qui explique que ce quartier préservé soit devenu, dans les années 20 et 30, une sorte de paradis des peintres, des sculpteurs et des architectes.

A l'extérieur d'un triangle bordé par Roland-Garros au nord, le Parc des Princes et le stade Jean-Bouin à l'est, et la rue Denfert-Rochereau, ancien chemin de ronde extérieur du bois, à l'ouest, le quartier des Princes présente encore aujourd'hui une unité architecturale et une personnalité bien à lui. Mais dès qu'on franchit ce périmètre, à une rue près, le charme s'évanouit.

Sur ces quelques rues à la grâce provinciale, la piscine Molitor veille en sentinelle depuis 1929. Sa longue silhouette basse, voulue par son créateur Lucien Pollet à l'image des grands transatlantiques de l'époque, donne le ton à ce quartier des Princes. Là commence la promenade dans les années 20 et 30.

Laissons la voiture, longeons à pied le flanc gauche de la piscine, puis tournons à gauche, au premier feu rouge, dans l'avenue Robert-Schuman aux somptueux marronniers. Juste un peu plus loin, on aperçoit une drôle de maison en briques rouges, coiffée d'un grand toit gris de tuiles plates très en pente et de longues cheminées étroites. En s'approchant, on est encore plus étonné. Sur la façade principale, un toit-de-bœuf octogonal s'inscrit dans un large triangle de fleurs sculptées dans la pierre. Et au-dessous, sur la frise rectangulaire qui surmonte les trois bautes fenêtres du salon, deux visages de pierre à la chevelure de fleurs et de fruits nous regardent, énigmatiques et souriants, mi-orientaux, mi-africains. On comprend qu'ils aient plu à André Malraux, qui habita la maison de 1945 à 1962, lui trouvant « quelque chose de hollandais des années 20 ».

Un paon « Parcours des années 30 », placé à l'angle, nous apprend que nous devons cette curiosité, érigée entre 1926 et 1928 pour madame Renard, à l'architecte Jean-Léon Courrèges. Comme son maître Louis Süe, il était adepte du style « néo-rural »,

en réaction violente et épidermique contre le « style international », le style d'avant-garde (celui de Le Corbusier et autres membres de l'Union des artistes modernes), dont on a une superbe illustration juste de l'autre côté de l'avenue, avec l'hôtel particulier dessiné par Louis Fauré-Dujarric, l'un des architectes du stade Roland-Garros tout proche (ou encore du Racing Club et de la façade du grand magasin parisien les Trois Quartiers, qui vient d'être défigurée).

Pas le plus petite trace de « néo-rural » dans ce massif mais élégant rectangle de pierre blanche à l'ossature de béton armé. Pour répondre au désir des propriétaires, Fauré-Dujarric avait voulu que tout s'ordonne autour d'une salle d'orgue en façade de douze mètres de long, quinze mètres de profondeur, et sept mètres de haut, sur deux étages. Francis Poulenc viendra jouer sur l'orgue et la salle, entièrement peinte en bleu de Chine, deviendra le siège de la Société des amis de Lily Boulanger. Les bautes baies vitrées n'abritent plus l'orgue magnétique à trois claviers et trente-cinq jeux, mais le volume est respecté, et les délicates ferronneries, où alternent rayures et volutes, courent toujours tout le long des balcons et des terrasses, au troisième étage et sur le toit. Sur le côté, rue Salomon-Reinach, la porte d'entrée, avec ses étonnantes barreaux, son énorme poignée ronde, et un mur arrière presque entièrement aveugle nous font comme un clin d'œil. On sourit et on pense à la maison de Mon Oncle.

Un peu plus loin, en se dirigeant vers la droite, on découvre deux allées privées à l'allure de *mezzanines*. La rue des Arts et l'allée des Pins, bordées de maisons pastel oyyées dans les fleurs et les arbres. Et on tombe en arrêt devant une étonnante tour blanche mangée de lierre. Une étroite passerelle la prolonge sur la gauche, défie la pesanteur, s'élance à l'assaut de la maison voisine. Le panneau numéro 6 du « Parcours des années 30 », placé rue Gutenberg, à l'entrée de la rue des Arts, nous apprend que passerelle sur pilotis et tour sont nées en 1924 des imaginations conjuguées de Charles-Edouard Jeanneret, dit Le Corbusier, et de son frère Pierre, pour servir de résidence-atelier à leur ami le sculpteur cubiste Jacques Lipchitz, la maison voisine étant l'atelier-étude de leur ami le sculpteur Oscar Miestchanihoff. Le Corbusier lui-même habitait tout près, 24, rue Nungesser-et-Coli, au septième étage d'un « immeuble de rapport », qu'il avait bien entendu signé, et qui existe toujours.

En sortant par la rue des Arts, on trouve, juste à gauche, l'étrange création de Georges-Henri Pingusson, un « immeuble de rapport » à bublots profilé comme une cheminée de paquebot. La proue de navire à la ligne effilée qui le prolonge et précède est un vestige de la demeure que Le Corbusier avait édifiée auparavant à cet endroit. Pingusson l'avait conservée en

hommage au maître. A deux pas de là, au rond-point des Anciens-Combattants, à l'orée même du bois, trois maisons blanches nous attendent, côte à côte, aux numéros 4, 6 et 8 de la rue Denfert-Rochereau. Elles ont un peu l'air de deux maisons jumelles reliées par une passerelle. Le Corbusier et son frère ont signé la maison du milieu en 1927, Robert Mallet-Stevens la maison très « puriste » de gauche, et Louis-Raymond Fieber celle de droite. Celle de Le Corbusier est la parfaite « machine à habiter », l'illustration même des « cinq points de la nouvelle architecture » : ossature

sur pilotis, façade libre indépendante des structures, fenêtres-bandeaux, toit-terrasse, organisation intérieure libérée de toute contrainte. Extérieurement, c'est la plus austère des trois, mais toutes les trois sont également fines et sans ornement. Et si elles vous paraissent vraiment trop austères, rappelez-vous que leurs inventeurs répondaient ainsi en 1929, dans le manifeste de l'Union des artistes modernes, à leurs détracteurs qui trouvaient leurs créations empreintes d'un « affreux nudisme ».

« Le décor nous fait aussi penser souvent à la fameuse grande cui-

sine qui utilise les restes et sait faire passer les mauvais morceaux, grâce aux artifices des saveurs épicées. La simple grillade est bien plus difficile à réussir. On nait rôti, on devient cuisinier. Il est beaucoup trop d'habiles cuisiniers en art. » En fait, l'affreux nudisme » de façade a sa raison d'être, celle de permettre, à l'intérieur, une liberté totale, un véritable hymne à la lumière et à l'espace. On peut s'en rendre compte grâce au documentaire disponible en permanence au Musée municipal de Boulogne. Il nous fait pénétrer dans certaines demeures de ce « Parcours des années 30 », qui comprend dix étapes au total, imaginées par le jeune conservateur du Musée, Emmanuel Bréon.

Mais sur ces maisons précieuses, sur ces rues tranquilles, sur tout ce quartier des Princes, une menace plane, depuis la fermeture de la piscine Molitor, en septembre 1989. Immédiatement, le pillage a commencé. On a arraché les mains courantes en bronze, peintes en bleu pendant la guerre pour échapper à l'avidité des Allemands. Pour éviter qu'on ne s'attaque aux vitraux bleus pleins de baïnettes et de patineuses, pour arrêter le massacre, on a muré toutes les issues. Et, depuis, la piscine Molitor n'offre plus au passant que ses flancs aveugles, lézardés, ses bublots zébrés de briques rouges.

« Encore un été sans Molitor ! », soupirent les riverains et, avec eux, les milliers de Parisiens et de touristes qui venaient, chaque saison, s'y donner l'illusion des vacances et de la plage en plein Paris. Cette année encore, il

leur a été interdit, après avoir jeté un coup d'œil, au-dessus de leur tête, à la superbe verrière du maître-artisan Louis Barillet, de pousser le tourniquet de fer forgé, de suivre le garçon de bain jusqu'à l'un des trois étages de cabines bleues bordés d'une balustrade blanche, si semblable à celles du Lido, de *Mort à Venise*, et de poser leur serviette sur les rives du grand bassin d'été, et de se croire partis loin, très loin...

Car, cette année encore, on ne sait toujours pas si les anciens Grands Etablissements balnéaires d'Auteuil vont être restaurés ou démolis. Une Bretonne, Caroline Fajean, a pris la tête de la croisade et de l'association Molitor. Comme elle poursuit un rêve, elle a préféré que la piscine, après sa fermeture, soit inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques plutôt que classée monument historique, ce qui aurait risqué de la figer, de la transformer en musée peut-être. Or son rêve est de redonner vie à ce lieu, d'y faire revivre toute une époque. Ce rêve s'est ancré dans sa tête quand elle a reçu, en septembre 1990, une lettre d'un vieux monsieur racontant qu'il était autrefois membre du Racing Club de France, et qu'il partit de 1933 « sa section natation s'entraînait à Molitor ». Et ce monsieur de quatre-vingt-deux ans se proposait de faire, en compagnie de quelques ancêtres de son âge, « un réveil des anciens qui gardent un souvenir joyeux des années 30 à Molitor », lors de l'inauguration de la piscine restaurée.

Bien entendu, lors du concours de restauration lancé par la Ville de Paris au printemps 1991 (*le Monde* du 3 août 1991), l'Association Molitor a présenté son projet, celui de Reichen et Robert, dans le plus pur esprit « paquebot », si cher aux artistes modernes. Le jury s'est réuni en décembre 1991, mais aucun lauréat n'a encore été désigné officiellement. Et l'unique « plage de Paris », inaugurée en août 1929 par un plongeon de Johnny Weissmuller en personne, s'effondre, se lézarde, s'écroule un peu plus chaque jour.

Le temps passe, l'inquiétude des riverains grandit. Ces riverains aiment profondément leur quartier, et le défendent vigoureusement. L'Association des riverains du Parc des Princes a adressé en juillet au maire de Paris et au ministre de l'environnement une pétition réunissant près de mille signatures, s'élevant contre les dérives des manifestations du Parc des Princes, ce monsieur hâbleux, grisâtre, aux gigantesques dents de béton dressées vers le ciel, et celles du stade Jean-Bouin voisin. Quant à l'Association Boulogne-Environnement, elle a obtenu l'arrêt des travaux d'extension du stade Roland-Garros en février.

Mais le répit sera de courte durée. Bientôt, la grue verte immobilisée sur un immense trou béant va se remettre en mouvement. Bientôt, un nouveau stade de quinze mètres de haut, bien peu en harmonie avec l'aérienne création de Fauré-Dujarric, va s'élever, et dix mille spectateurs supplémentaires déferleront sur le tranquille quartier des Princes.

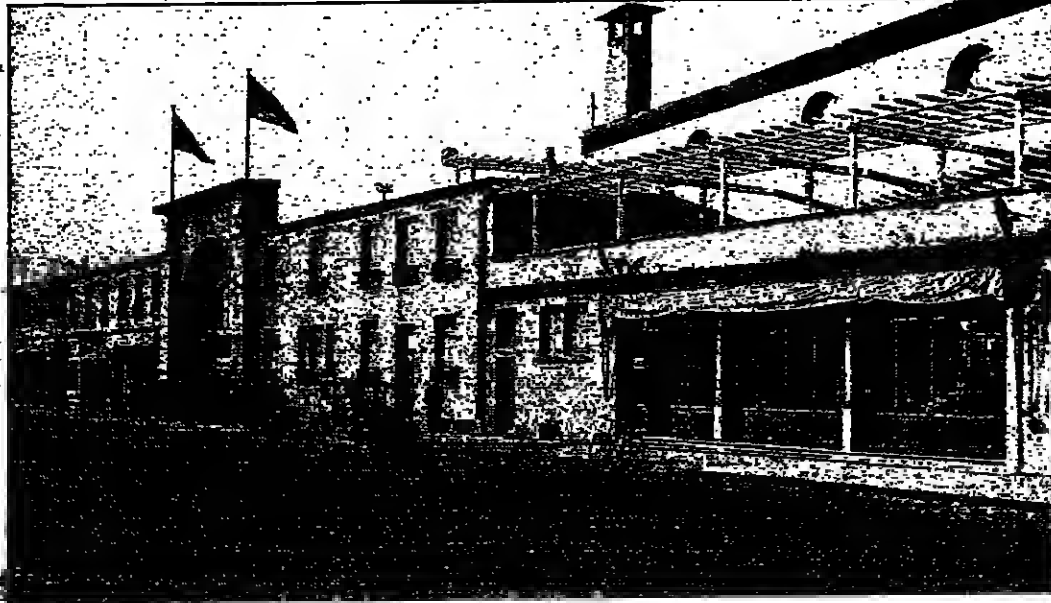
Car sur tous les fronts, à l'est, à l'ouest, au sud, la loi du sport-business resserre son emprise. Aujourd'hui encore, comme dans les années 30, comme au temps d'André Malraux, on peut parler de jours Iraqouilles à Boulogne, dans le quartier des Princes. Mais pour combien de temps ?

Lise Bloch-Morhange

► Brochure *Parcours des années 30* disponible au Musée municipal de Boulogne, 26, avenue André-Morizot. Film sur l'intérieur des maisons viables aux heures d'ouverture du Musée. Exposition en cours « Années 30 », jusqu'à la fin de l'année. On peut également lire le livre d'Alain Malraux *Les Marronniers de Boulogne*, paru aux éditions Ramsay.



Rue Denfert-Rochereau, à Boulogne, l'immeuble à bublots de l'architecte Pingusson.



La piscine Molitor, construite en 1929 et fermée en 1989.



# Chamerolles, un château qui sent le neuf



Restauré de frais, net, propre et comme neuf, le château de Chamerolles, racheté par le conseil général du Loiret à la Ville de Paris, qui ne savait qu'en faire, a choisi le thème de l'histoire des odeurs et des parfums pour flatter le « nez » de ses visiteurs.

EN ce temps-là, paraît-il, la puanteur faisait partie des conversations. Il paraît qu'il pleuvait, ou comme il gélait, ou comme il fallait payer la gabelle. Selon l'humeur, il pleuvait plus, ou il pleuvait moins. Et si la puanteur avait l'audace de disparaître, on la regrettrait comme une vieille compagne, on y voyait comme un mauvais présage. Elle s'accrochait aux vêtements, s'attardait sur les corps, nichait dans les maisons, sautait sur les riches comme sur les indigents, sur les nobles comme sur les prêtres.

A Orléans, à la pestilence habituelle s'ajoutait celle du violeur. Celle-ci remontait des berges du fleuve royal, où le précieux liquide mijotait dans les entrepôts, rôdait dans les vences, s'insinuait dans les églises, les sacristies, stationnait dans les demeures, finissant par imprégner les cervelles. Aux portes de la ville, l'odeur s'arrêtait net, elle se cafonçait dans son territoire, mais passait le relais aux odeurs campagnardes de la Beauce, betteravières surtout, dont les relents s'appareillaient aux exhalaisons humaines.

Le château de Chamerolles, perdu dans le désert beauceron entre Pithiviers et Orléans, tout récemment restauré par le conseil général du Loiret, et qui propose une promenade dans l'histoire des parfums, aurait fort bien pu héberger le héros du roman de Stendhal (1). L'auteur le fait d'ailleurs s'approcher, quittant la capitale et ses odeurs de maréages et

d'étals de poisson, du « champ de gravitation olfactif d'Orléans ». Ce que percevait, notre héros amorce un grand détour pour éviter la cité johannique et traverser la Loire à Sully, où il prend le temps d'acheter un saucisson.

Dans cette muséofolie qui a saisi nos concitoyens, rien ne prédisposait, si ce n'est son charme intime, cette demeure seigneuriale, mêlant l'époque Renaissance et le dix-huitième, deux siècles d'art de vivre, à évoquer l'histoire de nos pratiques corporelles. Chamerolles, encore en 1987, était une ruine superbe et désolée, disparaissant sous le lierre, où rôdait l'ombre de Lancelot du lac et celle d'un vieux châtelain malehanceux poussé sous la guillotine un matin lugubre de messidor. A vrai dire, après que le conseil général du Loiret eut l'excellent réflexe de récupérer cet amas de pierres dont la Ville de Paris, dernier propriétaire, ne savait que faire et qu'on se mit à gratter un peu les archives, on s'aperçut que ce Lancelot du lac n'était pas celui escompté, mais un chevalier parvenu, dont les parents avaient un peu trop le Christ de Troyes dans leur jeunesse, plutôt apte à tailler desroupières, mais suffisamment habile pour attirer les faveurs de son maître Louis XII. Ses descendants en firent une bastille protestante. Quant au malheureux guillotine, il s'appelait Claude-Guillaume Lamher. C'était un de ces vieux juristes éclairés et courageux, comme

Maleherbes, qui s'était honoré en cassant l'arrêt de condamnation de Lally-Tollendal et co obtenant sa réhabilitation après l'exécution particulièrement inhumaine de ce dernier, contre laquelle Voltaire avait crié son indignation. En 1789, il fera partie de l'équipe de Necker, avant de monter sur l'échafaud en 1794, au plus fort de la tourmente.

Chamerolles n'a pas à rougir de cette histoire qui mériterait peut-être d'être mieux expliquée au public, tout à sa promenade parfumée, car le vieux Claude-Guillaume a lui aussi bien contribué à l'embellissement du domaine. Ses nouveaux maîtres, aujourd'hui, ont remis les compteurs de l'histoire à zéro. Et puisque notre époque tend au repli sur soi et au narcissisme, nous voici conviés, au travers de cette histoire des parfums, au mystère de l'aldéhyde, au cœur de la chambre, où le regard se portait sur son propre corps, où la séduction mais aussi le combat contre la pestilence s'organisaient, où commençait la quête d'un monde enfin désodorisé.

Ainsi qu'on se le rappelle, la peste persiste la tradition médiévale du bain, l'eau, qui s'introduit dans les pores de la peau et véhicule les humeurs contagieuses, est considérée au dix-septième siècle comme un élément dangereux. C'est au contraire le linge qui « lave », et les parfums jouent un rôle d'hygiène. Ils désinfectent. Triomphent alors la toilette sèche, tandis qu'un brasseur débarrasse la chambre de

ses miasmes, qu'on glisse de petits sacs d'herbes odoriférantes sous les jupes et les pourpoints. Sur une table est posée la cage à oiseaux, ainsi qu'un coffre de toilette où sont rangés les flacons à parfums, les bols à onguents, le mortier à fards, et les étoilettes (un petit carré de linge blanc) pour les frictions. A côté, le fauteuil d'aisance, muni d'un cadenas.

Au dix-huitième siècle, l'eau, qui avait été bannie, revient en grâce, et le bain se réinstalle dans les habitudes. L'eau, substance équivoque, est toujours supposée pénétrer le corps, et le corps immergé est un corps imprégné. Mais on oublie la crainte des contagions, les failles obscures que recèlent les ouvertures corporelles, et l'émollescence du liquide. Un drap recouvre la haignoire pour éviter les piquetements sur la peau. On y jette de l'esprit de musc, du romarin, du suc de rose ou de l'essence de vanille. Le bain se démocratise suffisamment pour permettre à Marat d'y recevoir son coup de poignard. Les parfums servent moins à l'hygiène, ils agissent pour la beauté, ils sont un élément de la séduction. La femme possède sa « cave à parfums », et chaque matin réalise un mélange nouveau qu'elle glisse ensuite dans son « nécessaire ». Et la chaise percée quitte la chambre pour un petit réduit attenant.

Au dix-neuvième siècle, on assiste à la naissance des grandes maisons de parfumerie, et la

réclame fait son apparition sur les flacons. Puis un passe devant un « orgue à parfums », du début de ce siècle - mais, entièrement reconstitué avec l'aide de Dior - où chaque matio le « nez » de la maison s'installait, tel un musicien, pour composer ses mélanges, à partir de cent trente petits pots étiquetés disposés autour de lui à la hauteur de son appendice nasal.

Le circuit aromatique continue dans le jardin Renaissance - qui existait sans doute encore au dix-huitième - recréé avec six carrés : le préau, où l'on conversait sur des banquettes de gazon ; le labyrinthe ; puis deux parterres, plus propices à la contemplation, l'un à la française, l'autre réservé aux plantes rares ; enfin deux carrés de potager. Et le visiteur arrive au bout de ce parcours odoriférant.

Les reconstituteurs de Chamerolles ont refait un château à neuf, et pas seulement relevé ses murs, en vertu de quoi généralement les Monuments historiques estiment leur devoir accompli. Ils ont reconstruit, meublé, aménagé, tapissé, carrelé de neuf. Au risque de décevoir les esthètes friands de patine, ou de choquer les puristes en matière de restauration. Des meubles d'époque coexistent d'autres fraîchement sortis de chez le menuisier. Les objets ne sont pas cadecossés sous des vitrines. Ils sont simplement à leur place, sur une commode ou un guéridon. Des bouquets sont posés sur les tables. Un coup, à la différence de certains édifices du

val de Loire, qui sont des monstres froids ou des carcasses vides, on comprend mieux ce qu'habiter un château pouvait vouloir dire et engendrer de volupté et de nostalgie.

Le conseil général du Loiret a dépensé près de 80 millions de francs pour Chamerolles (15 % de cette somme environ ont servi à le « remplir »). Mais c'est un château qui vit, avec un pool-levis qui s'abaisse pour les enfants. Hollywood certes, mais à la française.

de notre envoyé spécial  
Régis Guyotat

(1) *Le Parfum*, de Patrick Süskind, Fayard, 1986.

► Château-promenade des Parfums. Chamerolles, 45170 Chamerolles-sur-Loire (à 35 km au nord-est d'Orléans). Ouverture du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre de 10 heures à 18 heures, et du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars de 10 heures à 17 heures (sauf en janvier). Tél. : 39-35-94-86.

Les travaux de restauration ont été réalisés par le conseil général du Loiret nrt été menés sous la conduite de MM. Jacques Moulin, architecte en chef des Monuments historiques, et Didier Moulin, muséographe.

On peut lire : *Le Propre et le Sale*, de Georges Vigarello, Le Seuil, 1985. *Le Miasme et la Jonquille*, d'Alain Corbin, « Collection historique », Aubier, 1982. *Histoire du parfum*, de Ghislaine Pillivuyt, Denoël, 1988.

## COURRIER

### Le loup du Gévaudan

Après la parution de l'article intitulé « Le loup, la bête et les poètes » dans « Le Monde sans visa » du 11 juillet, nous avons reçu une lettre de M. Guy Crouzet, secrétaire général de l'Inspection académique à Yverdon (Allier), que nous publions ci-dessous. M'étant intéressé de près, depuis une dizaine d'années et sous l'angle historique, à l'histoire de la bête du Gévaudan et à celle de quelques autres de ses consœurs (celles des Cévennes notamment), je crois être en mesure d'affirmer, prouvé à l'appui, qu'il ne s'agit pas (mais vous n'avez pas employé ce terme) de romans à usage folklorique ; et que, derrière le mythe tenant à

l'unicité ou à la monstruosité d'une bête, se cachaient en fait des animaux bien réels, et sur l'identification desquels - n'en déplaise à certains - le doute n'est guère permis.

Une centaine de personnes tuées par « la » bête du Gévaudan, une bonne trentaine par celle des Cévennes : cela est attesté par des documents précis. Et une même espèce est mise en cause aussi bien sous l'Ancien Régime qu'au temps des guerres napoléoniennes : le loup. Je tiens à votre disposition des documents aussi divers qu'explicites, rédigés par les seules personnes qualifiées à mon sens pour le faire : les témoins de l'époque. Curés, consuls, subdélégués et intendants, maires, sous-préfets, lieutenants de l'ouvetier sont précis dans leurs rapports ; et je puis difficilement,

partant de là, envisager une conspiration séculaire des sacristies et des maires réunies.

Des animaux captifs dans un parc, et dépendants des lors de l'homme pour leur nourriture, ne peuvent à l'évidence être présentés comme l'exacte réplique, au niveau de leur comportement, de leurs ancêtres d'il y a deux siècles ! Sur ce point comme sur d'autres, l'assurance des mots ne tient pas longtemps devant celle des faits.

Assurer la survie d'une espèce en voie de disparition (on pourrait au passage s'interroger sur les raisons exactes de cette extinction) est une chose parfaitement respectable. Récupérer certaines vitrines géantes de son histoire en est une autre ! Pas nécessairement synonyme de bonne pédagogie (...).

15 guides présentés par

## VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka	Chine	Québec
Italie	Mexique	Thaïlande
Antilles	Japon	Russie
New York	Brésil	Usa west
Guatemala	Inde	Tchécoslovaquie

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

Le co

Quai  
des bouquins



هكذا من الإلهام

SANS VISA  
LIVRES

Le Monde • Samedi 19 septembre 1992 29

## Le cornac d'Amiens



TOUTE gargarisée de tolérance et licence qu'elle soit, jamais époque, peut-être, du moins en Occident et particulièrement dans les lettres, ne fut, en réalité, plus intraitable et pudibonde que la nôtre; et quand le personnage qui la gène est vraiment trop gros à éliminer, elle gomme de sa vie, fait semblant de ne pas apercevoir dans son œuvre ce qui n'est pas convenable: ainsi du royalisme éperdu de Balzac ou de la judéophobie littéraire de Gide.

Peut-être «crétin fondamental» (Salvador Dalí), mais en tout cas succès mondial irrécusable depuis le Second Empire, Jules Verne lui-même a dû passer au tamis de la «bien-pensance» actuelle: sont évidemment mis en relief ses côtés libertaire, progressiste, réaliste, scientifique, annonciateur de la vidéocassette, du TGV et d'Amnesty International, tandis qu'on laisse au rancart son populisme, son nationalisme, son animadversion pour les Anglo-Saxons ou son absence d'intérêt, du moins romanesque, pour les femmes.

Le siècle qui a réussi à transformer Montaigne en ancêtre spirituel d'Henri de La Rochefoucauld n'a pas eu de mal à accrédi-ter l'idée: Sartre entre autres s'y employa: «l'inventeur du Tour du monde en quatre-vingt jours était le type même du formateur de l'élite républicaine... Ca a permis de passer au bleu que notre champion du roman d'aventures pencha du côté antimoderniste, antidefystard, voire - horresco referens - antiféministe.

On invoque à tort le conseiller municipal «rouge» d'Amiens, mais

on sait qu'il s'opposait à la loi sur l'exil des dynastes français, fut le visiteur empressé du pape et accepta la Légion d'honneur attribuée par l'impératrice Eugénie pendant que son épouse se laissait enfermer dans Sedan par ce Guillaume II qui allait se proclamer empereur, mais aussi inconditionnel de Verne.

Barthes, Michel Serres se sont livrés à des analyses structurales de l'écriture «vernienne» (adjectif affreux mais admis pour les besoins de la cause). Des psychanalystes, après avoir mis à nu le «sadisme», voire le «sado-masochisme» de la comtesse de Ségur, ont découvert avec horreur l'excitation érotisée du cornage masculin, fil conducteur des quelques quatre-vingt titres de Verne: on n'était pas passé très loin du fascisme, mais on ne coupait pas à l'homosexualité «latente» - la latence étant, en la matière, du dernier chic.

CEPENDANT, on n'arrête pas le révisionnisme, et la tendance nouvelle, avec le retour en grâce des valeurs bourgeoises, est de souligner les noces de Verne avec une veuve amnésique, de nier toute ambiguïté dans les relations du ministre Aristide Briand avec l'écrivain et même de tenir pour légendaire la fable du garçonnais Jules, embourbé comme manne, rattrapé et fouetté, rapportant-on par son paternel. Quant à cet intempêtif neveu qui tenta de revolveriser son oncle, cinquante-neuf ans, il est mieux séant de n'en plus causer.

Et si tout simplement Jules Verne était un homme libre, «général d'extrême gauche» certes, selon le juge-

ment de son père, et sans doute aussi «individu secret», d'après son petit-fils? Bref un homme modifiant son jugement au gré de l'espérance, voire des sentiments et qui, bien souvent, ne nous paraît parvenu à son but que parce qu'il est regardé

avec les stricts et seuls critères de notre temps: ainsi l'auteur de Nord contre Sud décontenance car il fut - à l'instar de Napoléon III, Ismaël Urbain (1), Gide ou Lyautey - à la fois indifférent et colonialiste.

Au-delà de modes et polémiques,

le mieux, comme toujours, est de revenir au texte. Or, l'année du cinquième centenaire de l'arrivée de Colomb aux Amériques, l'éditeur marseillais Max Chaleil nous fournit une agréable occasion de retour au bercail en publiant, avec l'orthographe, les caractères et surtout les gravures originales de Benett et Philippoteaux, *Découverte de la Terre*.

VERNE - on omet trop souvent de le rappeler - ne fut qu'un médiocre voyageur, un assez piètre promoteur; il s'est mis cette fois à son écriture pour simplement faire défiler devant nous sa vision des quatre-vingt - toujours ce chiffre! - plus grands découvreurs et explorateurs, de Hannu et Pythéas jusqu'à Améric Vesputi et Cavaler de La Salle en passant par Ibn Batouta, Albuquerque, Erik Le Rouge et Chardin et Tavernier - ces deux négociants français oubliés qui virent si réalistement et si joyeusement la Perse contemporaine de Louis XIV.

Finalement, en ce qui nous concerne, l'aspect «écrivain de cabinet», voire «cornac en chambre», de Verne nous paraît beaucoup moins gênant dans une œuvre comme *Découverte de la Terre*, où l'érudition historique a forcément le pas sur le regard de l'auteur vers rivières, plantes et populations, que dans les ouvrages habituels de Verne, où le fabriqué, l'artificiel, le jus de cran, peuvent lasser.

Les gravures de Léon Benett qui, lui, bourlingua fort, de la Cochinchine à la Martinique, d'Angkor à Alger sont heureusement souvent là, et c'est le cas dans *Découverte*, pour transmettre la part nécessaire

d'air frais réellement respiré, de la chose vraiment vue et également de la poésie alchimique née du contact direct du créateur avec choses et gens.

Il devrait être interdit de republier ce «vieux magicien» de Verne (Julien Gracq) sans son graveur favori, qui lui fournit près de deux mille dessins, travailleur au moins aussi infatigable que le Maître car, modeste fonctionnaire colonial, c'est afin d'arrondir son traitement que Benett dessinait pour Jules Verne, en sus de son méchant emploi de bureau sous les tropiques.

La botte secrète du cornac d'Amiens, c'était donc peut-être le coup de crayon magistral d'un «vérificateur de troisième classe» qui, lui, vivait pour de bon chez les bons constructeurs et les archibâtes vénéens.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Ismaël Urbain, métis auto-africain de Gagnoa, converti à l'islam en Egypte, haut fonctionnaire sénégalais en Algérie, il fut l'un des principaux inspirateurs de la politique intellectuelle du Royaume arabe, menée par le Second Empire dans la possession française d'Afrique du Nord. On vient de publier un excellent ouvrage collectif sous la direction de Philippe Régnier, *Le Livre nouveau des auto-africains*, où sont notamment présentés des textes de l'homme d'action qui fut Ismaël Urbain. Editions du Lérat, 16390 Tesson, 340 p., 220 F.

► *Découverte de la Terre*, de Jules Verne avec 59 dessins de Benett et Philippoteaux et 58 fac-similés de documents anciens et cartes par Dubail et Marthas, 470 p., 180 F. Editions Max Chaleil, 33 rue Raucher, 34000-Montpellier. Tél.: 67-80-52-19.

## Quai des bouquins

Suite de la page 25

Restés à demi colporteurs dans les faits (ils devaient remporter leurs livres chaque soir), les bouquinistes recevaient en 1891 l'autorisation de boulaner les dix mètres de boîtes autorisées sur les parapets. La monochromie forcement «vert wagon» des étals ne sera interrompue que quelques années par un ancien commandant, haute figure de la profession, qui décida que les signes ne pouvaient qu'être rouges. Longtemps avant que les taggers ne lancent sur ces wagons des incursions plus bégniques que sur ceux de la RATP.

Après 1940, dans Paris soumis, les mises à l'index se succèdent. Toutes les traductions de l'anglais, à l'exception des classiques et des publications scolaires, sont interdites. Cependant, «des exceptions à cette règle formelle pourront être autorisées dans certains cas particuliers par la Propaganda Abteilung Frankreich Gruppe Schrifttum, comme par exemple les œuvres de Bernard Shaw (irlandais), Rabindranath Tagore (hindou), etc.». Plus curieusement, c'est la période où la Commission du Vieux Paris manifeste un souci du paysage qui rejoint celui de l'occupant de contrôler les rives. Exécution au sautoir et au clou, qui ampute de deux mètres l'espace dévolu à chaque bouquiniste, conduisant à une autre débâcle: le retrait précipité de 57 500 ouvrages (1) sur près d'un demi-kilomètre de parapet.

La paix, l'avancée des libertés, le développement de l'économie et du tourisme, ne réussissent que modérément aux quais, qui, en leurs articulations les plus voyantes, tendent, dès les années 60, à céder à la facilité. Les livres au rabais viennent y concurrencer les occasions, les soldes d'éditeurs les trouvailles des professionnels, les plus banales cartes postales les photographies originales, avant que des Nîmes-Dame à la chaîne ne recouvrent les gravures anciennes, laissant des éta-

lages entiers aux hordes de pin's, de tour Eiffel, d'air de Paris en boîte. C'est Rivoli.

La plupart des chineurs professionnels, libraires «anciens» au rabais (parmi lesquels, de 1919 à 1972, un certain Malcaux) se sont lassés. Les «iconographibibliophiles» comme se désignent Verlaine, espèrent leurs promenades. L'incompréhension du métier, qui va jusqu'à la négation du bouquin (on verra revendiquer par écrit tel ouvrage comme «neuf») irrite les fidèles, et déçoit les authentiques héritiers d'une corporation où chaque unité de quatre brutes devrait manifester une individualité, une recherche, parfois une morale, et ne désignerait pas la mise en scène.

Au vrai, ce marché où les trois quarts des ventes hors spécialités se font au passage, sur simple cillement devant un titre et un prix, une reliure ou une image, cherche à se reconstruire. Le vide laissé par la levée des interdits des années 60, béant du passage au firmat de poche des Sade ou des Miller (Henry) qui faisaient le fonds de commerce de l'époque, a été comblé par le retour des grands classi-

ques et des grands contemporains, mais aussi par celui d'acteurs largement épuisés des pages les plus sombres de notre histoire.

Ainsi, nombre de ces espaces de tolérance que sont les boîtes sont-ils devenus des refuges de l'intelligence, diffusant les ouvrages des guerres et des dictatures les plus récentes (dans la proportion d'un stalinien pour dix hitlériens), avec une nette préférence pour le ban et l'arrière-ban de la collaboration. Avec, au centre du tableau, la figure de petit-père-des-pauvres de Céline, qui présente, avenue un ancien de la place «un petit côté locomotive».

La désignation des quais comme «axes rouges» décourage les espoirs et les volons de plus en plus nombreuses de renouveau. L'accélération de la circulation des voitures ralentit celle des idées. Le bruit étouffe les paroles, dans un métier où le commerce des mots commence à l'aral, et la poussière contraind à enfermer les livres lorsqu'il faudrait pouvoir les feuilleter. Plus que jamais, les bouquinistes ont le sentiment d'être poussés aux marges de la cité. Simples «amateurs» au départ, souvent autodidactes, parfois enfants et petits-enfants de bouquinistes, rejoints par une nouvelle génération de diplômés, leur fierté d'indigènes à être différents ne va cependant pas jusqu'à revendiquer que leurs petits plants soient ceux de la pénitence.

Né à leur porte, et n'ayant jamais cessé leur fréquentation, Anatole



France les trouvait «si bien travaillés par l'air, les pluies, les gels, les brouillards et le grand soleil qu'ils finissent par ressembler aux vieilles statues des cathédrales». Des statues qui parlent aussi, et revendiquent d'abord une certaine qualité de liberté: «ici l'on redécouvre le ciel de Paris. Le temps social n'existe plus. Nous vivons le temps réel, sans passé ni avenir. Comme intégrés au décor impassible du Louvre. Et plus encore lorsqu'en hiver pas un passant ne passe. Nous sommes en dehors de la ville. Nous ne la retrouvons qu'en rentrant chez nous. Ailleurs...»

En surnombre des quais bas encore trop blancs de neige, les deux cent trente bouquinistes offrent des perspectives au paysage intérieur de chacun. Leur circuit, trop négligé des Parisiens, appartient pleinement à un espace qui vient d'être inscrit par l'UNESCO (dix-neuvième en France et premier à Paris), au patrimoine mondial de l'humanité (2). On aurait aimé que ses attendus puissent trouver place pour ces hommes, ces femmes et leurs boîtes plus fameuses et installées depuis plus longtemps que la plupart des perspectives répertoriées, et dont les deux cent mille volumes offrent sur 4 kilomètres la très grande librairie la plus imprévue du monde.

Il est temps de retourner à leur rencontre du côté du Pont-Neuf, comme le faisait Malte Laurids Brügge-Rille, un de ces «jours où tout est clair autour de nous, à peine esquissé dans l'air lumineux et cependant distinct... Tout est simplifié, ramené à quelques plans justes et clairs, comme le visage dans les portraits de Manet. Rien n'est insignifiant ou inutile. Les bouquinistes du quai ouvrent leurs boîtes, et le brun violet des reliures, le vert plus étendu d'un album, tout concorde, tout prend part et concourt à une parfaite plénitude».

Jean-Louis Perrier

(1) Calcul effectué par l'ancien secrétaire de la Chambre syndicale des bouquinistes, Louis Lantier, dans ses *Bouquinistes des quais de Paris*, auquel nous avons largement fait appel (en vente 150 F. environ sur les quais).

(2) Le Monde du 12 septembre.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél.: 93-88-39-50.  
Platz centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*  
LOGIS DE FRANCE  
Soleil, calme; toutes randonnées  
dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél.: 92-45-83-71.  
Fax: 92-45-80-58.

#### Paris

SORBONNE  
HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax: 46-34-24-30.  
Tél.: 43-54-92-33.

#### Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES  
Au pied des Baux-de-Provence  
VAL-BAUSSENC hôtel\*\*\*  
Une grande maison provençale en pierre  
des Baux vous ouvrira ses portes:  
21 chambres tout confort, restaurant,  
piscine, proximité promenades à  
cheval, golf et tennis. 122, avenue de la  
Vallée-des-Baux. 13520 MAUSSANE-  
LES-ALPILLES. Tél.: 90-54-38-90.  
Fax: 90-54-33-36.

#### Italie

VENISE  
Hôtel LA FENICE  
ET DES ARTISTES\*\*\*  
San Marco N. 1936  
Tél.: (41) 52-32-333. Fax: 52-03-721  
et son restaurant  
nouvelle ambiance «bohème»  
Taverna LA FENICE  
Tél.: (41) 52-23-856. Fax: 52-37-866.

### TOURISME

VENISE  
à LOUER  
APARTEMENTS aménagés  
sur GRAND CANAL et Central  
pour long week-end, semaine et plus  
2/4 pers. - transport/séjours/hôtels  
Vivre à Venise  
6, rue de Solferino, 75007 Paris  
Tél.: (1) 47-53-89-21.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION



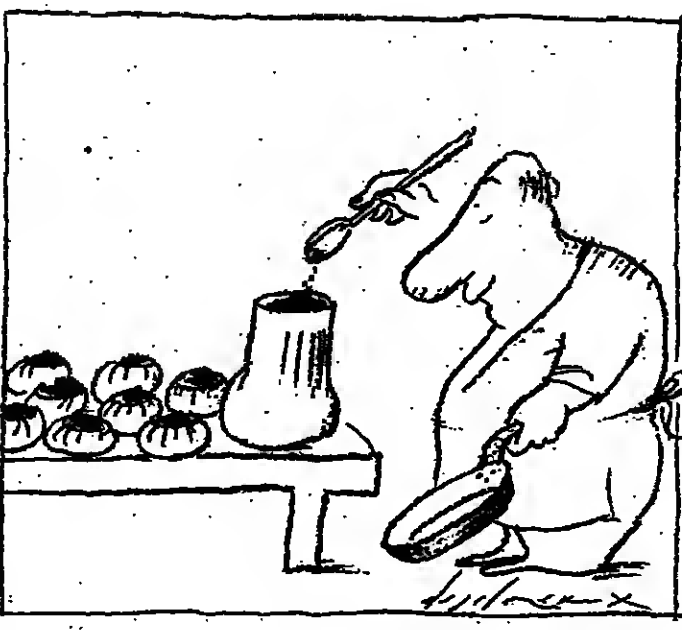




هكذا من لامل

# L'adieu

UN plat familial ? Certes, puisqu'il s'agit d'un plat de l'art de l'accommoder des restes (d'un pot-au-feu, par exemple). Un plat « gastronomique » ? Pourquoi pas, puisque, dit-on, on doit son invention à Grimod de la Reynière. Ce dernier, en l'an 1804, notant que ce fruit du Midi était « monté » à Paris avec les Marseillais de la Révolution, proposait donc, après en avoir été les pépains, de les bourrer d'une farce savante « où même tout uniment d'une simple chair à saucisse pétrie avec un tiers de mie de pain rassis et dans laquelle on a mêlé une gousse d'ail, excipient nécessaire de la pomme d'amour, persil, ciboules, estragon hachés... ». La tomate (tomate en arabe) nous vient du Pérou, ramenée en Italie par les



# aux tomates farcies

conquistadors. De la famille des solanacées (comme la mandragore, la belladone et la jusquiame) elle eut d'abord mauvaise réputation quoique vite baptisée « pomme d'amour ».

Il existe (ou plutôt il existait) pour le consommateur avisé, un « calendrier des tomates ». Celles, bien entendu, de pleine terre (celles de serre sont insipides et farineuses) : de mai-juin à septembre-octobre on trouvait l'hybride de Montfave (des Pyrénées-Orientales à la vallée du Rhône), la Marmande aux flancs écaillés (dans le Lot-et-Garonne, et sans doute la meilleure de toutes) avec aussi les olivettes de Provence et les tomates-cerises qui sont plutôt amusement que nourriture. C'est

avec les marmandes que mon épouse me régala de tomates farcies. La tomate, creusée, était enrichie d'un mélange de chair à saucisse, viande de porc-fait, ail, oignon, herbes diverses. Avec la partie retirée des tomates, le cœur, elle mijonnait une sauce bien réduite et savamment épicée dont elle nappait les tomates sorties du four...

Oui, mais voilà ! Les tomates aujourd'hui n'ont plus de cœur... Plutôt une sorte de grumeleux mélange blanchâtre immangeable.

Cela semble néanmoins satisfaire une directrice de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) dont je lisais l'autre jour l'éloge chez un confrère. Elle a « malmené » la montfave (devenue montfave 63 B) et sacrifié la marmande au bénéfice d'une certaine « ferline », variétés pouvant être élevées en serre toute l'année. Bravo !

M<sup>me</sup> Jacqueline Philouze, ainsi qu'elle se nomme, mange, paraît-il, des tomates tous les jours. Sont-elles blanches de cœur comme celles que nous achetons ? On est-elle privilégiée ? Je ne sais, mais j'aimerais que les marchands de tomates soient obligés d'indiquer, sur l'étiquette, l'origine du produit et si celui-ci est de plein champ ou d'élevage en serre, de bonne terre ancestrale ou de sol traité d'engrais douteux... Alors le consommateur pourrait acheter les tomates de son choix, de son goût, et s'en régaler

comme autrefois.

On me dira que la culture de plein champ est aléatoire, que les maladies s'attaquent alors à ce légume-fruit et que cela le rend moins rentable pour le producteur. Peut-être, mais est-ce une raison pour lui laisser l'hybride sur le coût ?

Et que penser des tomates importées ? Du Maroc, d'Espagne, d'Italie, mais aussi de Belgique et de Hollande, elle représentent 40 % au moins de la consommation. Elles aussi sont souvent de serre. Et de cœur immangeable. Faudrait-il renoncer à tous les bons plats qu'elles honorent ? Non seulement les plats du Midi, non seulement les ratatouilles, mousses de tomate, confitures et, revenons-y, les diverses tomates farcies (froides, d'un mélange de riz et de thon à la mayonnaise par exemple, ou chaudes, à la piémontaise, c'est-à-dire au risotto) ? Faudrait-il renoncer au poulet Marengo et à la sauce que, au siècle dernier, le cuisinier du célèbre restaurant Voisin, M. Choron, inventa et qui porte encore son nom : une béarnaise tomatoée qui fait merveille avec les poissons grillés, les œufs mollets ou pochés, les tourmados ?

Le consommateur voudrait savoir pourquoi ces tomates d'hier, les vraies tomates, ont disparu du marché !

## POISSONS

# La morue

Le grand Escoffier lui-même a livré à notre méditation gastronomique quatre-vingt-deux façons différentes de traiter la morue. En écrivant, dans les années 20, un recueil pour inciter le ménager à la consommation de ce poisson méconnu, appelé le « bœuf du pauvre », il précédait les préoccupations sociales du Comité de propagande pour la consommation de la morue (1955), pour qui « la morue est un aliment azoté de haute valeur ». Suivaient dans le même opuscule cartonné, retrouvé chez Roumanille, le bon libraire d'Avignon, pas moins de 70 recettes. « Tout est bon dans la morue », dit Escoffier. La langue est considérée comme un mets très fin, les œufs sont un excellent hors-d'œuvre. Sa chair est un aliment très riche en matières albuminoïdes. Elle est surtout l'aliment des surmenés et des intellectuels. La morue, c'est le cabillaud, un poisson du genre « gadus », qui vit dans les mers froides.

Ce sont de grands bateaux-usines qui en assurent la pêche et le traitement, et non plus, partis de Paimpol, les « pêcheurs d'Irlande » de Pierre Loti ou les terre-neuvas de Fécamp. La morue est ouverte, lavée, salée soigneusement et empilée par « rains » d'un mètre de large. Le poisson rapporté par les bateaux est encore appelé « morue verte ». Elle alimente le légume, soit pour la vente en « repaque », à nouveau lavée, broyée et enduite de sel soit pour le séchage ou la préparation en filets. Sur le marché, on

trouve aisément des filets de morue, plus rarement le poisson entier. Le stockfish, morue séchée à l'air libre sur un bâton jusqu'à obtenir la consistance du bois — c'est un mot néerlandais — est d'abord le domaine des Portugais, qui achètent fort cher leur poisson favori chez le poissonnier ou bien chez le marchand spécialisé, avec olives et vinho verde du Minho.

L'on ne compte pas moins de 500 000 insophones à Paris et dans la région parisienne. Cela fait une quinzaine de tables renommées, et une cinquantaine en banlieue pour déguster « bacalhau à judo da Porto » : morue grillée avec des tranches d'oignons crus — ou bien, « bacalhau à Gomes de saiz » : la morue est poêlée avec des pommes de terre, de l'ail, du persil, des olives, de l'oignon et de l'huile d'olive. L'on vous recommandera Chez Albert (43, rue Mazarine Paris VI<sup>e</sup>, tél. : 46-33-22-57) ou bien Saudade, la meilleure ambassade de la cuisine portugaise à Paris (34, rue des Bourdonnais, Paris I<sup>er</sup>, tél. : 42-36-30-71). Il est des plats où tout un peuple se reconnaît, plat d'obligation à l'origine, menu de carême, c'est la morue séchée ibérique « bacalhau », ou bacalao en Espagne.

Sa préparation est un rituel : comment transformer cette relique poudreuse et desséchée en plat savoureux, débarrassé de son sel de conservation ? La morue doit tremper douze heures au moins et l'on doit se lever la nuit pour changer l'eau ! C'est un art,

une religion ! Puis la chair desséchée est cuite à l'huile d'olive et remuée doucement et longuement pour obtenir une émulsion savoureuse, avec adjonction de pommes de terre, d'oignons ou bien avec tomates et poivrons dans la variante vizzella.

La commercialisation de la morue, depuis l'an mil, temps où les premiers pêcheurs basques et ibères allaient jusqu'aux « Terres neuves » et aux côtes du Labrador, mériterait une étude à la Fernand Braudel (1). Comment le poisson savoureux d'Irlande et de Norvège, et de plus loin encore, devient-il, sous forme de stockfish, le « poisson des terres intérieures », du Douro, Minho, des Castilles et de notre Rouergue, du Quercy et même de la Provence comtadine ? Du côté de Villefranche-de-Rouergue et de Figeac, le trempage de la morue paraît confier au « pourri », avant que le « bouilli » et la friture ne l'emportent avec la somptueuse et coûteuse huile de noix. D'ailleurs, le ébouliment perceptible dans le parler des Français de ces régions n'est pas sans rappeler la langue de Camoëns : « Les Auvergnats sont les Portugais du Centre », dit sans rire l'écrivain Bernard Canus.

Les pêcheurs cordiques échangeaient donc la laine du Rouergue contre le stockfish. Aux provinces de la Reconquête, morue et porc marquaient la différence. En mangeaient les chrétiens respectueux du carême et non les moniques ou les conversos. Voilà comment naît un plan d'identité

nationale. A moins que, tout simplement, cette morue séchée apportât sa ration de protéides à une population étiolée qui en avait besoin. Cette variété séchée de morue est aujourd'hui un mets coûteux. On emploiera de préférence un filet bien blanc, mais encore souple, soigneusement dessalé, pour réaliser la brandade (2) en souvenir du cuisinier Durand, en « remuant doucement le poisson », aurait précisé Carême, pour incorporer au poisson poché l'huile et le lait tièdes. On ne lésinera pas sur la truffe pour imprégner et décorer cette pommade délectable, qui aurait pu inspirer le mot que René Jouveau prête à Curzonsky, « prince des gastronomes et roi de l'après-déjeuner » : « Ave Cesar, moruiri te salutant. » C'était chez Ledoyen, après — il est vrai — cinq préparations de morue. Sans doute copieusement arrosées.

Jean-Claude Ribaut

(1) On consultera la *Vieilles Découvertes de l'Amérique par les Européens*, de Louis Kervran (Laffont).

(2) Bonne brandade « classique » à Paris à l'Écluse (10, rue Saint-Simon, Paris-7<sup>e</sup>, tél. : 42-22-01-60), au *Monde des châteaux* (69, rue Saint-Louis en l'Île, Paris-5<sup>e</sup>, tél. : 43-54-43-27) et sa variante rouergate « l'estoflido » au *Restaurant Pierre* (10, rue de Nîmes, Paris-1<sup>er</sup>, tél. : 42-96-09-17).

### GASTRONOMIE

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie de la mer.  
Vivre de bœuf et de langoustes.  
18, place de l'Écluse Paris 7<sup>e</sup>  
Réservation : (0) 43 74 44 78 - Fax : (0) 42 10 63 10

**CHEZ HANSI**  
L'Alceste de Hansi dans un décor unique.  
3, place de la Bastille 75004 Paris 4<sup>e</sup>  
Angle Montparnasse Rue de Rennes  
Réservation : (0) 45 48 95 42 - Fax : (0) 45 44 55 40

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 210 F  
et ses soufflés.  
30, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42.98.27.19  
Faire la demande.

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 210 F  
et ses soufflés.  
30, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42.98.27.19  
Faire la demande.

Au cœur de St-Germain-des-Près !  
De 12 h à 3 h du matin.

**L'ARBUCI**  
Jazz et Blues  
25 rue de Buci - 6<sup>e</sup>  
Tél. : 44.41.14.14  
JAZZ CLUB - JUSQU'À L'AUBE

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 210 F  
et ses soufflés.  
30, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42.98.27.19  
Faire la demande.

## la Taverne

1<sup>re</sup> Ambassade d'Alsace  
des grands boulevards.

24 Bd des Italiens, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47.70.16.64

(Publicité)

### LA TAVERNE KRONENBOURG

Pour son 10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE vous fera déguster le « ANGUS BEEF » tout au long du mois de septembre.

La Taverne a décidé d'offrir à ses clients 1/4 de kilo de bœuf « ANGUS D'ABERDEEN », grillé ou poêlé, soit à votre façon, pour 100 francs.

**TAVERNE KRONENBOURG**  
« L'AMBASSADE D'ALSACE »  
24, boulevard des Italiens - Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47-70-16-64

(Publicité)

### LA TAVERNE KRONENBOURG

Pour son 10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE vous fera déguster le « ANGUS BEEF » tout au long du mois de septembre.

La Taverne a décidé d'offrir à ses clients 1/4 de kilo de bœuf « ANGUS D'ABERDEEN », grillé ou poêlé, soit à votre façon, pour 100 francs.

**TAVERNE KRONENBOURG**  
« L'AMBASSADE D'ALSACE »  
24, boulevard des Italiens - Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47-70-16-64

### Aux quatre coins de France

#### CHAMPAGNES

BRUT MILLÉSIMÉ ROSÉ  
Propriété R. M. Dubois P. & F.  
« Les Alouettes », 51480 Ventouil.  
Tél. : 26-58-48-51, Fax : 26-58-63-46.  
Vieilles en bouteilles de châteaux.

« Cuvée Le RÉDEMPTEUR » 1985.  
Tarif sur demande, s'adresser à vous.  
Rech. exportateur CEE.

\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. »

#### CHAMPAGNES

SANGER & VAUBECOURT  
Lycée Viticole - 51190 AVIZE  
Prestige - Millésimes - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél. : 26-57-79-79.  
Visitez des caves sur rendez-vous.

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

CRUSTACÉS-POISSONS	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	BROCHES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	TRADITIONNEL
<b>LA LUNA</b> 69, rue du Rocher Fidm. 42-93-77-61 Frais Parc Monceau Poissons et coquillages.	<b>RELAIS BELMAN</b> 37, rue François I <sup>er</sup> , 47-23-34-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.	<b>L'ARBUCI</b> , 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.L.J. jusqu'à 3 h. Unique ! Poissons, viandes, desserts cuisent à la broche, adjonction de petits vins de pays qui charment. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.	<b>ENTOTTO</b> 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.M. Nordum, 13 Dorowott, Beyayenettou av. l'Indjara.	<b>L'APPENNINO</b> , 61, rue Amiral-Mouchet, 14. 45-89-08-15. Fidm., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.	<b>LE PROCOPE</b> , 13, rue de l'Antienne-Cordillière, 45-20-99-24, cuisine bourgeoise et inventive et merveilleux banc de coquillages.
<b>LA TERRASSE DE CRÉTEIL</b> 39, av. de Verdun, 94000 CRÉTEIL. Tél. : 42-07-15-94. Terrasse d'été. La santé par la mer. Spéc. de poissons et une suggestion à 180 F.	<b>LA COUR COBERT</b> , 12, rue Hôtel-Cobert 9. 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII <sup>e</sup> authentique. PMR 220 F.	<b>DAÑOISES ET SCANDINAVES</b>	<b>INDIENNES</b>	<b>OUVERT LA NUIT</b>	<b>VIETNAMIENNES</b>
<b>AU RÉGENT</b> 42-22-33-44 Fidm. & Im. 97, du rue Cherche-Midi (94). Plus confort.	<b>ALGEROISES</b>	<b>COPENHAGUE, FLORA DANICA</b> , 1 <sup>er</sup> étage 142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.	<b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain. M <sup>e</sup> Maubert. SCE NON-STOP J. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	<b>FAR OUEST</b> , 101, rue de l'Ouest. accueil 19 h 5 h du matin. Cuis. ind. Os à Moëlle. Confit. Carte menus 33, 115 F.	<b>NEM 101</b> , 101, r. du Ranelagh, 16. 45-27-76-92. F. sam. soir et dim.
	<b>LE DEY</b> , 109, rue Croix-Nivert, 19 <sup>e</sup> Fidm. Im. Tél. : 48-28-81-64 Cuis. traditionnelle : Bourne, Chorin Choix de cocottes et tagine algéroises	<b>CRUSTACÉS ET COQUILLAGES</b>			<b>NEM 66</b> , 66, rue Lauriston, 16. 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.





## Yudono, le saint sur la montagne

Chaque été, le mont Yudono, au Japon, attire des dizaines de milliers de fidèles pour un pèlerinage dont les origines remontent au Moyen Âge. Selon un rite où se mêlent les religions shinto et bouddhiste notamment, le culte *shugendô*, qui a repris toute sa vitalité depuis 1945, célèbre des saints adeptes d'une ascèse extrême, et notamment le fameux Shinnyokai dont la momie enlaidie est l'objet d'une vénération particulière.

LS suivaient en silence l'étroite sente menant à une gorge encaissée. En contrebas, invisible, grondait un torrent. Dans l'air matinal, seul résonnait le bruit des clochettes que les pèlerins portaient suspendus à la ceinture. Ils étaient une centaine, vêtus de la tenue traditionnelle : vêtement et bandeau ceint autour du crâne d'une blancheur immaculée, symboles de pureté ; chapeau conique fait de copeaux de bois pour certains, bâton, ruban de couleur autour du cou portant le nom de la confrérie.

Rares étaient ceux qui portaient les traditionnelles sandales de paille : la plupart étaient chaussés de prostheses chaussures de sport. Le paysage devint de plus en plus sauvage. Suivant la coutume, les pèlerins avaient fait appliquer par un officier le tampon noir portant le nom du lieu : le mont Yudono, l'une des trois montagnes sacrées de la région de Dewa (ancien nom de la province de Yamagata, au nord-est du Honshû), haut lieu d'un culte ancien, le *shugendô* (la « voie d'acquisition de pouvoirs surnaturels par l'ascèse »), pratiqué par les *yamabushi* (« ceux qui dorment dans la montagne »).

Exorcistes et thérapeutes, ces anachorètes cherchent à obtenir par une ascèse draconienne des pouvoirs magiques leur permettant de commander aux phénomènes naturels et aux mauvais esprits. Mêlant à un vieux fonds de religion archaïque des éléments du bouddhisme ésotérique, du culte shinto et du taoïsme, le *shugendô* est une composante importante des croyances populaires nipponnes.

Les trois monts sacrés représentent la divinité du riz, le dieu de la lune et celui de la montagne. Au Haguro, dit-on, un entrevoit le paradis, au Gassan, l'esprit s'élève et au Yudono on peut atteindre l'état de Bouddha.

Le lieu a effectivement une dimension magique. Au débouché de l'étroit sentier empierré, se dresse une énorme roche formée de millénaires concrétions de cendre de plusieurs mètres de hauteur. Conique, de couleur ocre se détachant sur le flanc vert dur de la gorge, la pierre est couverte de ruissellement d'une eau chaude qui sourd de deux petits cratères à son sommet.

Pleins de recueillement, les pèlerins s'assemblent devant la

roche. La tête inclinée, ils frappent des mains, en signe de respect. Le son du gong et la voix gutturale de l'officiant psalmodiant une prière couvrent un moment le grondement du torrent. Dévotion primitive, originelle, envers les forces de l'au-delà animatrices d'une vie frémissante dans laquelle communient tous les âges ; bien que les vieilles personnes soient nombreuses, on compte aussi parmi l'assistance des jeunes et même des enfants, eux aussi en vêtements de pèlerin.

Tout au long de la sente qui mène au lieu sacré, comme sur la roche elle-même, on marche sur des dizaines de milliers de piques de monnaie de 1 ou 5 yens, obole que les pèlerins puisent dans une petite pochette blanche accrochée à la ceinture et qu'ils « sèment » par poignées. Un peu en retrait de la roche sacrée, à côté d'un autel où brûle de l'encens, une paroi rocheuse, elle aussi humide, est tapissée de feuilles de papier portant des noms : avec soin, chacun appose sa supplique pour le repos de l'âme de ses proches. Écoutons le poète Bashô : « Au mont Yudono, partout l'on marche sur l'argent, et coulent les larmes. »

Avant de repartir, certains pèlerins boivent du saké dans des coupes en laque rouge, d'autres achètent des bouteilles d'eau de la source. En ce lieu sacré, le commerce ne perd pas ses droits : purification obligée, prières, tampons sur le carnet de route authentifiant le passage, tout se monnaie... C'est par cars entiers que chaque année les pèlerins affluent au mont Yudono au cours de la période où le sanctuaire est ouvert (entre juillet et août) : « Trois cent mille pèlerins et touristes viennent ici chaque année : c'est une sorte de Macque du Tohoku (région septentrionale du Honshû) », nous dit le chef d'un groupe de fidèles de Yamagata, la « confrérie des Huit Sommetts ». Lui-même a suivi l'entraînement des *yamabushi*. Demain, il fera l'ascension du mont Gassan pour assister au sommet au lever du soleil. Pourquoi vient-il ici ? « Je me le demande parfois. Et pourtant je reviens toujours. Ce lieu représente un retour à la nature, un point de contact entre la vie humaine et le sacré qui me rapproche de l'âme de mes ancêtres. »

Depuis le Moyen Âge, la figure du *yamabushi* a peuplé l'imagi-

qui atteint son apogée au cours de la seconde moitié de l'époque Edo (XVII<sup>e</sup>-milieu du XIX<sup>e</sup> siècle). A la fin de cette période, caractérisée par l'affaiblissement du pouvoir central, les pèlerinages prirent parfois des dimensions d'hystérie collective, comparables au mouvement millénariste du Moyen Âge occidental : en 1830, par exemple, un sixième de la population nationale se lança sur la route du sanctuaire d'Ise (où est vénérée la déesse solaire).

Aujourd'hui, le pèlerinage investi par le tourisme de masse a conservé ces deux caractéristiques : il est ainsi prêté à se rendre dans des sources thermales, abondantes dans ce pays volcanique. Celles-ci peuvent certes avoir des vertus curatives, voire magiques : c'est le cas de la source thermale-sanctuaire d'Imagami, perdue au fin fond des forêts du Gassan. Elle est connue depuis des siècles pour guérir les maladies, dont, autrefois, la lèpre. Les malades s'y baignent toujours tournés vers un autel et psalmodient des prières.

Mais la grande majorité des stations thermales n'est en rien le côté triste de la cure, avec son arrière-goût d'eau minérale, que l'évocation de tels lieux appelle en Occident. C'est au contraire le grand plaisir des Japonais de toutes conditions : on y va certes pour jouir des sources d'eau chaude mais aussi pour faire bombance. La liesse bon enfant des anachorètes des stations thermales des environs des trois monts sacrés en témoigne.

Outre ces plaisirs, c'est le *shugendô* qui attire les pèlerins dans la région. Celui-ci mêle en effet deux composantes importantes du sentiment religieux des Japonais : la montagne et la magie. Une magie fruit de l'ascèse qui exerce de nos jours encore une fascination. Lien entre le ciel et la terre, séjour des morts et résidence des divinités du sol, la montagne est au Japon un lieu sacré. Nouvelle influence du taoïsme ? Révérée en tout cas dans le culte shinto, la montagne est aussi pour les bouddhistes un lieu de méditation et d'ascèse.

Superposition de croyances, le *shugendô* n'a pas de fondateur (sinon l'anachorète légendaire Enno Gyoja qui vécut à la fin du VII<sup>e</sup> siècle). Le bouddhisme (introduit au Japon au VI<sup>e</sup> siècle) fut la grande force qui permit aux ascètes des montagnes de formuler et de diffuser leur doctrine.

L'ascèse se traduit chez les *yamabushi* par un entraînement à l'endurance physique qui peut conduire jusqu'à la mort, comme en témoignent les stèles élevées aux ascètes qui périrent de leurs excès d'ascétisme à l'entrée du lieu dit « marais des immortels » du mont Yudono. Une expression extrême de cet effort dans l'ascèse est donnée par la pratique venue du bouddhisme ésotérique qui consiste à « devenir bouddha en ce corps » (*sokushinjobutsu*).

Six temples de la région des trois monts sacrés comptent parmi leurs reliques des expressions de cette ascèse purificatrice poussée jusqu'à l'extrême : ce sont des momies d'ascètes morts d'inanition après des jeûnes prolongés. Leur corps ne fut pas momifié après la mort : ils devinrent momies de leur vivant ; en d'autres termes, ils initièrent par une abstinence complète le processus de momification de leur corps.

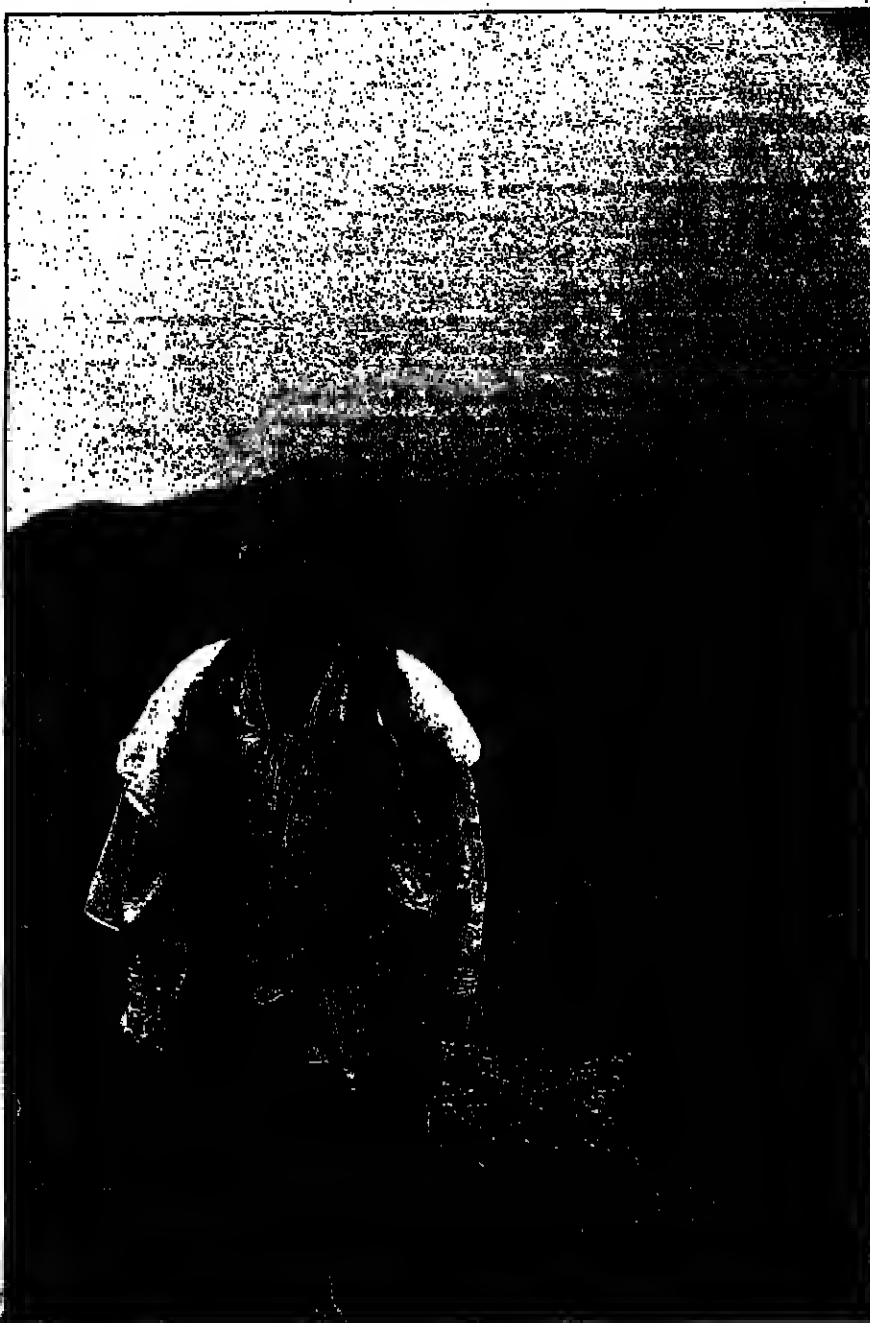
C'est le cas au plus vieux temple du mont Yudono, Churenji, fondé par le moine Kobo Daishi (774-835), initiateur de la secte

Selon les documents conservés au temple, Tetsumonkai, né en 1768, était un moine sensible aux injustices. Un jour, s'étant pris de querelle avec des *samurai*, il en tua deux et demanda asile au moine du Churenji. Il commença alors un dur entraînement dans la montagne. Sollicité par une jeune prostituée qu'il avait connue, Tetsumonkai lui présenta un jour un petit paquet : il contenait ses attributs : « C'est cela que tu désires ? Alors, vas-t'en. » Selon le rapport d'un médecin légiste, le corps momifié de Tetsumonkai n'aurait effectivement pas d'organes sexuels. La légende veut que par la suite la prostituée vit son commerce prospérer et que les attributs de Tetsumonkai devinrent le talisman du quartier où elle officiait avant d'être offerts à un temple.

Après avoir pérégriné pendant trente ans, Tetsumonkai décida à soixante et un ans de suivre l'exemple de cet autre « saint homme », le moine Shinnyokai, décédé un siècle plus tôt (en 1763), dont la momie est exposée

côtées essentielles et enfin, au cours des mille jours suivants, les céréales mineures, se nourrissant d'herbes et de racines. Par la suite, pendant quarante-deux jours, il observa un jeûne absolu, n'absorbant que de l'eau salée et de la résine diluée d'arbre à laque (décoction qui aurait pour effet d'éviter le pourrissement des viscères) (1). Puis on fit sa toilette (« Le corps était déjà si léger qu'il semblait flotter sur l'eau ») et on le plaça sous terre dans une cellule de pierre où l'air parvenait par un bambou. C'est là qu'il expira. Au bout de trois ans et trois mois, on retira le corps figé dans la position de méditation.

Se qu'en esprit profane peut considérer comme mort volontaire par l'ascèse constitue pour les croyants une entrée en concentration définitive jusqu'à l'arrivée du Bouddha (*nyûjô*). Cette pratique connue son apogée au cours de la période Edo. Le dernier cas remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En revanche, l'ascèse jusqu'au jeûne total, la mort étant évitée par l'absorption de bouillie de riz,



Pèlerin au mont Yudono. Ci-dessus, la momie du Shinnyokai.

Shingon et patriarcat par excellence du bouddhisme ésotérique.

Dans une chaise de verre, vêtu de la robe rouge des grands moines, Tetsumonkai est à jamais immobilisé dans la position de la méditation. Son visage est incliné en avant ; la peau est parcheminée et d'une couleur sombre comme si elle avait été brûlée ; les mains reposent sur les jambes, qu'un devin en position du latus : jointes jusqu'au dernier souffle, elles se sont ouvertes, paumes en l'air, telles des ételles de mer abandonnées par le ressac.

Un des rares ouvrages en français traitant du *shugendô* est celui de Harumut O. Rotemund, *Pèlerinages aux neuf sommets, carnets de route d'un religieux itinérant dans le Japon du XIX<sup>e</sup> siècle*. CNRS, 1983. Anne-Marie Bouchy en traite également dans le cadre plus général d'une étude sur les religieux errants de l'époque Edo : *Toku-hon, ascète du Nanbutsu, cahiers d'études et de documents sur les religions du Japon*. Ecole pratique des hautes études,

au temple voisin, Dainichicho, fondé lui aussi par Kobo Daishi il y a près de douze siècles.

Shinnyokai avait pratiqué pendant soixante-dix ans les austerités du *shugendô*. Puis il commença cette concentration extrême par l'ascèse qui devait le mener vers l'éternité.

Le moine supérieur du Daiichibo, Yukaku Endo, raconte qu'il s'adonna d'abord à des mortifications spéciales de mille jours dans une retraite du « marais des immortels », puis, pendant mille autres jours, il supprima les cinq

1983. On doit une étude de ce culte à G. Renondeau, *Le Shugendô, histoire, doctrine et rites des anachorètes dits Yamabushi, cahiers de la société asiatique*, vol. XVIII. Imprimerie nationale, 1985 (ouvrage qu'on ne trouve plus guère qu'en bibliothèque). Par leurs danses (*yamabushi kagura*), les *yamabushi* exercent une influence sur le théâtre no : voir Gérard Martzel, *La Fête d'Ogi et la No de Kurogawa*, Publications orientalistes de France, 1976.

s'est poursuivie jusqu'au début de ce siècle.

Dans sa chaise de verre, Shinnyokai, la tête inclinée en avant, semble sommeiller tel un homme harassé, les mains pendantes comme des fleurs séchées. Au pied de la chaise, un autel est chargé d'offrandes : saké et fruits. Pour les fidèles, l'âme n'est pas absente de ce corps figé. Elle s'y est immobilisée. Les effluves d'encens ajoutent au caractère macabre mais serein de cette expression de l'effort pathétique d'un être dans sa quête du salut.

de notre envoyé spécial  
Philippe Pons

(1) Il est possible qu'il ait absorbé également du sulfure de mercure. Des chimistes ont établi que les régions où avaient été pratiquées ces momifications possèdent des gisements de cinabre. Les analyses ont en outre révélé que les corps des momies présentaient une forte teneur en mercure. Il paraît donc vraisemblable que le cinabre ait été utilisé pour ses propriétés antiputrescentes. Prévenant le vieillissement des métaux, le cinabre était considéré par les taoïstes comme un élixir d'immortalité.